l'unité

M 2805 - N° 594 - 8 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 8 mars 1985

CANTONALES

Lionel Jospin en campagne : quelle santé ! (page 2)

Laurent Fabius ou la magie du réel (page 3)

ECONOMIE

Croissance : Pierre Bérégovoy pousse les feux (page 4)

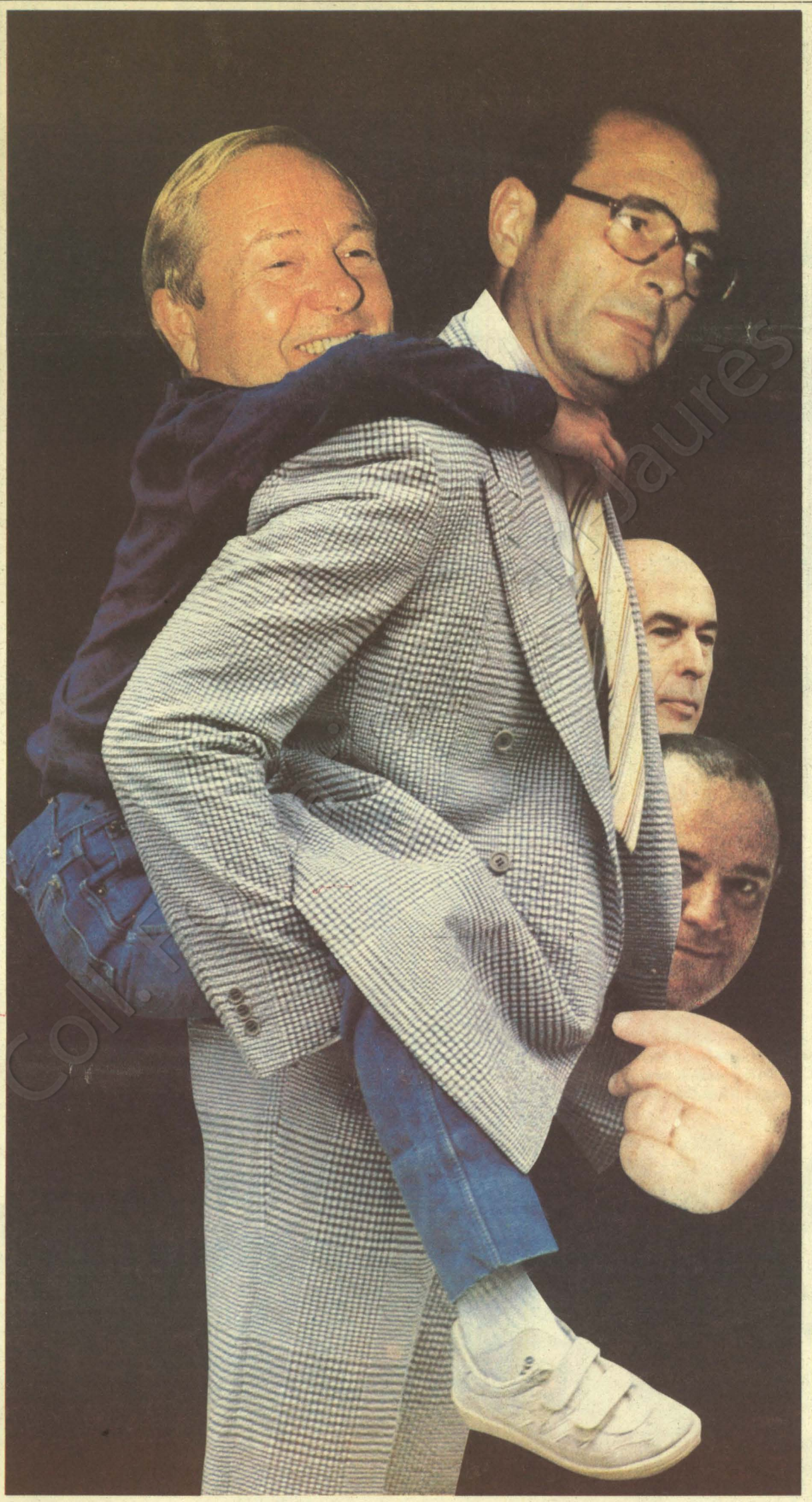
JUSTICE

Affaire Diallo : La rumeur de Poitiers (page 8)

Presse : la courtisane des passions obscures (suite) (page 9)

ARTS

Impressionnistes Le grand bol d'air de la peinture française (page 24)



CONTRE CETTE DROITE-LA UN SEUL CHOIX : VOTEZ SOCIALISTE



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

Samuel Pisar : « Il n'y a plus de place pour se cacher sur cette Terre, nous dépendons tous les uns des autres. » (page 12)

Qui a peur du grand méchant ordinateur ? (page 13)

Quand la famille — ce socle — craque ! (page 14)

Les vigiles de la « norme » abhorrent la ou les différences. (page 15)

PAR CHANTAL CHAWAF

JOSPIN EN CAMPAGNE : QUELLE SANTE !

Pour la dernière ligne droite avant le premier tour des cantonales, Lionel Jospin a fait la preuve de son dynamisme, de sa pugnacité et aussi de son charisme. Le Sud-Ouest, où il terminait son marathon de meetings, lui a fait un triomphe

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

SPORTIVE fin de campagne électorale pour Lionel Jospin. En tournée dans le Sud-Ouest, le week-end dernier, en plein Tournoi des cinq nations, le Premier secrétaire du P.s. ne pouvait se cantonner dans le strict domaine politique. Sportif de nature – on connaît sa passion pour le basket, le tennis et le rugby – il avait bien pris soin de dégager le temps nécessaire, dans un emploi nécessaire, dans un emploi du temps bourré, pour suivre le match Irlande-France.

C'est au centre culturel de Foix, au terme d'un déjeuner républicain inauguré dans le cassoulet et conclu par « l'Internationale », qu'il a suivi ce spectacle rugbystique sur grand écran, en compagnie d'Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au Budget et à la Consommation, des responsables départementaux de l'Ariège et des militants et sympathisants socialistes. Quelques heures plus tôt, à Toulouse, entraîné par les jeunes qui « courent pour Jacques Roger-Machart », le candidat socialiste, il était arrivé en petites foulées pour inaugurer le nouveau siège fédéral de la Haute-Garonne. Le matin, profitant d'un temps mort à l'aérodrome d'Aire-sur-Adour, il s'était adonné à quelques échanges de ping-pong. Une occasion de constater que le Premier secrétaire du P.s. est peu porté sur les revers, mais qu'il est plus à l'aise dans le jeu offensif.

Offensif, Jospin l'a été également sur le terrain politique dans une région baignée par les valeurs républicaines, le radicalisme et le socialisme. Il a invité les socialistes à ne pas reproduire les erreurs d'appréciation commises lors des dernières élections cantonales et municipales : « Il ne faut pas être naïf comme nous l'avons été en 1982 et 1983. Alors que nos candidats parlaient de problèmes locaux, la droite menait une campagne systématiquement nationale où elle abordait des thèmes qui ont amené la montée de l'extrême droite. Nous n'avons pas à fuir le débat national. Nous rendrons coup pour coup. » Il a dénoncé cette droite « irresponsable et outrancière ». Les exemples ne manquent pas. Depuis la Nouvelle-Calédonie, où le R.p.r. envoie « une noria de responsables pour mettre de l'huile sur le feu », jusqu'au domaine économique où la droite prône « un libéralisme à tout crin ».

Jospin n'a eu aucune peine à stigmatiser les divisions de l'opposition et ses problèmes de « cohabitation à elle ». Evoquant le soutien de Pierre Bas (R.p.r.) à Barre, il prévient : « C'est le signe annonciateur de craquements à droite. Chirac est coincé entre Le Pen et Barre. Il ne pourra pas accepter cette situation. Il sera obligé de réagir et accentuera les divisions. » Enfin, il a dénoncé « l'attitude pas claire » des dirigeants de la droite vis-à-vis de l'extrême droite : « Ils se contredisent d'un leader à l'autre. Ils n'ont pas une attitude de principe, mais une attitude tactique. » Au passage, il répond à ceux qui accusent les socialistes de vouloir introduire le Front national à l'Assemblée nationale : « Lorsqu'on veut combattre un mouvement politique intolérant, on le combat sur le plan politique, le mode de scrutin n'a rien à voir dans l'affaire. »

Prêchant en faveur d'un rassemblement autour des valeurs républicaines, Jospin a expliqué la politique des socialistes, faite de « mesure », par opposition aux excès de la droite. Avec honnêteté, il a reconnu que « nous n'avons pu



Un rapide ping pong à Aire-sur-Adour.

Arrêt de volée à Foix, en terre d'Ovalie.

Sipa-presse

Lionel Jospin «joggant » avec les jeunes qui courent pour le candidat socialiste Jacques Roger-Machart, à Toulouse.



Sipa-presse

Fondation Jean Jaurès

changer assez vite et assez fort le sort du plus grand nombre ». Mais pour ajouter aussitôt : « Reconnaissez que nous avons agi dans le bon sens... Malgré les difficultés économiques, la France est le seul pays qui ait entrepris des réformes sociales. »

Lionel Jospin a beaucoup insisté également sur les mouvements parfois contradictoires qui s'amorcent au sein de l'opinion publique. Paradoxalement, alors que les intentions de vote de la majorité des Français semblent pencher en faveur d'une volonté de sanction des socialistes lors des cantonales les cotes de François Mitterrand, Laurent Fabius et du P.s. enregistrent une remontée spectaculaire. « Notre peuple est entré en réflexion, explique Jospin. Il soupèse, compare et réfléchit pour savoir où est l'intérêt du pays, à droite ou à gauche. Il veut faire son choix lui-même, il est en train d'ouvrir les yeux. Il n'est pas sûr qu'il se prononce dans le sens souhaité par les dirigeants conservateurs français. »

Pas sûr du tout même, lorsqu'on voit l'accueil reçu par Jospin durant ces trois jours passés dans le Sud-Ouest. Près de 1 000 personnes l'attendaient à Mont-de-Marsan et Montauban : le déjeuner républicain de Foix avait réuni 500 militants et sympathisants. Mais c'est à Figeac que la réception a été la plus chaleureuse. Plus de 1 500 personnes ont fait une véritable ovation à Jospin au rythme endiablé d'une banda dans la plus pure tradition du Sud-Ouest. La fête, quoi. Simple et spontanée. Celle qui anime, de ses refrains les plus classiques mais les plus entraînants, les villages l'été et le Parc des Princes lors d'une finale de rugby.

« Trop tôt »

A l'évidence, dans tous ces spectateurs enthousiastes, il n'y avait pas que des militants. Preuve que le fameux « frémissement » existe bel et bien, même s'il ne faut pas le surestimer. Va-t-il se concrétiser pour autant les 10 et 17 mars ? Jospin considère que ces cantonales arrivent « trop tôt ». D'autant plus que les scrutins enregistrent toujours avec un temps de retard les mouvements du corps électoral. De mauvais résultats risquent-ils pour autant de « casser » cette tendance ? En battant le rappel de la mobilisation, le Premier secrétaire engage les socialistes à faire des élections cantonales de 1985 « une préparation pour les échéances décisives de 1986 ».

Quant aux moyens d'action qui doivent assurer le succès aux législatives, Jospin en dénombre trois essentiels. D'abord la poursuite de la politique du gouvernement avec une accentuation de la lutte contre le chômage et la réalisation de mesures de justice social. Ensuite l'engagement du président de la République. « Vous le retrouverez à vos côtés, a-t-il lancé au public à Mont-de-Marsan. Les dirigeants de la droite pensent qu'ils ont le droit de taper dessus, car c'est la clef de voûte de la majorité et qu'il serait obligé de se taire car il est l'arbitre. Qu'ils le respectent il aura moins à dire, mais s'ils continuent à l'attaquer, il défendra son bilan devant le peuple. » Enfin troisième levier d'action pour 1986 : le Parti socialiste. « Il faut avoir confiance. Il dépend du P.s. qu'il aille lui-même à la conquête des gens », affirme Jospin qui, visiblement, souhaite une répartition bien définie des rôles pour les prochains mois.

En attendant, il ne se sera pas ménagé pour « aller à la conquête des gens ». A la veille du premier tour des élections cantonales, il aura tenu quarante-cinq meetings et réunions publiques, et parcouru trente-trois départements. Une sacrée santé ! Il n'est pas inutile d'être un authentique sportif lorsqu'on est Premier secrétaire du P.s. ●

FABIUS OU LA MAGIE DU REEL


Sipa-presse

Au moment où la droite s'enfonce dans une dérisoire et dangereuse cacophonie où la démagogie le dispute à la lâcheté, il était bon que le Premier ministre prouve, lors de ses premiers meetings publics, qu'il avait reçu cinq sur cinq le message de l'opinion publique. A savoir, parler vrai, parler clair... même si ça fait parfois un peu mal

PAR PHILIPPE MAQUAT

(de notre envoyé spécial)

OÙ et quand s'arrêtera Laurent Fabius, interrogent les observateurs de la vie politique française ? Où ? Nous l'ignorons. Quand ? Sans doute pas de sitôt. Le fait est : la cote de popularité du Premier ministre ne cesse de grimper. Elle atteint désormais 54 points et lui vaut de talonner Michel Rocard selon le sondage Sofres — « le Figaro » rendu public le 1er mars dernier, alors que, dans le même temps, toujours d'après le même sondage, 55 % des Français lui accordent leur confiance.

Deux jolis scores à mettre au crédit de Laurent Fabius qui a fait une entrée remarquée et remarquable dans la ronde des meetings électoraux vendredi dernier à Grenoble. Il y a donc bien un phénomène Fabius. Car dans le palais des Sports de cette ville, Laurent Fabius a incontestablement « fait un tabac » auprès des 8 000 militants et sympathisants qui, massés dans les tribunes, ne regrettèrent certainement pas leur soirée. A tel point qu'il n'est pas évident du tout que la prochaine finale de la Coupe des vainqueurs de coupe de basket-ball, qui aura lieu prochainement dans cette même enceinte sportive grenobloise, surpasse en chaleur, en émotions, la récente intervention du Premier ministre. C'est dire.

Facile, direz-vous cependant : la salle lui était acquise d'avance. Soit, mais encore fallait-il maintenir jusqu'au bout, comme dans tout bon spectacle — cela n'a rien de péjoratif — la complicité entre l'acteur et le public. Or ce défi, Laurent Fabius, aussi à l'aise dans une salle que devant les caméras de la télévision pour son quart d'heure mensuel, l'a donc relevé. Et avec la manière. Il est vrai que le Premier ministre sait immédiatement mettre tous les atouts de son côté. « Lors de ma nomination comme Premier ministre, j'ai promis aux Français de dire la vérité. Je continuerai à le faire ce soir. » Au moment où le discours politique traditionnel est de plus en plus rejeté par l'opinion publique et notamment par les jeunes, le ton Fabius plaît et passe à merveille la rampe.

Son premier contact avec le public depuis sa nomination (qui a été suivi par un deuxième meeting organisé hier à Toulouse) l'a confirmé pleinement. Des propos exempts de démagogie : « ...Je vous dirai sans détour : ces élections (cantonales) risquent d'être difficiles pour la majorité... oui nous avons multiplié les mesures pour lutter (contre le chômage)... et cependant malgré ces mesures on n'a pas créé assez d'emplois et le chômage a augmenté. » En conséquence, le Premier ministre refuse de vendre du rêve, c'est-à-dire de prendre des engagements chiffrés sur ce même problème du chômage. Même si on l'y pousse. Car ce sont les entreprises qui recrutent. Ou ne recrutent pas. Et c'est aussi par l'Europe que passe une croissance soutenue, à même de créer des emplois.


Gamma


Sipa-presse

Laurent Fabius et Louis Mermaz à Grenoble.

Des propos — vérités qui ont également le mérite de la clarté avec, à l'appui, un vocabulaire juste, précis et suffisamment dépouillé pour permettre de rendre le discours accessible à tous. Y compris, pour les passages sur l'économie, à l'auditeur qui ne se nourrit pas forcément des théories de Keynes ou de celles de Friedman. Ainsi quand, pour faire comprendre la situation sociale difficile du moment, il interroge : « Quelles sont les entreprises qui ont procédé récemment à des licenciements ou même qui ont fermées... ? » Sa réponse ne souffre aucune obscurité : « Observez la réalité autour de vous, le plus souvent, les difficultés viennent d'un manque d'investissements, de l'insuffisance de la modernisation, d'erreurs de gestion qui ne se sont pas rencontrées il y a un mois ou un an, mais il y a de cela plusieurs années. »

Ce n'est pas la modernisation proprement dite — les exemples japonais et américain le prouvent — qui coûte des emplois, mais les retards qui ont été pris par les gouvernements précédents pour accomplir cette mutation fondamentale. Or, cette délicate démonstration semble être en train de convaincre l'opinion publique, même si beaucoup, comme le souligne Laurent Fabius, sont déroutés par la recherche de cet équilibre entre l'idéal d'avant 1981 et le réel d'aujourd'hui. « Oui, nous travaillons dans le réel », ajoute le Premier ministre. Et en conséquence : oui, « il est nécessaire d'avancer ». En n'opposant pas, comme c'est le cas à droite, efficacité économique et justice sociale, mais en faisant progresser ces deux notions fondamentales au même rythme. Toute la différence est là.

Image bien choisie pour montrer aux travailleurs les plus sceptiques que la gauche n'a pas perdu en route ses valeurs. Elle les a adaptées au réel, aux faits. « Ce n'est pas la même chose de défendre la Sécurité sociale comme nous le faisons ou de proposer l'assurance privée. » Peut-on être plus clair ? Laurent Fabius sur le terrain, face au public, c'est donc la confirmation d'un discours qui sonne juste, moderne et qui exclut les outrances. Pour autant, ce discours n'est pas aussi mesuré que certains observateurs ont bien voulu le dire. Car il sait aussi « remettre les pendules à l'heure » vis-à-vis de l'opposition et entraîner, quand il le faut, des salves d'applaudissements particulièrement nourris : « On voudrait faire passer pour de la bonne gestion l'inflation à 14 % (voir Raymond Barre) du précédent septennat et pour de la mauvaise gestion l'inflation actuelle deux fois plus faible. On voudrait présenter pour de la bonne gestion l'Emprunt de 1973 qui a rapporté six milliards et demi de francs, mais qui coûte à la France 100 milliards... ».

Autant de formules-chocs qui font mouche à tout coup. Idem lorsqu'il s'agit de dénoncer les manœuvres d'une droite engluée dans ses compromissions avec l'extrême droite et qui ne sait trop comment s'en sortir. « Et ce n'est pas la même chose de dire comme nous le faisons : pas de compromission avec le racisme, en aucun cas et nulle part. Ou de murmurer comme d'autres : pourquoi pas, surtout si ça ne se voit pas trop. » Une mise au point indispensable vis-à-vis des « crocodiles » de l'opposition, qui n'exclut pas le rappel du bilan de la gauche, un bilan si vite oublié il est vrai. Cela va des avancées sociales au développement pour la recherche scientifique — une nouvelle loi ambitieuse sera présentée au Parlement le mois prochain — à l'abolition de la peine de mort — tonnerre d'applaudissements — en passant par la décentralisation et par l'autorisation des radios libres. « Nous sommes passionnés de liberté. »

Sans oublier l'aide au sport. Certes, à Grenoble, le cadre s'y prêtait, mais c'est quand même très rare d'entendre les acquis sportifs mentionnés dans un discours politique. Laurent Fabius n'a pas hésité. C'est dire que lorsqu'il est en campagne le Premier ministre sait être réaliste, percutant et... complet. ●

BEREGOVOY POUSSE LES FEUX

Malgré les pronostics pessimistes des instituts de conjoncture — mais ils se trompent si souvent ! — le ministre de l'Economie et des Finances estime que les résultats déjà obtenus permettent de tabler sur une croissance plus forte avec en vue l'inversion de la courbe du chômage.

PAR STEPHEN GERE

« IL n'y a pas de choix à faire, à mon avis, entre la rigueur dans la gestion financière, qui est absolument indispensable, et la croissance, qui est souhaitable. » Il n'a pas changé Pierre Bérégovoy, souvenez-vous du « plus de croissance » de l'été dernier. Ce qui a changé, c'est qu'on prête davantage l'oreille à son discours : Jean Riboud, patron de Schlumberger et ami du président de la République, prêchait pour une croissance de 4 % l'autre jour dans « le Monde ». Ce qui change aussi ce sont les résultats économiques : les bons indices permettent de pousser les feux, estime le ministre des Finances, avec toujours l'espoir de bloquer la progression du chômage dans les mois à venir.

Le 28 février, six instituts de conjoncture réunis à Paris nous prédisent une année médiocre. De l'Insee à Cisi-Wharton, ces oiseaux de mauvais augure prévoient des taux de croissance entre 1,2 et, au mieux, 1,7 % en 1985. Rue de Rivoli, on prend les choses avec philosophie : « L'an dernier, les mêmes nous annonçaient une croissance nulle, on fait 2 %. » Ils n'ont pourtant pas totalement tort, les instituts : des circonstances exceptionnelles ont effectivement donné un coup de pouce à la croissance française l'an dernier, qu'il s'agisse d'une récolte exceptionnelle ou même d'un restockage. Mais un coup de pouce d'un demi-point, pas de 2 %. En fait, c'est un bond de 9 % du commerce mondial qui a tiré la croissance française en 1984.

Mais comme la progression du commerce ne sera que de la moitié, du fait du ralentissement de la croissance américaine, on estime que les exportations françaises seront moins aspirées cette année que l'an dernier. A moins que la croissance américaine tienne le rythme, et c'est le pari de Bérégovoy. C'est vrai, les conjoncturistes avaient également pronostiqué — contre le ministre français — une récession aux Etats-Unis l'an dernier. C'est le contraire qui s'est produit.

Notre économie est désormais assainie

Mais tout cela n'est pas qu'histoires de boules de cristal mal astiquées. Le dollar, lui, parie sur l'Amérique, et Pierre Bérégovoy en a appelé à ses collègues européens pour réduire le différentiel de croissance avec les Etats-Unis et le Japon. Lorsqu'en 1981 nous avons relancé tout le monde a regardé passer le train. Jacques Delors a alors opté pour le profil bas. Il n'avait d'ailleurs pas le choix. Ce fut la tactique du cycle décalé. On bloque la demande intérieure et on se laisse tirer par les exportations, elles-mêmes aspirées par une croissance de nos partenaires supérieur à la nôtre. A l'heure actuelle, la croissance est repartie un peu partout, et nous avons assaini notre économie. Si nos principaux partenaires — qui sont européens — poussent, de conserve avec nous, un peu plus la machine, les économies s'entraîneront en évitant les risques majeurs de dérapage. Et les taux de croissance grimperont. On prévoit 2,5 % en R.f.a., tout en sachant qu'on frisera les 3 %. En France, on vise officiellement 2 %, mais Bérégovoy rêve déjà de talonner les Allemands. Or, les experts de la Rue de Rivoli pensent qu'on inverse la courbe de chômage entre 2,5 % et 3 % de croissance...

Vous comprenez qu'on tienne tellement à cette croissance. Donc on pousse les feux, mais sans relancer. Le déficit commercial de janvier, quoique en amélioration par rapport à celui de janvier 1984, est là pour rappeler certains mauvais souvenirs. On ne relancera pas par la demande, ce qui ne signifie pas que la demande intérieure ne sera pas en accroissement. L'augmentation du revenu disponible prévue en 1985 est de 1,6 % (contre 3,3 % en 1982, l'année du gouffre commercial de 93,5 % milliards). On ne relancera pas, mais on « solvabilisera sectoriellement » par exemple le logement, de manière à ranimer un peu le bâtiment. Ce qui ne creuse aucun déficit tout en retenant l'emploi où il est, en principe, très nombreux.

Ensuite, on peut toujours relancer l'offre : « Soyons cohérents, dit-on aux Finances, mettons la production avant la demande. » En fait, on va s'arranger pour que cette croissance soit davantage tirée par les exportations et l'investissement. Pour cela toute une série d'actions est possible. D'abord on va poursuivre l'assainissement économique — ne pas relâcher la rigueur reste un leitmotiv — notamment sur le terrain de l'inflation. C'est aussi ce que préconise Jean Riboud. Chacun sait que si nos exportations progressent, nos entreprises sont loin de gagner des parts de marché à l'étranger. Pour cela, il faut encore



en améliorer la compétitivité-prix. De très nombreux accords sont passés avec les professionnels sous les 3 % de hausse des prix pour 1985, ce qui devrait ramener les écarts de prix à la production — ce sont eux et non les prix à la consommation qui nous intéressent — avec la R.f.a. à leur minimum. L'indice des prix (de détail !) de 0,5 % en janvier est un bon signe.

Deuxièmement, il faut que les taux d'intérêt continuent à baisser, on l'a vu, le gouvernement s'y emploie. Pas de redémarrage de l'investissement, dans le commerce et les services par exemple, si l'argent continue à être aussi cher. Troisièmement, il faut « libérer... assouplir tout ce qui peut être assoupli ». Il ne s'agit pas de toucher aux seuils, l'Insee a montré récemment que cela ne serait pas créateur d'emplois, mais on peut assouplir la législation sur les contrats à durée déterminée. Ensuite, le ministre des Finances insiste sur la nécessité de continuer à moderniser notre économie et nos industries. On est sur la bonne voie, la productivité du secteur industriel a crû l'an dernier de 5,8 % contre 4,4 % en 1983. Aucune raison qu'on s'arrête en si bon chemin. Cinquièmement, il faut poursuivre et même renforcer l'effort de formation. Enfin on pense à une mesure fiscale susceptible de dynamiser davantage les entreprises : un crédit d'impôt ou une mesure d'amortissement accéléré.

A nouveau dans le coup

C'est ainsi qu'on va s'efforcer de fabriquer un peu plus de croissance. Tout cela contredit bien évidemment les thèses libérales. Dire que les entreprises ne progressent pas parce qu'on les aide trop et qu'il suffisait de ne rien faire pour qu'elles réussissent est un sophisme. Le laisser-aller reste le grand risque du laisser-faire, le septennat précédent ne cessera de nous le rappeler. En orchestrant plus judicieusement la gauche n'a pas échoué sur l'essentiel : faire en sorte que la France échappe au déclin auquel elle semblait promise. Fin 1984, la France est de nouveau dans le coup. On ne pouvait en dire autant fin 1980. En conséquence, les indices économiques s'améliorent l'un après l'autre. Conséquence ultime, attendue, espérée, c'est l'emploi que vise ce surcroît de croissance. ●

Jean-Paul Bachy : "Pour réduire le chômage, le volet "social" est riche de potentialités."

Des T.u.c. pour 200 000 jeunes, les congés-conversion, le temps partiel, la politique de formation, tout cela forme un ensemble imposant à gérer.

PAR CLAUDE JADOUL

« LA vraie réponse au chômage est de caractère économique ; c'est avec plus de croissance qu'on « fait plus d'emplois » : Jean-Paul Bachy ne s'embarrasse pas de précautions de style. Il est salutaire de rappeler cette évidence lorsque l'étiage de deux millions et demi de demandeurs d'emplois est virtuellement atteint. 300 000 chômeurs de plus en un an, une augmentation de 13,6 % sur 1984. Le prix des restructurations industrielles et de leurs conséquences induites sur les P.m.e./P.m.i. est lourd, pourquoi le cacher ? Ce n'est donc pas un hasard si des hommes comme Pierre Bérégovoy et Jean Riboud mettent en équation emploi/chômage et relance de la croissance. *(Voir l'article de Stephen Gere).*

« Moderniser, recréer les conditions d'un regain de croissance (par un plus juste équilibre entre l'investissement et la consommation), utiliser l'ensemble des mesures d'accompagnement social », Bachy ne dit rien d'autre que Bérégovoy lorsqu'il évoque les moyens de surmonter les « contradictions » apparentes. Le but est donc clair : « Il faut inverser la courbe du chômage. » Rude tâche.

Le volet « social », pour ne cerner que lui, est pourtant riche de potentialités : les congés-conversion, le temps partiel (40 000 à 50 000 chômeurs en moins), la politique de formation, les Tuc, tout cela forme un ensemble imposant à gérer. Il n'y a plus que les imbéciles ou les hypocrites pour dire : « des Tuc en toc ». Actuellement, près de 140 000 jeunes sont affectés aux travaux d'utilité collective ; ce chiffre passera à 200 000 d'ici à la fin de l'année. Un gros succès chez les jeunes qui n'ont jamais travaillé. Entre gagner 1 200 francs par mois et « glan-

der », la réponse est vite donnée. Autre procès : celui des congés-conversion dans la sidérurgie, l'automobile, certains sites industriels. Leur mécanisme est simple : le contrat de travail continue, et le travailleur bénéficiaire dispose d'un an ou deux pour se former. Bachy l'affirme : « On arrive à reclasser progressivement. »

Un homme comme Jean-Pierre Deck, qui va prendre en charge la présidence de l'Association de reclassement des anciens salariés de Creusot-Loire, ne dit rien d'autre. Il a plein d'idées sur la gestion du chômage, cet ancien directeur général adjoint de l'A.n.p.e. Il le dit : « Le principal problème, c'est la mise en œuvre des mesures prises. » Et c'est vrai que, dans bien des cas, bien des régions, on utilise seulement à 40 % l'arsenal des dispositions mises en place par le gouvernement.

Deck l'explique : « Ces mesures n'ont un intérêt que si on les combine. » Et si on les adapte bien aux individus. Un exemple : dans certains cas, il est préférable de mettre un jeune en formation que de l'affecter à un Tuc. Une évidence criante : entre le salaire d'un Tuc et une indemnité/formation à 500 francs, le choix est vite fait... Et ce n'est pas simplement une affaire d'argent, puisque la formation est souvent d'une urgente nécessité pour les jeunes. Les statistiques du taux de scolarisation à 20 ans sont éloquentes, de pays à pays. Aux Etats-Unis, ce taux est de 30 %, de 25 % au Japon, de 15 % en moyenne en Europe, de 25 % en R.f.a... mais seulement de 7 % en France !

Un exemple de handicap pour la gestion du chômage. N'importe qui ne peut faire n'importe quoi, les gens ne sont pas polyvalents au-dessous d'un certain seuil de formation. Ce que Bachy et Deck proposent, c'est — en gros — de mieux gérer les dispositifs actuels pour leur donner une meilleure cohérence.

Meilleure chance de réinsertion

Pourquoi, autre exemple, « ne pas inciter les partenaires sociaux à négocier la généralisation des congés-conversion à l'ensemble des licenciés économiques » ? *(« le Monde » du 20 février 1985)*. Car c'est vrai qu'il existe aujourd'hui un système à deux vitesses : l'un destiné aux régions et secteurs crise, l'autre à ceux qui ne répondent pas à ces critères. Avec les risques d'éclatement que ces statuts différents comportent pour les salariés pris dans leur globalité. L'extension du système des congés-conversion gommerait cette anomalie, voire ce danger... Avec, à la clé, de meilleure chance de réinsertion. « Le marché du travail y gagnerait en flexibilité », écrit Bachy. Autre avantage : le coût. Il ne dépasserait pas la charge que représentent plusieurs dizaines de milliers de chômeurs en plus chaque année. Une idée que Jack Ralite, alors ministre délégué à l'Emploi, avait déjà effleurée dans nos colonnes.

Autre idée : le gain de productivité annuel de 5 %. Est-il impensable de traduire partiellement ce gain par une réduction du temps de travail, non compensé totalement, le surplus étant affecté à des efforts de formation ? Un moyen de résoudre plus souplement l'épineux problème de la compensation salariale. En prime, une telle mesure éviterait, sans aucun doute, d'éviter des licenciements.

Le secrétaire national aux Entreprises du P.s. a d'autres idées dans sa besace. C'est vrai, notamment, qu'un certain nombre de chômeurs refusent de reprendre un emploi inférieur à leur ancien salaire. Humain. Résultat : ces demandeurs d'emplois continuent d'émarger aux Assedic. Mieux vaut admettre cette réalité et s'y

(suite en page 6)

L'éditorial

Le seul choix possible

PAR CLAUDE ESTIER

Il fallait s'y attendre : on aura peu parlé au cours de cette campagne électorale de l'objet même de la consultation des deux prochains dimanches, à savoir le renouvellement de la moitié des conseillers généraux et donc le rôle et les pouvoirs — sensiblement accrus depuis les lois de décentralisation — des assemblées départementales. La droite qui, lorsqu'elle était au pouvoir, considérait les élections cantonales comme purement locales et administratives veut en faire aujourd'hui un test politique. Les socialistes qui ont toujours estimé que toutes les élections sont politiques n'ont évidemment pas changé d'avis.

Quels que soient les résultats des scrutins des 10 et 17 mars — et nous nous garderons bien de tout pronostic —, cette campagne aura d'ailleurs révélé ou confirmé un certain nombre de données qui vont dominer l'année qui nous sépare de l'échéance des législatives de 1986.

1) Une prise de conscience dans l'opinion que la gestion du gouvernement socialiste commence à donner des résultats. Ce phénomène n'est pas dû seulement au fait que pendant cette période de meilleurs indices sont apparus dans plusieurs secteurs de l'économie même si le chômage reste le grand point noir mais aussi au fait que les Français ont peu à peu appris à regarder autour d'eux et à constater que notre pays se tire plutôt moins mal que beaucoup de ses voisins d'une crise qui frappe les uns et les autres quelle que soit l'orientation de leur gouvernement.

Il y a déjà quelque temps que Jacques Chirac a cessé de vanter les mérites de Margaret Thatcher ou que Raymond Barre n'ironise plus sur la prétendue faiblesse du franc par rapport au Mark. Le thème de l'« incompétence économique » des socialistes qui fournissait naguère l'essentiel des discours de l'opposition est désormais passé au second plan au profit d'autres thèmes que la droite juge plus « porteurs », comme l'insécurité ou les immigrés. Mais ce changement de cap n'est pas passé inaperçu et a aidé les Français, comme dit Lionel Jospin, à « entrer en réflexion ».

2) Dans cette évolution, le Parti socialiste a joué son rôle en retrouvant depuis quelques mois sa capacité d'aller au contact des gens et de répondre à leurs interrogations. La campagne « en direct avec vous » puis celle des cantonales ont permis la tenue de plusieurs milliers de réunions à travers la France et de remettre en mouvement cette machine qui avait fait merveille pour conquérir le pouvoir en 1981 et qui paraissait s'être quelque peu assoupie. Les derniers sondages montrent non seulement une remontée importante du président de la République et du Premier ministre, mais soulignent aussi que le Parti socialiste a retrouvé une image positive et qu'il est même la seule des grandes formations politiques dans ce cas. C'est de bonne augure pour le grand combat de l'année qui vient.

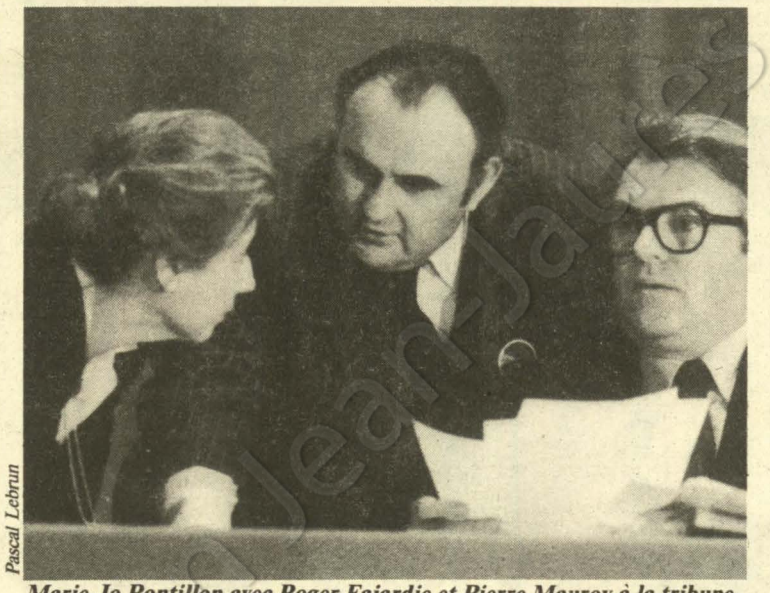
3) La montée de l'opposition qui s'exprimait de façon continue depuis deux ans se trouve stoppée et sans doute durablement même si elle marque quelques points aux élections cantonales qui sont à comparer à celles de 1979 où la droite, alors au pouvoir, se trouvait à son étiage le plus bas. Cette opposition, prête à faire flèche de tout bois, a commis l'erreur de croire que la victoire lui était déjà acquise. Elle n'a su renouveler ni ses idées, ni ses hommes. Les appels à l'union que lancent ses porte-parole ressemblent à ces airs d'opéra-comique où l'on répète toujours le même refrain sans avancer d'un pas. La guerre des chefs sévit de plus belle, chacun des trois « présidentiables » n'ayant d'autre souci que de se situer par rapport aux deux autres. Et quand le R.p.r. presse l'U.d.f. d'adopter un programme commun, celle-ci répond qu'il n'y a pas urgence, ce qui n'empêche pas l'un de ses dirigeants, François Léotard, dont on constate chaque jour qu'il dit n'importe quoi pourvu qu'on parle de lui, de regretter le manque d'ardeur de ses compagnons de parti.

4) Cette guerre des chefs s'accompagne désormais d'une grande confusion, nettement ressentie par les Français, quant à l'attitude de la droite dite classique à l'égard de l'extrême droite. Il a fallu plusieurs rectifications de tir avant que Jacques Chirac et les siens se décident à rejeter tout accord, national ou local, avec le Front national de Le Pen. Mais l'ambiguïté n'a pas pour autant disparu. D'abord parce que des voix aussi autorisées que celles de Claude Labbé et de Jean-Claude Gaudin, respectivement présidents des groupes parlementaires R.p.r. et U.d.f., continuent à affirmer avec bien d'autres qu'il vaut mieux faire élire un Front national qu'un socialiste. Ensuite et surtout parce que sur le terrain — et pas seulement dans les Alpes-Maritimes toujours citées en exemple — de nombreux accords sont déjà conclus explicitement ou implicitement pour des désistements entre les deux tours.

Les journaux locaux où les professions de foi des différents candidats de droite permettent d'en dénombrer plusieurs centaines qui n'ont pas été, jusqu'à présent désavouées par les instances nationales du R.p.r. et de l'U.d.f. On attendra avec curiosité de savoir ce que celles-ci feront lundi et mardi prochains mais d'ores et déjà, par leur veulerie à l'égard du Front national, les deux formations de l'opposition portent la lourde responsabilité d'avoir favorisé ce qui constitue une grave menace pour la démocratie.

5) Sur un autre plan, lourde est aussi la responsabilité du Parti communiste qui, en brûlant ce qu'il adorait hier, en réservant l'essentiel de ses attaques au gouvernement et au Parti socialiste, fournit à la droite des arguments inespérés. Rien n'indique que cette politique soit payante pour le P.c.f. et lui permette d'amorcer la remontée sur laquelle il mise. Même s'ils ont des critiques à faire au gouvernement de nombreux électeurs communistes se refusent à faire le jeu de l'opposition et s'apprêtent à voter socialiste comme les y invitent, par exemple, Henri Fiszbin et ses amis. Là aussi on fera les comptes dimanche soir et peut-être conduiront-ils la direction du P.c.f. à plus de réalisme entre les deux tours.

Toutes ces données convergent vers une conclusion : le Parti socialiste est bien le moteur essentiel, l'axe principal de la bataille de 1986. Quels que soient leur déception ou leur scepticisme, tous ceux qui ont voté pour la gauche en 1981 doivent bien comprendre aujourd'hui que le seul choix est entre le renforcement du Parti socialiste ou l'acceptation passive du retour au pouvoir d'une droite sans programme et sans scrupules. Ce ne sont pas les élections cantonales qui trancheront mais on peut aisément prévoir les interprétations qui en seront faites dès le lendemain matin. C'est pourquoi aucun électeur de gauche n'a le droit de se dérober. Voter socialiste dimanche, c'est déjà pour une large part décider de l'avenir.



Pascal Lebrun

Marie-Jo Pontillon avec Roger Fajardie et Pierre Mauroy à la tribune du congrès de Metz.

Adieu à Majo

François et Danielle Mitterrand, Laurent Fabius et Pierre Mauroy, la plupart des membres du gouvernement, Lionel Jospin et la direction du Parti socialiste et d'innombrables personnalités se pressaient mardi après-midi dans l'église de Suresnes pour rendre un dernier hommage à Marie-Josèphe Pontillon.

Majo, comme l'appelaient ses proches, c'est plus de quarante ans de vie militante pour la cause du socialisme. Installée Cité Malesherbes pendant les années où Guy Mollet présidait aux destinées de la S.f.i.o., elle participa activement en 1971, avec Pierre Mauroy, à la préparation du congrès d'Epinay et à la naissance du nouveau Parti socialiste dont elle allait devenir l'une des chevilles ouvrières s'occupant spécialement, avec la pleine confiance de François Mitterrand, des problèmes de coordination au secrétariat national mais aussi, sur un tout autre plan, de la mise en œuvre du nouveau dialogue entre socialistes et chrétiens qui allait ouvrir au P.s. un vaste champ de militants et de sympathisants.

Membre du secrétariat du parti jusqu'au congrès de Metz de 1979, elle demeurait au Bureau exécutif et au Comité directeur et dès la fin du mois de mai 1981, au lendemain de la victoire de la gauche pour laquelle elle s'était tant battue, elle se retrouvait à l'hôtel Matignon, aux côtés de Pierre Mauroy dont elle allait être pendant plus de trois ans, efficace et présente, la collaboratrice irremplaçable. Le changement de Premier ministre, en juillet dernier, lui permettait enfin de souffler un peu. Elle allait entrer au Conseil économique et social lorsqu'elle ressentit les premiers symptômes de la terrible maladie qui devait l'emporter en quelques mois à l'âge où, suivant les paroles du prêtre qui officiait mardi, « le début de l'automne donne à la vie les plus belles couleurs de l'existence ».

A Robert Pontillon, à son fils, à toute la famille de Majo, l'équipe de l'Unité adresse ses très affectueuses condoléances.



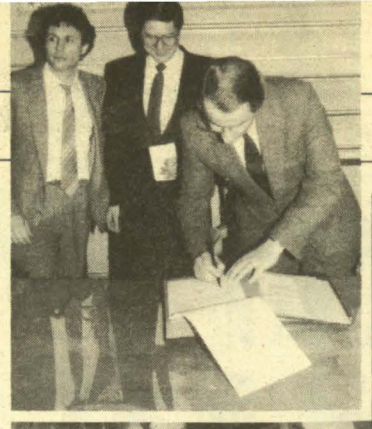
Pascal Lebrun

(suite de la page 5)

adapter. Les Assedic prévoient, pour certains cas très limités, une indemnité différentielle dégressive, qui « incite très fortement les intéressés à reprendre un travail ». « Pourquoi, pose Bachy, ne pas généraliser ce système ? » En effet, cela coûterait moins cher aux Assedic que de verser des allocations à taux plein... « Tout le monde y gagnerait », explique-t-il.

C'est aussi le cas pour les cumuls emploi/retraite. Une ordonnance de février 1982 pénalise, fort justement, cette situation. Le financement d'une allocation pour les chômeurs en fin de droit pourrait y trouver son compte. « Il y a une cagnotte » que l'on pourrait affecter à ces situations. Et ne conviendrait-il pas de taxer plus lourdement les entreprises qui pratiquent, systématiquement, l'embauche de gendarmes et de militaires retraités ? Une telle mesure les inciterait sans doute à embaucher des chômeurs par priorité. Plus généralement, on aperçoit bien également que l'« optimisation » des mesures actuelles est à l'ordre du jour.

Côté employeur, on est souvent mal informé des possibilités de création d'emplois. C'est le cas pour l'A.t.d. (Aide temporaire dégressive) dans les quinze pôles de conversion. Toutes les combinaisons sont possibles. Un exemple : articuler des contrats emploi/formation et des aides régionales de création d'emplois. « Cela fait un sacré paquet de pognon pour l'employeur ; on arrive facilement à 100 000 francs. » Et il y a d'autres combinaisons potentielles, affirme Deck. La politique qu'il se propose de conduire pour les salariés de Creusot-Loire s'inspire de mesures de pur bon sens.



Michel Delebarre à Clichy après la signature de 200 T.u.c.

Pascal Lebrun

Son leitmotiv ? « La mise en œuvre des synergies locales. » En effet, il y a de plus en plus d'acteurs dans le domaine emploi : le secteur public (A.n.p.e. : 12 000 personnes ; A.f.p.a. : 10 000), l'appareil public de formation, les Greta, l'appareil privé ou semi-privé, les associations créées à l'initiative des élus, les missions locales ou régionales. Cela fait un fameux lot de bonnes volontés. Qui ne tirent pas nécessairement dans la même direction. « Pour le moment, affirme Deck, tous ces organismes travaillent en « juxtaposition ». Ils doivent arriver à travailler en collaboration. »

Et cette idée n'est pas limitative. « La mayonnaise prendra si les hommes « emploi » arrivent à travailler avec les hommes « industrie ». Une orientation pareille n'est pas une vue de l'esprit. Simple apparemment de vérifier si les « gammes d'activités potentielles d'une région correspondent au savoir-faire et aux qualifications des populations sur le marché de l'emploi. » En clair : une entreprise s'installera là où elle sera certaine d'y trouver une main-d'œuvre adaptée à ses besoins. Deck a géré le dossier Talbot, il sait donc de quoi il parle. Chez Talbot, on a reçu, un à un, les travailleurs licenciés. Etonnement : certains d'entre eux, nombreux, avaient des C.a.p. qui ne les prédisposaient pas spécialement à l'automobile. Le reclassement a été facilité. Deck propose donc de généraliser ce système. Mais cela signifie, de la part des entreprises, une meilleure connaissance des possibilités de transfert des hommes vers un autre type de qualification.

Optimiser les outils existants, étendre à d'autres régions, orienter les synergies, informer les employeurs, un travail de fourmi opiniâtre. « Du ravaudage », laissent tomber les pessimistes. Mais sont-ils sûrs que l'extension des congés/formation — sans être un « remède-miracle », il n'y en a pas — laisse le grand nombre des chômeurs indifférents ? Poser la question, c'est y répondre. Les 120 000 mineurs, que Margaret Thatcher vient de « liquider » (sur les 280 000 du Royaume-Uni) sans possibilité de reclassement, la connaissent cette réponse... ●

en bref

NOUVELLE-CALEDONIE

En attendant le 31 mars...

Il reste trois semaines à Edgard Pisani pour achever le rapport qu'il doit remettre au gouvernement le 31 mars. Les derniers événements en Nouvelle-Calédonie, la tension persistante, les opérations menées par la gendarmerie, en particulier à Thio pour rechercher le meurtrier du jeune Caldoche Yves Thual, n'ont pas permis jusqu'à présent une reprise du dialogue avec les différents interlocuteurs. Le délégué du gouvernement, qui s'est longuement entretenu mardi avec Jean-Marie Tjibaou, affirme cependant que ce dialogue reste possible et qu'il travaille sérieusement à la mise en forme de propositions précises. Celles-ci s'inspireront de son plan du 7 janvier présentant une alternative entre l'indépendance-association et le maintien dans la République française, cette dernière option étant fondée sur le « statut Lemoine » voté par le Parlement en juin dernier. Edgard Pisani a annoncé qu'il s'engagerait à nouveau sur la première option mais qu'il présenterait la seconde de manière plus développée en y intégrant des éléments du projet d'autonomie interne présenté par Dick Ukeiwé.

L'appel des 31

Trente et une personnalités ont signé un appel en faveur d'une solution pacifique et démocratique en Nouvelle-Calédonie. Ce texte affirme notamment : « Il faut tirer les leçons des drames de notre histoire récente : dans le monde d'aujourd'hui, l'intérêt national se conjugue avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour une issue positive en Nouvelle-Calédonie, il n'est d'autre moyen que la recherche persévérante, quels que soient les obstacles et les difficultés, d'une solution pacifique et démocratique fondée sur le dialogue. La reconnaissance du peuple canaque et de son droit à la souveraineté sur sa terre peut et doit se concilier avec le respect des droits de toutes les populations vivant sur le territoire. Cette voie est la seule qui permette d'arriver à une solution durable préservant par là même la présence française et la stabilité de cette partie du monde... »

Cet appel a été signé par 31 intellectuels parmi lesquels : C. Audry, J. Elleinstein, P. Farine, H. Fiszbin, M. Gallo, J. Guiart, Guillevic, G. Hourdin, Y. Jouffa, S. Prou, M. Reverioux, P. Vidal-Naquet.



Michel Rocard au Salon de l'Agriculture.

A.f.p.

On peut adresser sa signature à : Gérard Delfau. 80, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. 234.30.73.

FEMMES

Pas de repos pour les guerrières

Tenez-vous ferme aux accoudoirs, parce que c'est gratiné : « A partir du moment où la femme est mère de famille, les enfants ont besoin d'un « décrassage » mental et moral pour contrebalancer l'influence de l'école. C'est le rôle privilégié d'une mère. » Encore plus fort : « Le rôle de la femme, c'est le « repos du guerrier », au sens noble du terme, encore faut-il qu'il y ait des guerriers... » L'auteur de ces délicieux propos ? Marie-Caroline Le Pen, la fille de son père, candidate aux élections cantonales à Neuilly, et qui confiait récemment ses états d'âme à « National Hebdo », le journal du F.n. La jeune personne a des idées bien arrêtées sur les femmes : « Le féminisme, contrairement à ce que l'on pourrait croire, a fait beaucoup de tort à la cause des femmes. C'est un mythe. » Des propos ahurissants qui prouvent — s'il en était besoin — que les militantes du féminisme ne doivent pas céder aux sirènes qui les invitent à se reposer sur leurs lauriers, mais au contraire à poursuivre la lutte. Par exemple en participant activement à la journée internationale des femmes qui se déroule aujourd'hui 8 mars. Avec cette année, un colloque organisé à l'initiative d'Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, et du comité de liaison des mouvements associatifs de femmes. Sur un thème tout à fait passionnant : « Réussir l'an 2000 : les droits de la femme en France et dans le monde. » Un thème à dessein : cette manifestation a été organisée en vue de la préparation de la Conférence mondiale de la fin de la décennie des Nations unies pour la femme, qui se tiendra à Nairobi du 15 au 25 juillet 1985. Le Premier ministre Laurent Fabius qui participera à cette rencontre prononcera une allucution. Pour clôturer la journée, un spectacle au théâtre du Forum des Halles : « les 3 Jeanne ». (1) Donc du rire assuré, donc à ne pas manquer. Sauf si vous préférez assister à la soirée organisée par l'interfédérale « luttes des femmes » du Parti socialiste, pour y rencontrer des femmes venues de pays divers (2). Là aussi, ce sera la fête.

(1) Réservation au théâtre du Forum des Halles et à la FNAC. Prix des places : 70 F.
(2) A partir de 18 h, au 7 bis, rue de Trétaigne 75018 Paris.

AGRICULTURE

Le rêve et la réalité

Tradition, tradition... La foule piétine dans la plus grande ferme d'Europe, porte de Versailles, à Paris. Côté leçon de choses pour jeunes citadins, des taureaux impressionnants, des grosses truies bien propres, des chèvres bouclées et stressées par le bruit. Côté grande bouffe, les huîtres, les brioches vendéennes, les tonnes de cochonnailles, les confus d'oie (comme dirait Boby Lapointe). Côté futur, les mastodontes mécaniques et rutilants du salon de la machine agricole. Et, quand même, les plans sur la comète, avec l'informatique, Ariane et son satellite de télédétection qui permettra dès l'automne prochain de tout savoir sur le sol et ses récoltes.

Comme d'habitude, le salon de l'agriculture sent son euphorie. C'est la semaine de bonté : on oublie les dissensions internes à la grande famille rurale qui poussent la F.n.s.e.a. à snober de plus en plus violemment les syndicats minoritaires. La fédération de François Guillaume refuse même de siéger au nouveau Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire. On met en sourdine les inquiétudes provoquées par la Commission européenne : grande manif prévue à Bruxelles le 22 mars pour lutter contre la menace de blocage des prix.

Pas question non plus de penser aux quotas laitiers, à la surproduction vinicole qui a trouvé à la fin février un début de solution : un bon accord entre les Dix, puisqu'il incite à l'arrachage de façon sérieuse et qu'il doit obliger les fauteurs de surproduction à distiller dès la récolte, à très bas prix. Les viticulteurs français, en tout cas, se sont dits satisfaits, même si François Guillaume, à qui décidément rien ne convient, a encore fait la fine bouche.

Non, le Salon, c'est l'occasion de continuer à rêver de belles machines, de gros rendements. Produire, toujours plus et quel qu'en soit le coût, comme si de rien n'était. Comme si la guerre commerciale avec les Etats-Unis, qui est en train de détruire l'agriculture américaine, ne prédisait pas, pour l'Europe, de graves difficultés...

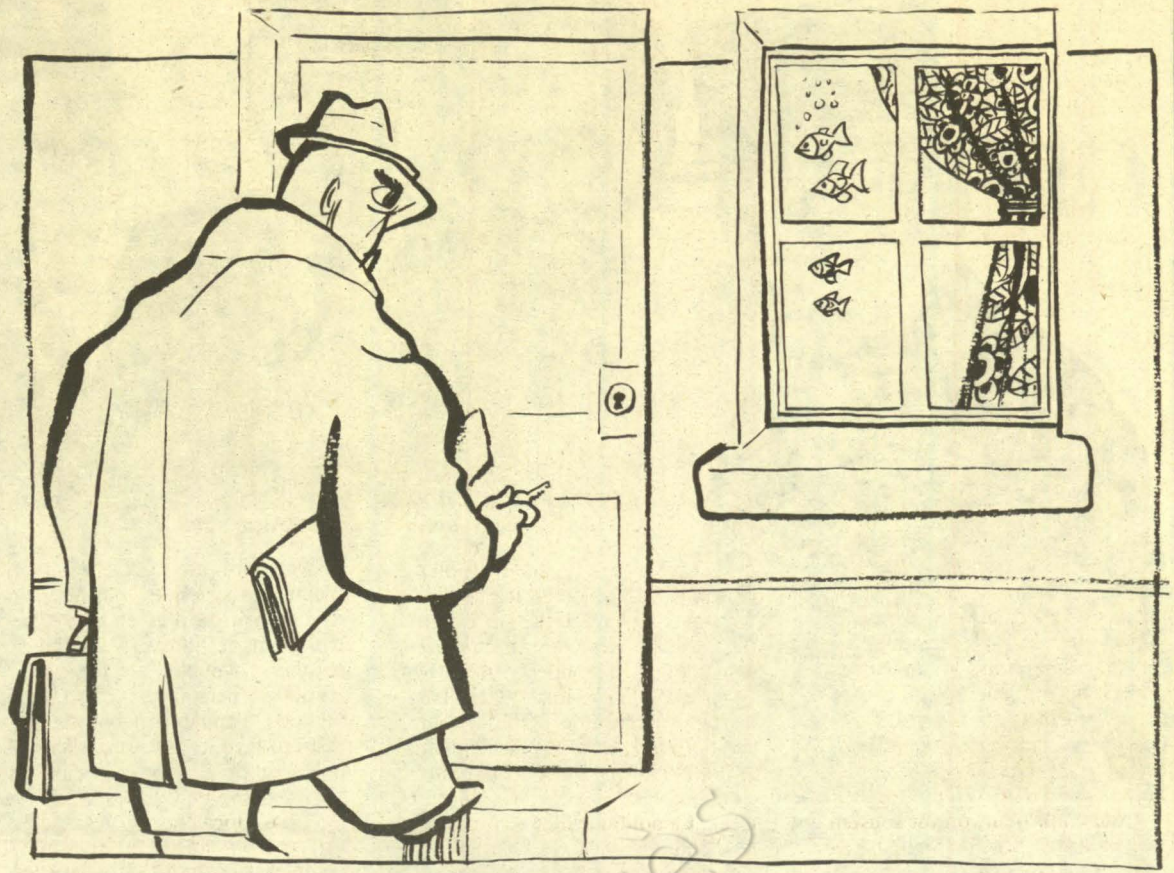
Bah, il sera toujours temps de penser à tout ça, de manifester et d'accuser le gouvernement socialiste. Le rêve, lui, est gratuit.

F. de G.

Collection Jean-Jaurès

Vie moderne en bref

PAR DENIS DANGAIX



PYRENEES

Ne tirez plus sur les palombes !

Et si l'on mettait à l'abri de la chasse 10 % des cols pyrénéens ? Et si l'on réalisait un centre d'étude des migrations qui soit aussi centre d'éveil et d'information sur un site protégé ? Ce site devrait être le col d'Orgambideska. En plein Pays basque. Au beau milieu des palombières qui, pour la plupart, ont laissé leurs pratiques traditionnelles dans les rabats des chasses organisées. Pourquoi Orgambideska ? Parce que, depuis 1979, des naturalistes, en réunissant l'argent nécessaire pour louer ce site, en ont fait le symbole de leurs déterminations protectrices. « Si en 1985, affirment-ils devant l'absence d'une solution négociée, nous devons retourner aux adjudications, ce sera pour manifester massivement et non pour relouer les cols. Nous refusons définitivement de voir une communauté quelconque financer son pseudo-développement en vendant la vie d'oiseaux précieux qui ne lui appartiennent pas. » La parole est au ministère de l'Environnement.

ESCROQUERIE

Emplois à domicile... attention

« Recherche personnes susceptibles d'effectuer broderies sur canevas à domicile. Débutants acceptés si bonne volonté. Expédition de l'ouvrage à broder et retour de l'ouvrage à nos frais. Ecrire France-Canevas... » Une annonce parue en 1984 dans divers quotidiens. Une annonce suffisamment alléchante pour que plus de 10 000 candidats à l'exploitation répondent. La pseudo-société demandait la somme de 300 F pour l'achat de l'ouvrage, reprenait le tout pour 700 F. Dix mille personnes ont payé. Ces mêmes gens n'ont rien vu revenir. Bonjour l'escroquerie, salut la petite annonce véreuse. Le marchand d'espoir, profiteur de la crise, se fiche comme de son premier compte chèque de la détresse sociale. Attention à la rubrique « offres d'emplois à domicile ». Elle intègre dans ces colonnes tout et n'importe quoi. Comment reconnaître le piège ! Au moindre doute, s'adresser au Bureau de la vérification de la publicité, c'est encore le meilleur moyen.

B.V.P. : 16/1/ 359-89-45.
– A noter : « Que Choisir ? » n° 204 : « Les pièges des petites annonces. »

NATURE

Chasseurs et écolos, la mano en la mano !

Voilà bien un fait qui mérite d'être signalé. L'action se passe dans l'Ouest, du côté de Saint-Nazaire. Il existe dans les marais du Brivet un projet d'aménagement qui, selon la Société d'étude pour la protection de la nature en Bretagne (S.e.p.n.b.), « met en péril toutes les zones humides de la côte Atlantique ». Pour ne pas renouveler la triste expérience de l'aménagement des marais de la Vilaine, dont les conséquences écologiques (disparition définitive de l'hivernage régulier de l'oie rieuse, suppression totale de la submersion hivernale) et économiques (échec des tentatives de mise en culture du maïs et de la relance de l'élevage) ont été désastreuses, les écolos-chasseurs (ou vice versa) ont pactisé. La pétition remplace pour les uns le fusil, pour les autres le cahier d'observation. Pour tous renseignements : R. Gautron (S.e.p.n.b.), section de Saint-Nazaire.

Maison du peuple. Place Salvador Allende - 44600 Saint-Nazaire.

CONSTAT

Clair comme le dégât d'eau...

Angoisse du retour du week-end. Surprise de la porte déverouillée, le dégât d'eau a encore frappé. La fuite est survenue chez le voisin, bien sûr, et, « mille sabords », le liquide a suinté jusque dans votre moquette. Heureusement vous aviez pensé à tout. Vous possédiez l'exemplaire coté et rectifié par l'administration permettant la déclaration susnommée : constat amiable de dégât des eaux. Facile. On remplit (pardon) et on envoie la copie chez le propriétaire et chez l'assureur. Si, comme moi d'ailleurs, vous n'avez pas ce formulaire miracle, encore plus facile. Vous avez cinq jours pour envoyer aux parties concernées vos nom et adresse, le numéro de votre contrat d'assurances, une description des dommages et la cause apparente du dégât d'eau. Et si, malgré la limpidité de ces recommandations, le problème s'imprégnait de quelques complications, n'hésitez pas à prendre contact avec l'association de consommateurs de votre choix. C'était notre rubrique : « Quand le ciel nous tombe sur la tête, il y a toujours quelque chose à faire. »

SECURITE

Gonflez vos pneus...

Statistique ! Les chiffres passent, les enquêtes demeurent. En voici une sur la sécurité sur autoroute. Si je vous dis : un automobiliste sur trois pense à tort qu'il vaut mieux être sous-gonflé. Si j'insiste en précisant qu'un automobiliste sur deux vérifie ses pneumatiques au moment des grands départs seulement, soit une fois par an. Tout en posant mon un, je retiens deux, vous me répondrez l'air agacé : « Et alors ? » Mais si j'ajoute que l'éclatement du pneumatique est la deuxième cause de l'accident sur l'autoroute, là je sentirai dans votre regard pourtant attentif un zeste de culpabilité. On ne doit pas rigoler avec le pneu. C'est pourquoi les sociétés concessionnaires d'autoroutes françaises avaient lancé le thème d'action : « Faites le plein d'air. »

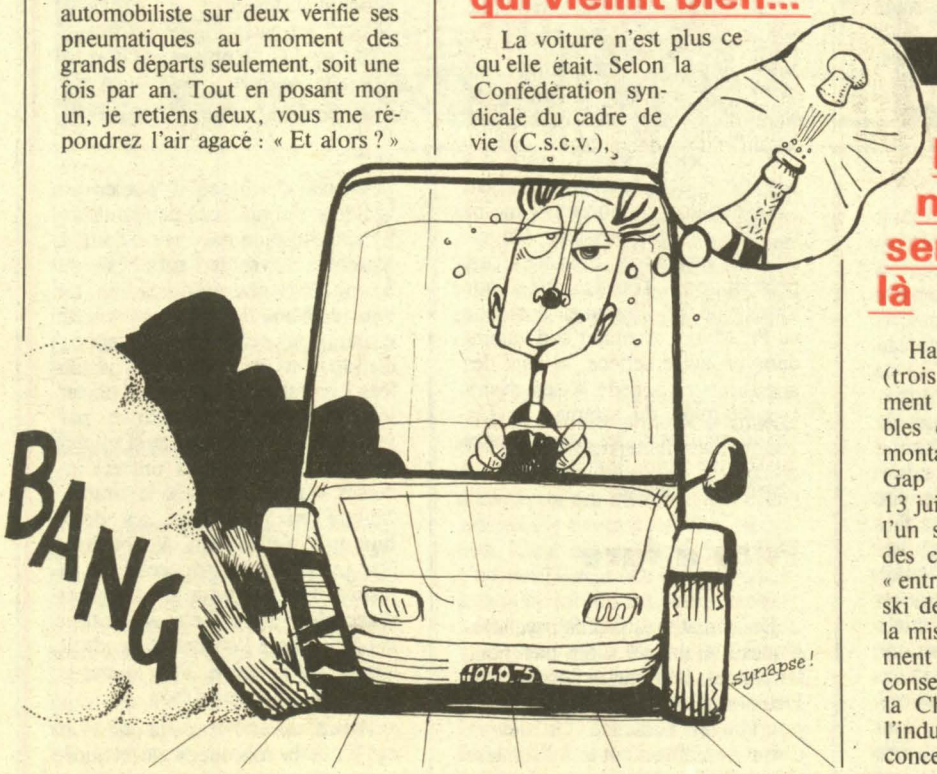
Re-statistique autoroutière : la section routière A 31 vient de publier ses comptes pour l'année 1984. Elle aura été le sanctuaire de 280 animaux : hérissons, renards, blaireaux, fouines, mammifères divers... Même gonflé, on est jamais assez prudent en voiture.

VEHICULE

Sobre, facile et qui vieillit bien...

La voiture n'est plus ce qu'elle était. Selon la Confédération syndicale du cadre de vie (C.s.c.v.), elle aurait même perdu sa dimension mythique. « L'objet de prestige, affirme la Confédération, est devenu un produit de consommation courante. L'une des vaches à lait de la fiscalité française, via T.v.a. et taxes diverses. » Dur pour l'automobile. Au fil des ans, la baisse qualitative se serait accentuée. Que l'on se rassure, tout n'est pas perdu. La C.s.c.v. considère indispensable « de définir une politique globale de la production automobile s'inscrivant dans les contraintes économiques prévisibles pour les quinze ans à venir et qui réponde aux nouvelles attentes des consommateurs ». L'avenir est à la voiture sobre, facile à entretenir et d'une longévité accrue. Qu'on se le dise.

C.s.c.v. Tél. : 374.54.26.
(Source) « Consommateurs Actualité » n° 453.



CONSOMMATION

Carte d'identité du produit alimentaire obligatoire

Un nouveau décret sur l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires est venu s'ajouter à la liste des textes concernant l'information du consommateur. Le produit alimentaire possède maintenant sa carte d'identité. Celle-ci doit obligatoirement faire mention de la dénomination de vente, la liste des ingrédients, la date limite de consommation, le nom et l'adresse du fabricant, le mode d'emploi et le lieu d'origine ou de provenance.

L'étiquetage ne doit pas être de nature à créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur ou du consommateur. Il est interdit de faire état de propriétés de prévention, de traitement et de guérison d'une maladie. Enfin, les mentions doivent être rédigées en français sans autres abréviations que celles prévues par la réglementation ou les conventions internationales.

ALTITUDE

Les montagnards seront là

Halte-là ! halte-là ! halte-là ! (trois fois), le premier rassemblement international des responsables et des professionnels de la montagne est là. Il se tiendra à Gap (Hautes-Alpes) les 11, 12, 13 juin prochain. Deux colloques, l'un sur le thème « montagnards des cinq continents », l'autre sur « entraînement du compétiteur de ski de haut niveau », traiteront de la mise en valeur et de l'aménagement de l'espace montagnard. Le conseil général des Hautes-Alpes, la Chambre de commerce et de l'industrie ainsi que les ministères concernés (Commerce, Artisanat, Tourisme, Redéploiement industriel et Jeunesse et Sports) patronent la manifestation.

C/O « Altitude » - 27, rue du Mans. 92400 Courbevoie. Tél. : (1) 334.31.10.

SOLAIRE

Bonne tenue du capteur sous le froid

« Au baptême du froid, malgré quelques blessures et quelques défauts d'intendance, le capteur-plan vient d'obtenir un ultime brevet de maturité. » Le mensuel du Comité d'action pour le solaire (1), dans son dernier numéro, a enquêté sur la tenue des différents capteurs durant la dernière vague de froid. Une enquête en Provence, terre de prédilection du photovoltaïsme, un diagnostic technique et un bilan, aux conclusions du mensuel, largement positif. Le capteur a tenu. Dans son ensemble. La tuyauterie aussi. Quant aux tubulures... Les dégâts sont mineurs. La famille du capteur a encore du solaire à conserver.

(1) « Action Solaire » - CAS. 8, rue de Richelieu - 75001 Paris. Tél. : 296.24.77

FRUITS ET LEGUMES

Rungis, sans vous lever aux aurores...

Alors que la qualité des endives ne cesse de s'améliorer par rapport au début de l'année, la demande en ce mois de mars devrait être plus hasardeuse. Comme la scarole d'ailleurs. Le marché de la pomme de terre est très lourd à l'heure actuelle. Conséquence du gel, bien évidemment, mais aussi, on remarque une concurrence importante de la patate hollandaise ou belge qui, paraît-il, présente une meilleure tenue. L'offre de la clémentine, à l'inverse de celle de la banane très demandée, diminue de jour en jour. Le mois de mars ne verra que des tonnages marginaux. Le poireau est moyen, son prix est soutenu. La tomate est bonne. Du moins son offre. Sa demande reste calme. L'orange est suffisante. Quant à la pomme, l'offre est large et le marché est lourd... Euh... Pardon ! C'était notre rubrique : « Plein le cabas ou Rungis comme si vous y étiez... sans vous lever. »

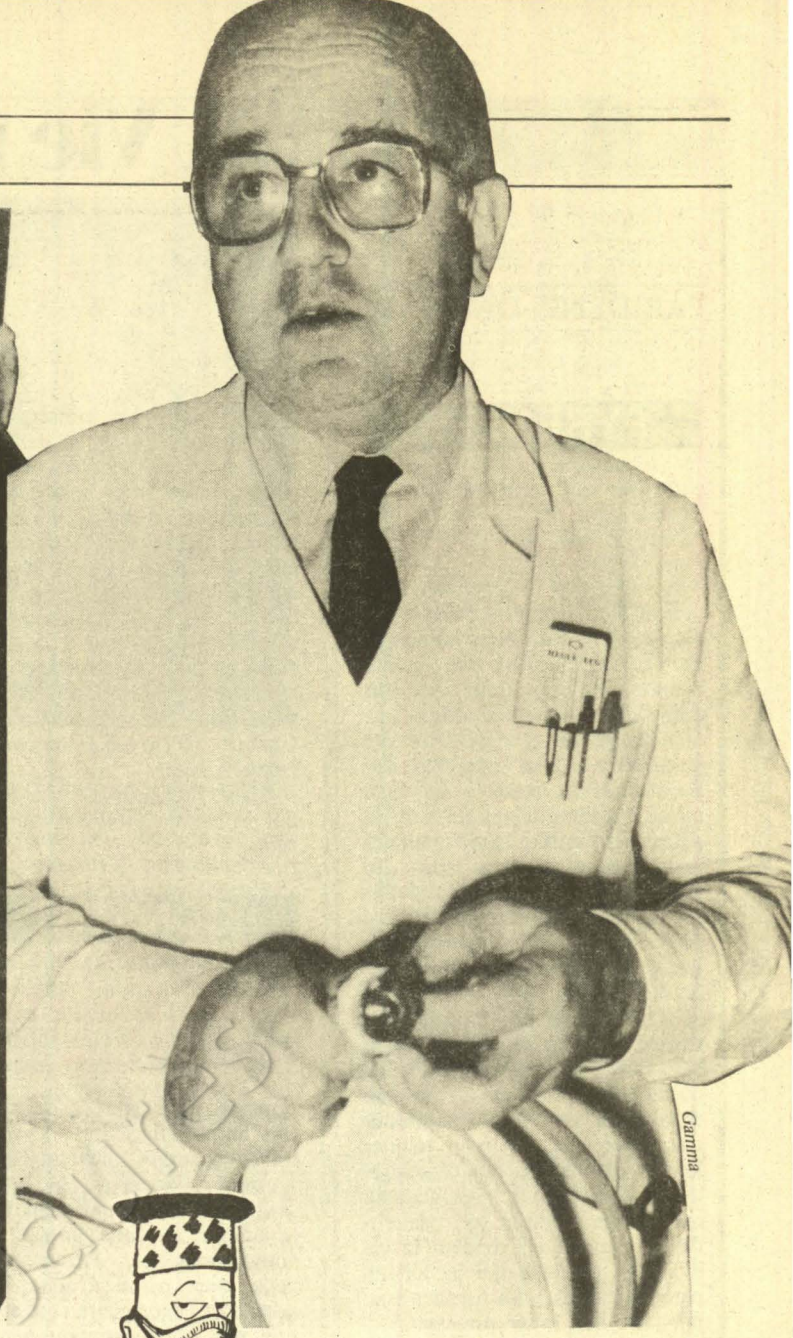


Sipa-presse

Sipa-presse

Le Dr Diallo lors de son arrestation.

Le Dr Archambeau.



Gamma

Le professeur Mériel posant pour les photographes, le respirateur „« arme » du meurtre selon lui, entre les mains.

Fondation Jean Jaurès

LA RUMEUR DE POITIERS

Trois mois et demi après la mort d'une patiente — « un décès sur table » —, Poitiers vit à l'heure des « corbeaux », et l'air est plus irrespirable que jamais au C.h.u. Les belles — et hâtives — certitudes du début de l'affaire ont fait place à la gêne et au silence. Reste que deux médecins ont été accusés de meurtre sans le commencement d'une preuve

PAR PIERRE-YVES POINDRON

(de notre envoyé spécial)

TROIS mois et demi après le drame, Poitiers s'est refermé comme une huître. C'est carnaval. Les jeunes des lycées sont descendus dans les rues, grimés, costumés. Poitiers porte le masque. Et Poitiers se tait. Les « protagonistes » de l'affaire aussi. Le Pr. Mériel, autrefois plus disert, « ne fait aucune déclaration ». Le Dr. Diallo reçoit la presse, mais ne s'épanche guère. Le juge d'instruction ne répond pas, sa secrétaire fait savoir que « c'est le procureur qui est chargé des relations avec la presse ».

Poitiers pourtant s'agite. La tension est retombée, mais la ville est divisée en deux camps. Très vite, aux lendemains de leur inculpation, un comité de soutien aux docteurs Diallo et Archambeau se forme. « Soutien financier, soutien moral, précise le Dr. Debiés, qui en est à l'origine avec quelques autres, mais nous ne nous occupons pas de la défense. » Ce comité recueille 1 500 signatures dont 500 parmi le personnel du C.h.r.u. (sur 3 000 salariés environ), des gens qui ne croient pas à la culpabilité des deux médecins, des confrères, des infirmiers, des aides soignants qui les ont vus à l'œuvre, des patients qui leur sont reconnaissants, des amis, mais aussi des universitaires écœurés de la façon dont un présumé innocent est traité en coupable paranoïaque.

Poitiers découvre ses fractures. La ligne de partage entre les camps passe entre ceux qui ont un pouvoir à quelque fonction que ce soit — les patrons, les notables — et ceux qui, comme le dit le Dr Debiés, « acceptent de les remettre en cause ». Une ligne de partage qui divise l'hôpital certes, mais aussi les communautés de pensée, les partis.

Un climat nauséabond

En toile de fond, l'hôpital. On ne comprend rien à « l'affaire », si on perd de vue ce paysage où elle s'est déroulée, se déroule encore. Un climat nauséabond étouffe certains services du C.h.r.u. Et le conteste, c'est cette pyramide hospitalo-universitaire au sommet de laquelle trônent un mandarinat pré-soixante-huitard et une administration qui a barre sur l'activité des médecins. « Un contexte féodal », avoue Jean-Pierre Souil, représentant socialiste de la municipalité au conseil d'administration du C.h.u. Le C.h.r.u. de Poitiers n'est pas une exception, mais dans ce carcan, toutes les rivalités s'exacerbent, tous les échanges de bons procédés se développent, les soumissions sont de bonne augure pour qui souhaite faire carrière, et l'autorité soulève des rébellions. Les médecins, eux aussi, sont des hommes, avec leurs ambitions, leurs faiblesses. On se guette, on s'épie. La moindre erreur peut coûter une carrière, selon qu'on fait partie d'un clan ou d'un autre. Le cas échéant, elle peut servir de charge. Qui ne joue le jeu doit se soumettre ou se démettre.

Ce n'est un secret pour personne, le Pr. Mériel et le Dr. Diallo ne s'entendaient pas. Des caractères opposés au service de compétences reconnues chez l'une comme chez l'autre. Le Dr. Diallo, fort compétent, s'est-il attiré des jalousies ou tout simplement l'exaspération de confrères moins capables ? C'est possible. On dit qu'il lui arrivait de modifier leurs prescriptions. Toujours est-il que lorsque le Pr. Fontanel demande au Pr. Mériel de muter son adjoint dans un autre service, le chef des anesthésistes accède à ses désirs. L'après-midi du drame, le Dr. Diallo réunissait les anesthésistes du service pour dire sa façon de penser de l'oukase.

Face à face

Un climat, des profils psychologiques ? Cela ne suffit pas pour faire un assassin ou un falsificateur. Deux thèses aujourd'hui sont pourtant en présence. On devrait dire : « s'affrontent ». Première thèse : le Dr. Diallo a voulu faire payer au Pr. Mériel sa mutation, au risque de tuer, en trafiquant le respirateur pour le mettre en difficulté, le « ridiculiser ». C'est la thèse de la désormais fameuse conférence de presse — la thèse de « l'assassinat » — abondamment développée par le Pr. Mériel, revue et corrigée par l'accusation. « L'intention de tuer est discutable », le procureur Droppet en convient. Mais il est catégorique, les tuyaux d'oxygène et de protoxyde d'azote ont été inversés « avant ». Avant l'opération de Mme Berneron. Le mobile ? « Déstabiliser un service ».

Deuxième thèse : il y a eu un accident de parcours pendant l'intervention, du à une erreur dans la marche à suivre de l'anesthésie ou à une mauvaise appréciation de l'état de Mme Berneron, mais cette erreur, mais cette mauvaise appréciation ont été ensuite « maquillées » en sabotage pour faire porter le chapeau au Dr. Diallo et, par voie de conséquence, au Dr. Archambeau. Les tuyaux ont été inversés « après ». Après le drame. Malgré eux peut-être, les deux hommes s'affrontent à nouveau. Sur un autre théâtre, celui de la justice. Obligés pour se disculper d'accabler l'autre. Leur opposition les lie comme l'envers et l'endroit d'une même pièce. Pile tu perds pour que je sauve la face.

Avant, après ? Toute la question est là. A la fois médicale et judiciaire. Si on y répond, on ne tient pas pour autant le coupable. Quantités de gens passent dans une salle de réveil, nombre de blouses blanches ont pu y accéder. Pour inverser les tuyaux, pas besoin de sortir de Polytechnique. Le geste prend quelques minutes. Avant, après ? La question est obsédante. Une femme est morte, elle avait 33 ans. Avant, après ? Deux médecins sont inculpés d'homocides volontaires et il y va de l'honneur du troisième. Rien pourtant ne permet d'y répondre avec certitude, médicalement. Ni les signes cliniques, ni les expertises, ni le déroulement de l'anesthésie.

Le drame

Le mardi 30 octobre, tôt dans la matinée, Mme Nicole Berneron entre dans la salle opératoire numéro deux du bloc O.r.l. pour une opération de la glande parotide gauche. Opération bénigne. Mais il n'y a pas, il n'y a jamais d'anesthésie anodine.

Ce jour-là, le Dr. Diallo est muté, le Dr. Guignard, en solidarité avec lui, s'est fait porter pâle, les autres anesthésistes joints par le Pr. Fontanel se « récusent », déjà occupés ailleurs ou simplement peu qualifiés pour pratiquer seuls l'anesthésie. En désespoir de cause, le Pr. Mériel va la conduire lui-même. Tout se passe bien. Au moment du réveil toutefois, les difficultés commencent, ou on commence à les découvrir.

En enlevant les champs opératoires qui lui masquent le visage, la panseuse constate que la patiente a le teint gris. Elle présence une cyanose des lèvres, des lobes des oreilles, et des ongles des mains, mais son teint est gris. La tension artérielle chute. On procède à la réanimation durant plus d'une heure. En vain.

Que s'est-il passé ? Mme Berneron est-elle morte par inhalation de protoxyde d'azote en concentration anormale ? Hormis une brève phase de dénitrogénation (qui semble avoir été très rapide), jusqu'ici elle respire un mélange à peu près équilibré d'oxygène et de protoxyde d'azote, potentialisateur de l'anesthésie (respectivement 2,5 et 3 l.). Mais pour accélérer son réveil, on envoie un mélange d'air et d'oxygène, on coupe le protoxyde. La manœuvre est plus ou moins longue d'après les déclarations des témoins, sans que la feuille d'anesthésie ne permette d'en définir avec précision la durée.

Si les tuyaux sont inversés, le protoxyde d'azote parvient aux voies respiratoires à la place de l'oxygène. Si les tuyaux étaient inversés, c'est une dose plus importante de protoxyde d'azote que la malade a inhalée, puis une dose massive, puisque, à la vue des premiers symptômes, le Pr. Mériel l'a placée sous oxygène pur. Il est important de savoir quand les premiers symptômes sont apparus et lesquels.

Roulette russe ?

Les anesthésistes le disent, le protoxyde d'azote provoque une anoxie. En principe, cela s'accompagne d'un bleuissement (1) généralisé par défaut d'oxygénation cérébrale. Mme Berneron n'a pas bleui. Ou plus exactement, elle aurait dû bleuir, à supposer qu'aucun trouble circulatoire ne soit survenu avant ou simultanément au réveil. En cas de collapsus par exemple, le sang qui privilégie les organes centraux ne parvient pas à la périphérie du corps, l'intoxication passe inaperçue. Mais les collapsus surviennent surtout sous l'effet des drogues, rarement en fin d'intervention.

Il peut en outre y avoir d'autres causes d'hypoxie (1) : l'absence d'oxygène certes, un état de choc certes, mais encore — « la hantise des anesthésistes » — un syndrome de Mendelson, durant lequel le patient se vomit du liquide gastrique dans les bronches, ou encore une acidose, accumulation de déchets toxiques sécrétés par les cellules, normalement éliminés par les reins, voire encore un choc anaphylactique à certaines drogues, ou encore une hypo-ventilation en cours d'opération. Avec ou sans protoxyde, y a-t-il eu un de ces accidents comme il en arrive parfois en cours d'intervention, même la plus banale ? Y a-t-il eu une défaillance cardiaque, masquant l'effet du protoxyde ? Un accident où l'inversion des flexibles a joué un rôle aggravant ? Dans la dernière hypothèse, Mme Berneron serait morte « deux fois » : d'un accident, — cardiaque par exemple — et de la perte d'un recours que l'inversion des flexibles lui dérobait à jamais, la privant de l'oxygène vital.

Mais il reste qu'il est aujourd'hui difficile d'affirmer que, si inversion des flexibles il y a eu, elle avait pour but de donner la mort. Le Pr. Mériel lui-même serait revenu par la suite sur ses affirmations intempestives des premiers jours. L'inversion n'aurait eu d'autre objectif que de le mettre en difficulté, « de le ridiculiser ». Une inversion en forme de « roulette russe » pour le procureur de la République.

Inversion, avant, après ? A en juger par les avis différents qu'on peut recueillir ici ou là, ni les symptômes, ni les témoignages sur le déroulement de l'anesthésie, ni la reconstitution, ni les rapports d'expertise ne peuvent le dire. « Je crains que les meilleurs rapports d'expertise n'arrivent pas à aider à trancher cette question, répond le Pr. Lareng, ni à préciser s'il y a eu accident volontaire. » On risque fort donc de s'acheminer vers une bataille d'experts.

Des incertitudes

A l'heure actuelle, le Pr. Mériel est inculpé d'homicide involontaire, inculpation qui s'appuie, semble-t-il, sur des fautes relevées par le rapport de MM. les professeurs Lasner et Cara. On sait qu'en cas d'incidents au réveil le geste à faire, celui qui aurait — peut-être — sauvé Mme Berneron, aurait été de débrancher le respirateur. C'est une faute parmi d'autres.

« Le problème médical des causes de la mort n'est pas tranché, je suis d'accord. C'est un élément du dossier, avoue le procureur de la République, M. Droppet, un élément dans un faisceau de présomption. »

La question de l'inversion relève en définitive de l'enquête policière. Elle aurait grandement été facilitée si, dès les premiers soupçons, d'inversion des flexibles, les scellés avaient été posés en salle d'opération. Cela n'a pas été fait. Cela n'est pas l'usage. Au lieu de cela, la salle d'opération est restée ouverte à tout-va. M. Droppet affirme que tous les emplois du temps ont été « passés au crible ». Y compris celui du Pr. Mériel. Les amis du Dr. Diallo s'étonnent que la reconstitution se soit arrêtée à la fin de l'opération. Il est quand même permis de penser qu'après un tel drame il se produit un certain cafouillage, propice aux allées et venues. Et que tout souvenir comme toute reconstitution restent entachés de confusion. Il y a donc dans cette affaire un certain nombre d'incertitudes qu'on espère voir dissipées un jour.

Incertitudes sur l'enchaînement des causes du décès. Incertitudes sur les mobiles : personne ne pouvait savoir que le Pr. Mériel, si c'est bien lui qu'on visait, pratiquerait une anesthésie ce matin-là ; à l'inverse, on voit mal un chef de service déclarer urbi et orbi qu'il y a eu un décès sur table chez lui aux seules fins de masquer un accident ou de couvrir une erreur de service, rejouant ainsi l'épisode de la lettre volée d'Edgar Poe. Incertitudes sur les horaires : on reproche au Dr. Diallo un « trou » d'une demi-heure dans son emploi du temps — le lundi soir entre 20 heures et 20 h 30 — durant lequel il aurait eu le temps de se glisser à l'hôpital pour saboter l'appareil ; personne ne l'a vu à l'hôpital à cette heure : il faut donc croire qu'on y entre comme dans un moulin ou que l'hôpital soit un désert. Il faut surtout conseiller aux promeneurs solitaires, aux amateurs de jogging, aux flâneurs de renoncer à ces activités. Qui, sept jours plus tard, peut justifier, à la minute, de son emploi du temps ? Qui, dans la panique qui suit un décès, peut jurer de ce qu'il a vu, pas vu, fait, pas fait ?

Cela fait beaucoup d'incertitudes. C'est pourquoi on se prend à regretter le climat dans lequel l'en-

(suite en page 10)

LA COURTISANE DES PASSIONS OBSCURES (SUITE)

Dans le drame du C.h.u. de Poitiers, la presse — et notamment la presse Hersant — s'est une fois de plus distinguée par sa précipitation, sa légèreté, son voyeurisme et surtout son mépris total des droits élémentaires de la défense.

BANDEAU : « C.h.u. : la diabolique manipulation. » Sur-titre : « Pour le Pr Mériel, chef des anesthésistes. » Titre en gros : « C'est le crime monstrueux d'un médecin paranoïaque, sous-titre, « voulant se venger de son chef de service ». Et puis toujours en sous-titre, mais cerclées de rouge et entre guillemets, ces deux révélations « il y avait préméditation dans le sabotage de l'appareil », « Mme Nicole Berneron n'avait aucune chance de rester vivante ». Pour les malentendants et les malvoyants, en version originale, en version sous-titrée et en braille, la mise en page, la mise en place des événements est dressée ; avec deux photos, celle du Pr Mériel tenant les tuyaux du respirateur et celle du même professeur aux côtés du directeur adjoint du C.h.u., le drame de Poitiers prend pratiquement toute la « une » de « Centre Presse » du groupe Hersant. Nous sommes le 9 novembre 1984, dix jours après le décès de Mme Berneron. Remarquez que, la veille, les malvoyants, les malentendants avaient eu tout le loisir de s'interroger sur la fragilité des témoignages humains et de leurs intepprétations journalistiques : la jeune Muriel revenait sur son témoignage contre Bernard Laroche, et cela n'empêchait pas « Centre Presse » de titrer à côté de « ce nouveau coup de théâtre » au sujet de l'assassinat au C.h.u. » qu'une « jeune femme avait été victime d'un acte criminel en salle de réanimation ».

Pour « Centre Presse », l'affaire est entendue, classée. Pas le moindre doute. Les pages deux et six sont entièrement consacrées aux thèses de l'accusation, pardon, aux thèses du Pr Mériel. Et tant pis si, en France, en théorie, un inculpé est présumé innocent jusqu'à son éventuelle condamnation. L'Université, l'administration hospitalière, la police, la justice ont parlé d'une seule voix par la bouche du Pr Mériel, les deux premières ex-cathédra au cours d'une fracassante conférence de presse, les deux dernières avec l'inculpation des docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau. Tant pis si, dans cette affaire, le professeur Mériel n'est qu'un témoin, un témoin important sans doute puisqu'il a endormi Mme Berneron, mais témoin quand même, qui sort totalement de son rôle, au mépris du secret de l'instruction et des règles de déontologie. Mais pour « Centre Presse », c'est pain béni. Une affaire aussi spectaculaire ne se traite pas dans la dentelle. Ce n'est pas tous les jours qu'on a deux médecins « assassins » à se mettre sous la dent. Voilà qui rompt la monotonie quotidienne.

« France-soir » et « le Figaro » ne prennent pas davantage de recul. « Les diaboliques de Poitiers », titre « le Figaro » non sans une certaine connotation avec une affaire lointaine — on a une culture judiciaire au « Figaro ». Certes, on corrige aussitôt d'un conditionnel « les deux médecins auraient assassiné une malade pour se venger de leur patron » ; mais avec des diaboliques, allez comprendre les mobiles... décidément le conditionnel fait bien les choses. On retrouve le conditionnel sur toute la largeur de la dernière page, mais le titre, le vrai, le bon, n'a besoin que de cinq colonnes pour faire frissonner : « monstrueuse machination ».

Traitement semblable à « France-Soir », mais avec des titres plus gros et sans conditionnel cette fois-ci. « France-Soir » n'a pas les pudeurs byzantines du « Figaro ». La « une » nous apprend que « le médecin assassin s'est absenté le jour du crime ». On sait depuis que toutes les absences des membres du corps médical ont d'autres motifs qu'un sombre projet. Présent ou non; quelle différence ! Le coupable est désigné, pourquoi s'embarrasser de guillemets ? « Le doute n'est guère permis », assure « le Figaro ». Vous avez bien lu : le doute n'est guère permis, aucun médecin pourtant n'a avoué, mais le doute au « Figaro », connais pas, c'est synonyme d'intelligence et de sens critique, pire de compassion, et la compassion est la dernière des vertus et le premier des vices. S'il fallait attendre que tous les suspects avouent pour être condamnés ! « Le Figaro » ajoute « et pour les médecins comme pour les enquêteurs, en tout cas, la question ne se pose même pas. Il s'agit d'un accident, d'un crime. D'ailleurs, le professeur Mériel n'hésite pas à dire : « Lorsque j'ai découvert l'arme, j'ai alerté la direction. »

On a un mobile — la vengeance — on a découvert l'arme du crime — le respirateur — on tient donc le coupable dont toute la presse souligne qu'il est français d'origine voltaïque (pudeur ! pudeur !) On en tient même deux : un « dément » et un falot. Deux, dans le même service, voilà qui devrait quand même conduire à s'interroger sur le recrutement, le fonctionnement des services hospitaliers : tant qu'à se faire peur, autant se faire peur jusqu'au bout. Non point, personne chez Hersant ne s'avise que le mot « paranoïaque » a quand même un sens précis en psychiatrie et que l'affection, si affection mentale il y a, ne manque pas de sauter aux yeux à un médecin averti. Le professeur Mériel aurait mis six ans à découvrir que son proche collaborateur, par les soins duquel il s'est fait endormir un jour, était « fou » ? « Centre Presse », ou plutôt son rédacteur, lui, n'a mis qu'une journée à s'apercevoir que le docteur Diallo avait la peau noire et l'on appréciera à sa juste valeur son calembour : « L'on parle aussi d'un cas pathologique pour l'un des inculpés. Il y a beaucoup de « noir » dans cette affaire et seule l'instruction qui débute permettra de faire toute la lumière. » Mais doucement doucement, sinon je vais être accusé de voir des racistes partout et taxé de paranoïa...

PIERRE-YVES POINDRON



(suite de la page 9)

quête s'est déroulée. Il y a eu cette spectaculaire conférence de presse du Pr. Mériel qui surprend tout le monde – aujourd'hui encore. « La discrétion s'impose, surtout si une instruction est en cours, déclare-t-on au Conseil national de l'ordre des médecins. Ce n'est ni très confraternel ni très déontologique. » On dira que cette conférence de presse s'est tenue le 8 novembre, une fois les docteurs Diallo et Archambeau inculpés. Il n'empêche : inculpation ou non, culpabilité ou non, l'enquête n'est pas close. Toutes les pistes ont-elles été explorées ? Non, dira la défense des inculpés.

Après le décès de Mme Berneron, le Pr. Mériel découvre l'inversion des flexibles : « l'arme ». Il nourrit des soupçons. Qu'il informe la direction de l'hôpital n'a rien d'anormal. Il n'empêche qu'il désigne nommément un coupable en la personne du Dr. Diallo et du Dr. Diallo seulement. Le Pr. Mériel n'est après tout qu'un témoin. Pourtant « une arme », « un mobile », « un cadavre », le ton est donné, l'enquête s'oriente sur une hypothèse.

Irrégularités de procédure ?

La défense relève des irrégularités de procédure. Cinq. Le document sur lequel la police demande une prolongation de garde à vue du Dr. Archambeau est daté du 4 et non du 3. Une erreur matérielle ? Il y a plus gênant. Au début de sa garde à vue, le médecin, qui n'est pas encore suspecté, émet l'hypothèse d'une inversion des flexibles « après » l'intervention par le Pr. Mériel lui-même. Retour de manivelle, le Pr. Mériel le soupçonne de complicité. Dès lors, le Dr. Archambeau est-il entendu comme témoin, comme suspect ? Il fait, dit-on, des « aveux » qui l'accablent et accablent le Dr. Diallo à la suite d'une longue question d'un policier, aveux aussitôt retractés lorsque le Dr. Archambeau relit la question. Qui dit « aveux » dit « suspect », qui dit « suspect » dit assistance d'un avocat. Le Dr. Archambeau n'en a pas à cet instant.

Le Dr. Diallo est entendu le 5 novembre. Depuis le début du mois, on convoque toute une série de témoins qui n'ont pas participé à l'opération de Mme Berneron, mais qui « brossent » la personnalité du Dr. Diallo. L'hypothèse d'un « assassinat » est déjà répandue à l'hôpital. Le Dr. Diallo est bien le suspect numéro un, lorsqu'il entre dans les locaux de la police. D'avocat ? Point.

L'autopsie médico-légale n'a lieu que le lendemain du décès de Mme Berneron. Dans l'hypothèse d'un syndrome de Mendelson, le poumon droit est précieux. Il n'est pas conservé. Pas plus que le cœur. Troisième irrégularité.

On procède à des prélèvements en vue d'analyses du sang. De quelles analyses ? De la teneur en protoxyde d'azote. Mais aucune investigation pour rechercher les allogènes ou les produits anesthésiques ; or, on sait que toutes ces drogues sont efficaces, mais dangereuses en quantités importantes. Pourquoi recherche-t-on seulement le protoxyde d'azote et lui seul si on n'a encore aucune certitude sur les causes du décès, sinon que l'on nourrit déjà une certitude. Si l'on a bien compris, nous ne sommes cependant que le 31 octobre.

Deux experts anatomo-pathologistes sont choisis au sein de l'hôpital : les professeurs Babin et Payen. Ce dernier est membre du conseil d'administration de l'hôpital. Leur honorabilité, leur compétence ne sont nullement en cause, mais était-il judicieux de choisir des experts au sein de l'hôpital ? Ceux-ci écartent l'hypothèse du syndrome de Mendelson, compte tenu des « constatations cliniques » communiquées par le Pr. Mériel, qui, malgré tout, n'a pas été présent tout au long de l'intervention.

On adjoindra par la suite aux deux anatomo-pathologistes du C.h.u. d'autres experts. Les conclusions de leur rapport confirment la possibilité d'une-mort par asphyxie ; écartent aussi le syndrome de Mendelson et l'état de choc. Mais leurs investigations sont rendues difficiles par l'état de conservation des viscères, comme les docteurs Babin et Payen l'ont d'ailleurs déjà dit.

Enfin, le juge Hovaere, dans son ordonnance nommant deux experts en anesthésiologie, présente, aux dires de la défense du Dr. Diallo, comme certaine la thèse de l'inversion des tuyaux. Fallait-il notifier cette hypothèse comme la seule admissible ? La défense, qui ne l'estime pas démontrée, pense qu'on « trompe les experts en laissant penser qu'on dispose d'élèments qui l'établissent ». Or, personne ne s'est rendu compte avant l'opération de l'inversion des tuyaux. Ni l'aide soignant qui a branché le respirateur, ni les infirmières, ni le Pr. Mériel, ni les médecins présents ce matin-là. Cinq irrégularités qui, pour la défense, devraient entraîner l'annulation de toute la procédure.

Précipitation

Que retenir de tout cela ? Peut-on affirmer qu'on n'a pas mis la charrue avant les bœufs ? On nous a parlé d'assassinat, voilà qu'aujourd'hui on nous dit que, dans l'hypothèse d'une inversion, il n'y a peut-être pas eu volonté de tuer. N'est-on pas allé un peu vite en besogne et le reste de l'enquête ne découle-t-il pas de cette « qualification » pour le moins hâtive ? Dans pareille affaire, un décès sur table, il est indispensable de serrer au plus près la réalité médicale, tous les éléments, même ceux qui ne cadrent pas avec l'hypothèse de départ, ne serait-ce que pour dégager les responsabilités des uns et des autres. C'est du moins ainsi qu'on procède en matière de responsabilité médicale. Or, n'oublions pas qu'actuellement celle du Pr. Mériel est engagée puisqu'une inculpation d'homicide involontaire a été retenue – plus tard – contre lui. La précipitation des premiers jours lui nuit, à lui aussi, puisqu'on ne peut cerner l'ampleur de sa « faute » ni dans quelle mesure il y a faute, si « faute » il y a. D'autant qu'un décès sur table après tout, pourquoi ne pas en parler ? Mais pourquoi précisément celui-là et pas le décès survenu peu de temps auparavant dans un autre service du même hôpital, décès, qui lui est resté inconnu jusqu'à ce jour ? Pourquoi deux poids, deux mesures ?

Puis voici que l'affaire rebondit encore. Des incidents diversement interprétables sont portés à la connaissance du public. D'autres « sabotages » sont découverts sur un respirateur, quelque « corbeau » ? Tentative pour démontrer l'innocence des inculpés ? Pistes brouillées ? Des témoins de dernière heure sont entendus. Selon eux, un agent de service aurait déjà découvert – bien avant l'opération de Mme Berneron – une inversion des flexibles sur un respirateur. En présence du Dr. Diallo qui aurait alors imposé le silence. Pourquoi se découvrent-ils si tard ? Est-ce le même témoin qui le jour de l'opération voulait vérifier le respirateur immédiatement après le décès de Mme Berneron ? Il paraît qu'alors on se serait opposé à cette vérification, pourquoi ? Poitiers vit au conditionnel. A l'heure des rumeurs. Décidément, l'air là-bas est irrespirable. ●

(1) Diminution de la quantité d'oxygène distribué aux tissus. Hypoxie : manque d'oxygène. N.B. : le bleuissement est dû à un manque d'oxygène et non à une coloration du sang par le protoxyde d'azote.

NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT

Genève, oui... Stockholm aussi

PAR DANIEL MITRANI

Tout comme un fantasque champion d'échecs, le patron de la délégation soviétique qui ira à Genève le 12 mars s'appelle Karpov. Ce n'est qu'une coïncidence, mais il n'en reste pas moins qu'il serait téméraire de faire le moindre pronostic sur le déroulement de la prochaine négociation entre les deux supergrands. D'un côté comme de l'autre, on est expert en douche écossaise.

Ce qui, par contre, semble évident c'est que, à Genève comme ailleurs, tout en continuant le débat sur la militarisation de l'espace, on risque de parler de plus en plus du nucléaire et de moins en moins de tout le reste (1).

C'était déjà le cas avec le communiqué commun publié le 8 janvier, après la rencontre préparatoire entre Gromyko et Schultz : « ...Les négociations à venir, de même que les efforts en général pour limiter et réduire les armes, devraient aboutir à l'élimination totale des armes nucléaires où que ce soit. »

Que cette optique corresponde à un sentiment profond des opinions, c'est normal. Pour la première fois dans l'histoire, des hommes disposent d'armes capables de détruire toute l'humanité, et peut-être toute vie sur terre. Cette perspective est effectivement intolérable.

L'ennui c'est que, pour les Européens, il y a une autre perspective tout aussi intolérable : celle d'un conflit « classique » sur le sol européen. Si l'on considère, d'une part, le pouvoir de destruction et de mort atteint par les armements « conventionnels », notamment chimiques et, d'autre part, le degré de concentration des populations d'Europe occidentale dans des zones ultra-vulnérables, on est édifié : à la différence du conflit nucléaire, le conflit classique, par lui-même, ne provoquerait certes pas la disparition de l'espèce humaine, mais il aurait toutes les chances d'entraîner l'extinction de l'espèce européenne... en attendant de dégénérer en guerre nucléaire généralisée.

Le déclenchement d'un tel conflit n'est pas inimaginable. L'Europe est un des terrains privilégiés de la lutte d'influence que se livrent les deux superpuissances ; des montagnes de stocks d'armes s'entassent des deux côtés du rideau de fer ; chacune des nations du continent est un enjeu, un objet de convoitise. Et les prétextes ne manqueraient pas si l'un ou l'autre des supergrands, se méprenant sur le degré de résolution de l'autre, décidait de succomber à la tentation : sous-marins égarés dans les fjords, brimades contre les minorités turques de Bulgarie, tension en Pologne ou en Yougoslavie, congrès jugé provocateur à Berlin-Ouest...

Qu'un affrontement classique armé en Europe puisse être beaucoup plus meurtrier que l'un des cent trente conflits locaux qui, en d'autres continents, ont fait trente millions de morts depuis 1945, ce n'est pas cette perspective qui suffirait à retenir les supergrands. La guerre chez les autres, ce n'est jamais insupportable. Si, en Europe, les supergrands ont toujours fait preuve d'une certaine prudence, ou calmé le jeu quand il était encore temps, c'est à cause du danger de dérapage vers un conflit nucléaire dont ils ne pourraient se tenir à l'écart.

Certes, à partir des années soixante, les dissuasions soviétique et américaine auraient pu se « geler » mutuellement, ce qui aurait renforcé l'illusion d'une possibilité de conflit limité... mais les dissuasions britannique et française maintiennent l'imprévisible. Aussi modestes soient-elles, elles sont capables de modifier les rapports de forces entre les supergrands, et aucun de ces derniers ne peut savoir comment réagirait l'autre devant une telle modification. Si vous éliminez les dissuasions britannique et française, ou si vous les faites descendre en dessous de leur seuil de crédibilité, vous redonnez toutes ses chances au conflit conventionnel.

Tenter d'écarter la menace d'un « intolérable » par la menace d'un autre « intolérable », ce n'est pas une attitude confortable. Il faut s'y tenir quand on n'a rien de mieux... et contribuer à dégager d'autres horizons. C'est ce que fait le gouvernement français qui, tout en appuyant les négociations américano-soviétiques, participe activement aux négociations sur le chimique, à Genève, et sur le classique, à Stockholm. Pour des raisons techniques, les diverses catégories d'armements doivent faire l'objet de négociations séparées. Mais si l'on veut arriver à des résultats qui consolident réellement la paix, il faut que des progrès soient obtenus simultanément dans les unes comme dans les autres.

(1) La négociation de Genève, qui se déroulera exclusivement entre Américains et Soviétiques, doit se subdiviser en trois groupes : engins nucléaires intercontinentaux, engins nucléaires à portée intermédiaire (euromissiles), militarisation de l'espace.

La France est présente dans deux enceintes de négociations : le Comité du désarmement de Genève (chimique), auquel participent 40 Etats membres de l'O.n.u. ; la Conférence sur le désarmement en Europe, à Stockholm (35 participants : tous les Etats d'Europe – sauf l'Albanie – plus les U.s.a. et le Canada). La Conférence de Stockholm recherche les « mesures de confiance et de sécurité » propres à préparer « la réduction des armes classiques à forte capacité offensive ».

Andréi Gromyko reçu au Vatican, la semaine dernière.



Gamma

PROCHE-ORIENT

Plus byzantin que moi... tu meurs

Le président Hosni Moubarak est ce vendredi à Paris, où il est reçu par François Mitterrand avant d'aller rencontrer Ronald Reagan à Washington. De nouveaux développements sont donc à attendre dans les jours prochains à partir de l'initiative prise la semaine dernière par le chef de l'Etat égyptien en vue d'aboutir à des négociations directes israélo-jordano-palestiniennes.

Si cette initiative a, sans aucun doute, contribué à « faire bouger les choses », il est tout aussi évident qu'elle se heurte à beaucoup de réticences, si ce n'est de refus. Les réponses des uns et des autres se fondent en effet sur une série d'ambiguïtés dont la proposition

égyptienne n'est elle-même pas dépourvue. La question est aujourd'hui de savoir si ce qu'Henri Kissinger appelait naguère les « ambiguïtés positives » nécessaires à toute négociation permettront effectivement de faire un pas en avant.

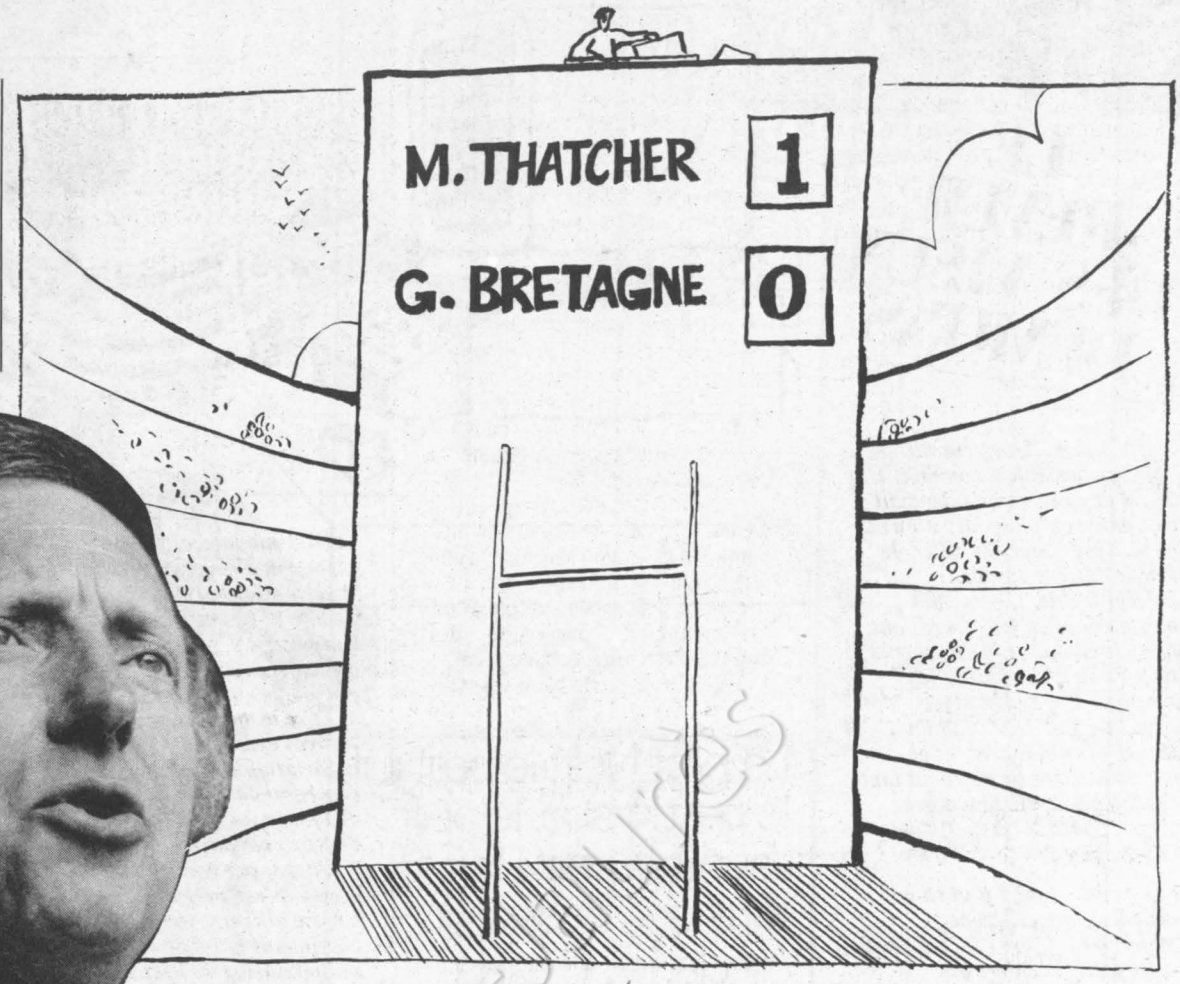
Première ambiguïté : la position du gouvernement israélien. Le Premier ministre, Shimon Pérès, a accueilli plutôt avec faveur l'initiative de Moubarak qui a été, en revanche, mal reçue par ses partenaires du Likoud. En fait, Pérès ne s'est pas vraiment prononcé sur le fond de la proposition égyptienne, mais a voulu y voir la réponse qu'il attendait du Caire après la décision d'évacuation du Sud-Liban. Cette réponse a elle-même conforté la position du Premier ministre, qui vient d'obtenir du gouvernement, cette fois à l'unanimité, que la seconde phase de l'évacuation soit achevée avant juin.

Deuxième ambiguïté : la position de l'O.l.p. Yasser Arafat a signé le 11 février avec le roi Hussein de Jordanie un accord d'« action commune » qui, on s'en aperçoit chaque jour un peu plus, n'est pas interprété de la même façon par chacun de ses signataires. Arafat continue en particulier à rejeter la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'Onu, alors que l'accord d'Amman se réfère globalement à toutes les résolutions de l'organisation internationale.

Une ambiguïté commune à la proposition égyptienne et à l'accord jordano-palestinien concerne la représentation palestinienne à d'éventuelles négociations. Le président Moubarak avait évoqué l'idée qu'il pourrait s'agir de Palestiniens « modérés » mais, pour Arafat, qui affirme par ailleurs être en contact permanent quotidien avec le chef de l'Etat égyptien, il ne peut s'agir que de représentants officiellement mandatés par l'O.l.p. On voit mal d'ailleurs quel Palestinien représentatif accepterait de s'engager sans avoir directement ou indirectement un tel mandat. Même des hommes comme Rachad Chawa, maire de Gaza, qui se trouve cette semaine à Paris, ou Elias Freij, maire de Bethléem, qui sont parmi les rares personnalités arabes des territoires occupés à avoir pris clairement position en faveur de la proposition égyptienne, se montrent prudents en attendant de connaître la réaction réelle du roi Hussein et de Yasser Arafat. Ce dernier aura peut-être cette semaine l'occasion de préciser son point de vue au ministre français des Relations extérieures, Roland Dumas, qui doit en principe le rencontrer au cours de sa visite à Tunis.

Une autre ambiguïté de taille réside dans la position américaine à l'égard des récents développements au Proche-Orient. Plusieurs signes ont montré ces dernières semaines un renouveau d'intérêt américain pour ce qui se passe dans cette région. L'accord jordano-palestinien comme la proposition Moubarak ont été plutôt bien accueillis à Washington où l'on souhaite d'autre part aider le gouvernement Shimon Pérès à normaliser ses relations avec l'Egypte. Mais il n'est pas sûr que les Etats-Unis veuillent aller plus loin pour l'instant. Le secrétaire d'Etat adjoint Kerneth Dam a même précisé que « ce n'est pas le bon moment pour les Etats-Unis d'entreprendre une initiative majeure », ajoutant qu'il faut aboutir à moins d'ambiguïtés sur la nature des négociations qui pourraient être entreprises. C'est bien toute la question. Mais il faudra encore, dans le meilleur des cas, un certain temps avant que chacun des interlocuteurs concernés soit en mesure de dire clairement ce qu'il veut.

C.E.





Sygma

Arthur Scargill.

GRANDE-BRETAGNE

Le conflit Nord-Sud avivé par un douloureux échec

Mardi dernier, les mineurs britanniques, qui avaient continué la grève jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources morales et financières, ont donc repris le travail. La rage au cœur. Un an de lutte pour ne rien obtenir. Mais absolument rien : fidèle à son image, Margaret Thatcher a refusé toute concession. Comme prévu, le plan concocté par Ian McGregor, président des charbonnages, devrait donc entrer en application avec la fermeture d'une vingtaine de puits jugés non rentables et la suppression de 20 000 emplois.

En outre, le sort des 700 mineurs licenciés pour raisons disciplinaires pendant le conflit est toujours en suspens. Après avoir restructuré la sidérurgie — 52 000 emplois furent supprimés en 1980 —, McGregor a donc le champ libre pour mener à bien la même opération dans les charbonnages. Car on voit mal comment la tactique locale du coup par coup désormais préconisée par Arthur Scargil, le leader syndical des mineurs, pourrait empêcher la restructuration.

Cette issue particulièrement douloureuse pour les grévistes était prévisible, les fêtes de fin d'année ayant accentué le mouvement de reprise du travail. Confortablement installé au 10 Downing street, le Premier ministre se trouvait en position de force face à des familles qui n'avaient pratiquement plus d'argent pour se nourrir. De plus, depuis 1974, année du précédent conflit qui coûta son fauteuil à Edward Heath, le rôle du charbon a, comme partout ailleurs, décliné. Sans oublier que la Grande-Bretagne importe de la houille d'Australie et d'Afrique du Sud. De fait, en dépit du ralentissement de la production, le pays a pu passer un hiver relativement tranquille.

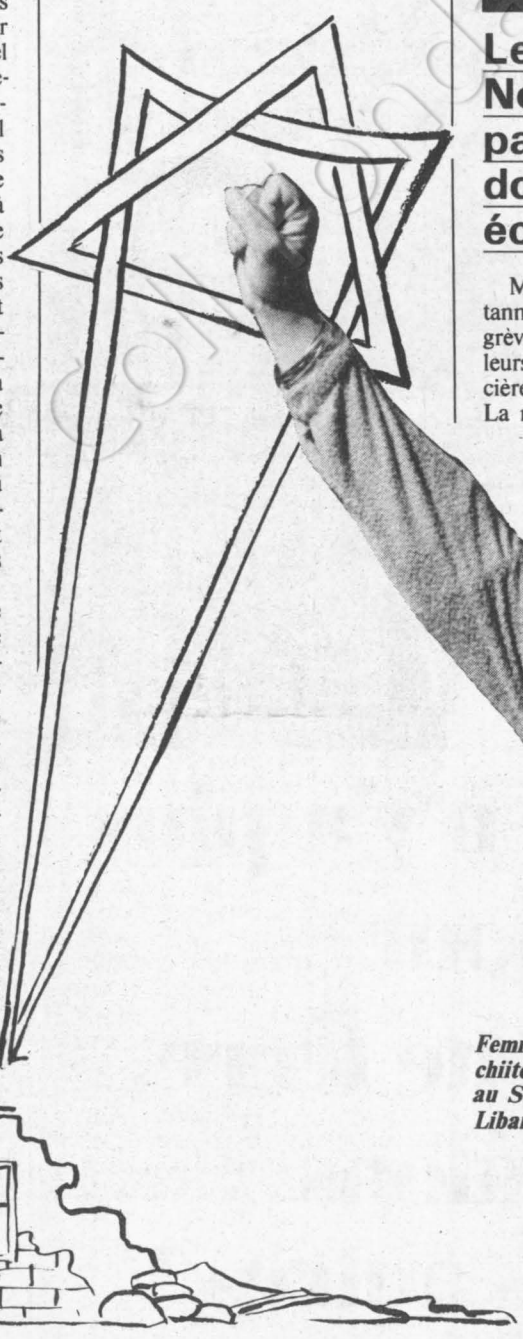
N'empêche : ce conflit, qui a donc duré presque un an jour pour jour, a coûté quelque 40 milliards de francs à l'économie britannique. Mais c'est aussi le clivage entre le Nord industriel frappé de plein fouet par la récession et le Sud moins atteint qui va s'élargir encore un peu plus.

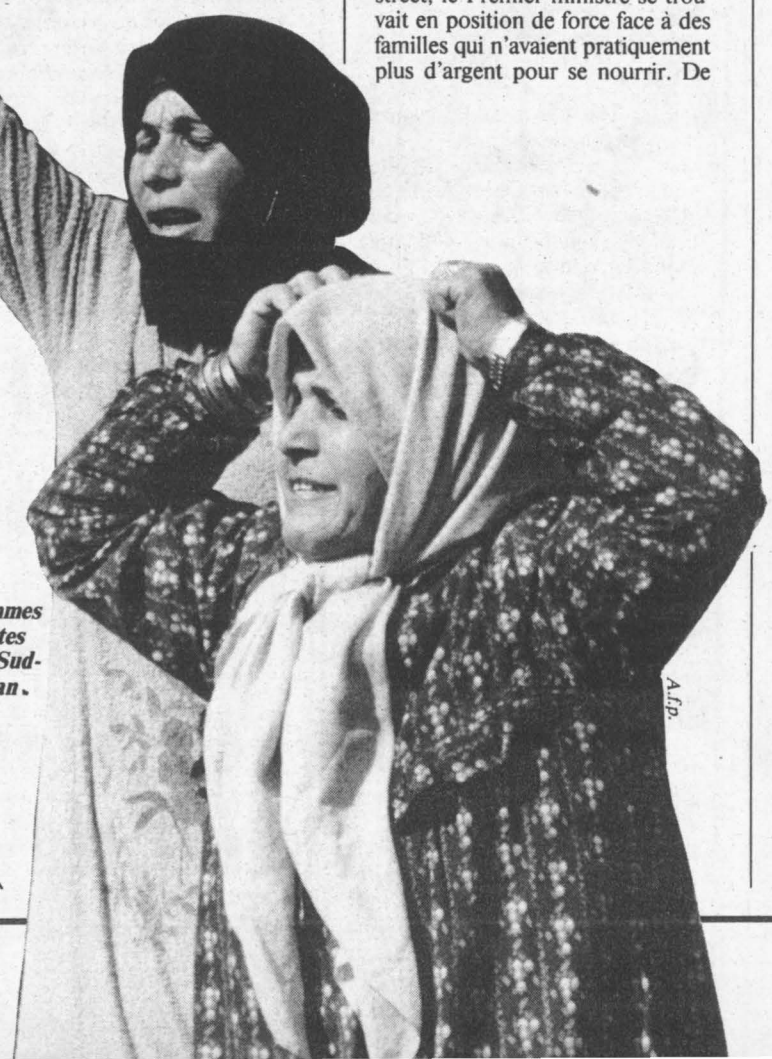
Quant à Margaret Thatcher, elle poursuit son objectif : réduire la toute-puissance des syndicats. Au prix fort, nous l'avons vu. Pour les mineurs et notamment pour Arthur Scargill, cette grève était bien, au-delà des fermetures de puits, un véritable conflit de classes. En affichant clairement sa volonté de renverser le gouvernement, Scargill n'a certes pas contribué à rendre populaire une grève qui laissera des séquelles profondes au sein du mouvement ouvrier britannique. Les mineurs n'ont, en effet, jamais reçu le soutien des autres syndicats. Celui des travaillistes non plus.

Pour autant, la cote de Margaret Thatcher grimpera-t-elle ? Difficile de répondre, mais on peut penser que, entre le succès de prestige qu'elle remporta à l'issue du conflit des Malouines et cette volonté proclamée par le Premier ministre de mettre à genoux un « ennemi de l'intérieur », les Britanniques sauront faire la juste part des choses.

En outre, les résultats économiques de la Grande-Bretagne ne plaident guère actuellement en faveur du Premier ministre. Car non seulement le chômage poursuit sa courbe ascendante vers les 4 millions de chômeurs, mais encore les autres indicateurs de l'économie ne sont pas au mieux. A preuve : le léger bénéfice enregistré par la balance des paiements en 1984. Un résultat bien décevant en regard des espérances suscitées par le pétrole de la mer du Nord. Un conflit qui a donc fait un grand perdant : la Grande-Bretagne. Mais aucun gagnant.

Philippe MAQUAT





Femmes chiites au Sud-Liban.

A.f.p.

Commission Jean-Jaurès



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

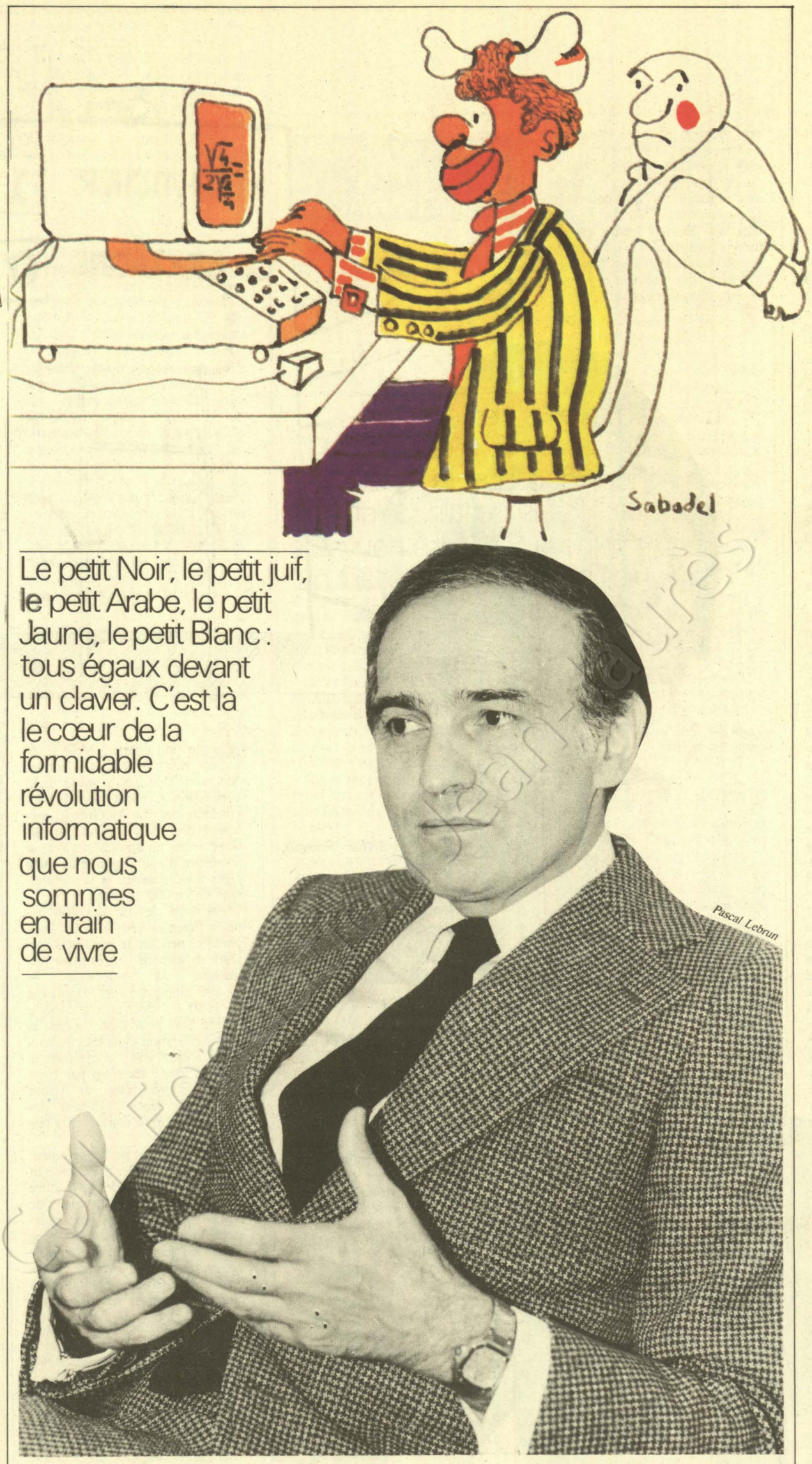
LA peur. Une peur diffuse, impossible à nommer. Une peur qu'on ne reconnaît pas, parce qu'on ignore d'où elle vient. Jusqu'alors familier, le monde devient obscur, indéchiffrable. Les racines n'existent plus, les repères ont foutu le camp. Trop de progrès, trop d'une liberté difficile à assumer. C'est la panique. Mon Dieu, qui suis-je, maintenant que les valeurs qui fondaient et justifiaient ma vie vacillent tant et si bien qu'elles passeront, bientôt, pour le fin du fin de l'archaïsme ?

La peur, quand tout vous semble étranger. Donc angoissant. C'est l'informatique, cette petite dernière des révolutions industrielles. Terrible pour qui n'a jamais appris à dresser les puces. Hier maître de sa machine, l'ouvrier d'aujourd'hui se trouve supplanté par l'ordinateur. Et il n'aime pas ça. C'est un peu de pouvoir perdu, un peu d'identité qui s'en va. On joue avec des touches et un clavier, mais c'est l'autre qui pense et agit pour vous.

La peur, quand faire un bébé n'est plus seulement histoire d'amour, mais aussi affaire de biologistes. Quand l'éprouvette est reine, et que le papa et la maman ne sont pas ceux qu'on croit. La famille, alors, en prend un sacré coup. Déjà, elle n'allait pas bien, avec la généralisation du concubinage et du divorce. Mais là, c'est pire. Plus un reniement mais une négation. La fin d'un schéma traditionnel, l'aventure d'une procréation dans l'inconnu. Avec pour tout bagage un enfant venu d'un ailleurs anonyme.

La peur, enfin, pour ces hommes depuis si longtemps décideurs, et qu'un tout petit comprimé de rien du tout, une pilule, ont rendus sinon impuissants, du moins désemparés. Lui et elle, elle et lui, comment s'en sortir, de cette responsabilité, de cette liberté ? Comment négocier, se trouver, se retrouver ? Bref, comment vivre ensemble, en harmonie ? On tâtonne, on s'y perd, on se noie. Et pour désamorcer l'angoisse on fait, parfois, n'importe quoi. Moi d'abord. « Je » n'est que « je », pas un autre. Cet autre dont la différence fait peur, parce qu'elle est la trace de cette étrangeté que je porte en moi. Et que l'étrangeté, lorsqu'on se cherche un sol ferme sous ses pieds, est insupportable. Et diablement menaçante. Mais quelle aubaine ! Lui, comme il n'est pas comme moi, je peux le rejeter. Ainsi j'assure, ainsi je balise. On a mal au monde moderne, alors on agresse le « pas comme nous ». Pour se dresser un « curriculum vitae » valable, pour retrouver une identité malmenée. Pour se prouver, malgré cet autre qu'on craint et qui nous est, pourtant, tellement nécessaire, qu'on existe. Moi d'abord parce que l'on n'a pas compris que c'était déjà nous, tout de suite.

Martine DUCOUSSET



Le petit Noir, le petit juif, le petit Arabe, le petit Jaune, le petit Blanc : tous égaux devant un clavier. C'est là le cœur de la formidable révolution informatique que nous sommes en train de vivre

Samuel Pisar: "Il n'y a plus de place pour se cacher sur cette terre, nous dépendons tous les uns des autres"

PAR FABIAN GASTELLIER

NOUVELLES technologies, révolution des mentalités, transformation de la notion même du « travail », de la « main-d'œuvre » : nous sommes au cœur d'un tournant capital. Aujourd'hui prépare demain. Mais si demain est l'inconnu, aujourd'hui fait également peur. Pourtant, il est indispensable de s'adapter si l'on ne veut pas mourir. Samuel Pisar, avocat international, écrivain (« le Sang de l'espoir », « la Ressource humaine »), citoyen du XX^e siècle, qui a vécu la chute de l'Europe et connu le plus grand enfer des temps modernes, Auschwitz, est le premier à parier sur la vie.

A la fois acteur et témoin privilégié de l'activité économique et politique en Europe et aux Etats-Unis, il sait que l'heure n'est plus à la passivité. « Personne, écrit-il dans la « Ressource humaine », ne peut vivre ce que j'ai vécu sans rechercher, en cette époque de bouleversement, une vision cohérente de notre monde enflammé, sans ressentir le besoin d'alerter nos enfants sur les dangers qui s'amoncellent et qui peuvent détruire leur univers comme ils ont jadis détruit le mien, le besoin d'éclairer les immenses possibilités qui s'ouvrent devant nous et la capacité infinie de l'homme d'endurer, d'apprendre, d'inventer, de créer. »

Xénophobie, fanatisme, passions, repliement sur soi, refus de l'autre et du monde : autant de vieux démons négatifs ne menant qu'à la répression par la violence. Mais si l'on peut analyser les causes de leur résurgence, il s'agit également de les désamorcer. Survie, mode d'emploi.

« L'UNITE » : Samuel Pisar, les années quatre-vingts proposent un changement radical de l'univers tout à la fois économique, technologique et culturel. A l'aube d'un tel bouleversement, certaines revendications nationalistes, xénophobes paraissent revenir en surface. Les vieilles nations européennes sont-elles de nouveau guettées par le sentiment frileux du repliement sur soi ?

SAMUEL PISAR : Vous connaissez Marian Anderson, la cantatrice noire américaine ? Elle chantait cette chanson : « There is no place to hide on this earth » — Il n'y a plus de place pour se cacher sur cette terre... C'est peu dire que nous sommes en train de vivre une mutation. Et l'enjeu est de taille : l'Europe est en train de devenir un continent sous-développé. Les autres continents progressent — pas seulement les Etats-Unis — mais surtout, et d'une manière fulgurante, l'Asie. La concurrence économique se globalise. Cela devient une grande Olympiade, non pas un jeu amical entre amateurs protégés par des paramètres géographiques ou politiques, mais un jeu ouvert entre de vrais professionnels de tous bords. Les meilleurs contre les meilleurs. Devant ce tremble-

ment de terre, les pays de l'Europe, séparément et chacun pour soi, veulent se barricader ; rentrer en eux-mêmes comme un escargot dans sa coquille. Mais la planète est aujourd'hui à visage découvert. Et trop petite pour semblable refuge. C'est déjà un village électronique, comme disait McLuhan. Et un village économique avec un seul marché.

– Vous comprenez ce réflexe ? Vous l'admettez ?

– L'Europe possède derrière elle une fantastique civilisation. On pourrait comparer cela aux fondations d'une maison. Vient le grand chambardement. La déprime est normale, l'Europe se dit : « Que peut-on faire de plus ? » Nous avons dormi sur nos lauriers, tandis que les autres, ceux que parfois nous avons considérés comme des « sous-hommes » – et je me permets d'employer ce terme puisqu'il m'a, un temps, servi d'identité sur le continent européen –, étaient en train de nous donner des leçons magistrales.

Ils savent tout créer, tout fabriquer, tout commercialiser beaucoup mieux que nous – et beaucoup moins cher. Nous nous réveillons au cœur d'une guerre mondiale. Non pas militaire, paisible. Une guerre qui se joue selon les règles que nous avons inventées. C'est une aberration, une folie pour nos vieilles mentalités. Alors, plutôt que d'affronter cette problématique, on a le réflexe de la crainte. On veut fermer les frontières, expulser les étrangers. Se retirer sur ses terres, en quelque sorte. Pourquoi ? Parce que, somme toute, c'est là un terrain bien à nous, qui nous sécurise. Le pas en avant, le visage de l'autre, c'est l'aventure, et l'aventure c'est l'inconnu, l'imprévisible, le risque. C'est un réflexe tentant, mais un réflexe primaire. Celui de l'homme qui, se trouvant soudain plongé dans un climat de froid polaire, préfère se retrancher dans sa hutte au risque d'y périr bientôt de faim plutôt que de sortir, d'analyser la situation et de trouver le remède adéquat.

– Que lui faudrait-il comprendre à cet homme ?

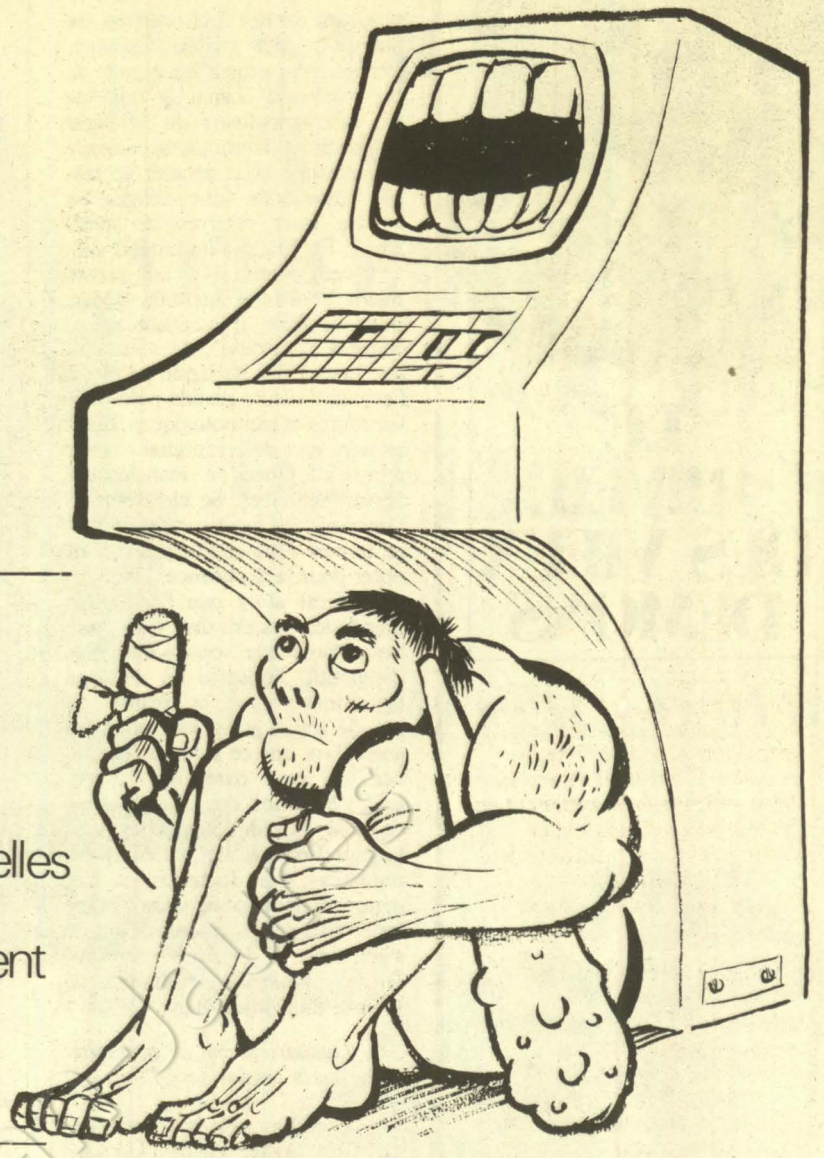
– Il lui faudrait tout d'abord regarder autour de lui. La planète n'est plus découpée en territoires jalousement gardés ; elle est offerte. Autrefois, lorsqu'une invention chinoise – prenons l'exemple du papier – pénétrait en Occident, elle avait transité durant des siècles. A présent, les communications et les transports sont d'une confondante rapidité. Un Allemand de l'Est appuie sur un bouton et capte l'Allemagne de l'Ouest. La Pologne écoute la France, les Juifs d'U.r.s.s. se branchent sur Ko1 Israël et les Chinois ont l'oreille médiatique dressée vers Taïwan et Hong Kong... En plus, une sorte de conscience internationale est en train de se manifester. Si Amnesty se prononce sur quelque chose, les réactions populaires sont immédiates et mondiales. Notre monde est obligatoirement unitaire. Tout est chez nous et tout est ailleurs.

– Alors une frontière n'est plus qu'un gadget pour touriste...

– Une frontière, c'est surtout psychologique. Prenons les monnaies. Le franc. Qu'est-ce que le franc aujourd'hui ? Un maillon de la chaîne. Le dollar est puissant et, pourtant, le franc n'en souffre pas trop. Pourquoi ? Parce que le Mark est faible, et que si le Mark est faible, la vie du franc est plus facile. Si le dollar dégringole, on se précipite vers le Mark et le franc est acculé à la dévaluation. Telle est la logique du Système monétaire européen. Cela pour dire que tout est interdépendant. A Wall Street, où l'on peut suivre presque simultanément ce qui se passe à Tokyo, Singapour, Londres et Francfort – et réciproquement – comment voulez-vous réfléchir,

(suite en page 14)

QUI A PEUR DU GRAND MECHANT ORDINATEUR ?



Pour les travailleurs, l'enfer est-il désormais pavé de « tiques » : informatique, robotique, bureautique, télématique ? Pas si certain. Selon une enquête de la C.f.d.t. les nouvelles technologies ne font peur que tant qu'elles n'ont pas été maîtrisées. Une fois ce premier pas franchi, elles apparaissent au contraire comme un merveilleux instrument de libération et d'autonomie

PAR MARTINE DUCOUSSET

C'E n'était pas Byzance, non, mais enfin, on y voyait clair. La révolution industrielle avait été avalée, l'automatisation aussi. On avait lutté, on en avait bavé, puis on s'était accommodé, tant bien que mal, de la nouveauté. De cette chaîne imposée, de ces machines qu'il fallait contrôler. C'était le progrès, les temps modernes. Il fallait faire avec et, bon gré mal gré, ça marchait.

En fait, c'était Byzance. Malgré les cadences, malgré l'infernal quotidien de la répétition à outrance. Parce qu'au moins, alors, on savait ce qu'on faisait. Même quand c'était morcelé, on savait. Aujourd'hui, basta ! L'ordinateur a tout bousillé, l'ordinateur se prend pour le roi. Lui il pense, les autres ne sont que des exécutants. Et ça, c'est terrible. L'homme, avant, avait un petit pouvoir sur son travail. Il s'en trouve tout à coup privé. Lui qui avait l'impression de modestement créer, ou du moins d'agir, se met à jouer les automates devant une machine omnisciente et omnipotente. Dur, dur...

Pas tant que ça, estime la C.f.d.t., qui a beaucoup planché sur la question (1). Pas tant que ça, si on prend le problème par le bon bout. Les nouvelles technologies, c'est, quand on les craint, l'horreur. L'enfer pavé de « tiques » : informatique, robotique, bureaucratique, télématique... Le tout, c'est d'arriver à maîtriser ces diablotins de notre fin de siècle. A les apprivoiser. Il y a cassure à cause d'une révolution industrielle, comme dans les années 1890. Alors on a peur. Mais cette peur, il faut la dominer.

« La réaction spontanée des gens devant l'implantation des nouvelles technologies, c'est « on va perdre le contrôle de notre travail », explique-t-on à la C.f.d.t. Cette idée, on l'a eue pendant longtemps, mais c'est une idée fausse. Grâce aux nouvelles technologies, il est enfin possible d'avoir une vraie maîtrise du travail, et de l'outil de travail. Mais il faut s'en donner les moyens. »

La maîtrise, ça veut dire, essentiellement, trois choses : une information rigoureuse au sein de l'entreprise – pour pouvoir jeter un œil sur les systèmes d'organisation mis en place ; une volonté, chez les employés, de se faire un peu mal en apprenant les nouvelles techniques pour arriver, autant que possible, à les contrôler ; enfin une compétence qui ne peut s'acquérir, dans la majorité des cas, que par une formation sérieuse et adéquate. Le B.a. Ba d'une action syndicale réaliste face à la percée insistante des nouvelles technologies.

Pionnières en la matière, la C.f.d.t., après avoir pas mal dénigré la modernité synonyme de « dégâts du progrès » – l'automatisation du tri postal, l'informatique à la banque, les consoles de visualisation aux P.t.t. –, s'est dit qu'on ne pouvait pas nier l'avenir. Résultat : neuf propositions sur l'informatique rendues publiques par Edmond Maire en 1979. Neuf propositions qui mettaient en avant, essentiellement, le « contrôle des investissements informatiques par les travailleurs ». La connaissance pour ne pas être à la traîne, et pour oublier l'angoisse. Parce que le truc en « tique », ça continue à faire peur.

Parfois à juste titre. Il y a, dans l'histoire, des presque condamnés d'office. Les proches de la retraite, trop en retard sur un langage qu'ils ne sauront jamais parler. Les femmes, pratiquement toutes converties à l'informatique, mais pour les tâches subalternes 10 % d'ingénieurs, 90 % de perforatrices-vérificatrices. Les cadres enfin, touchés dans ce qui leur tient peut-être le plus à cœur : leur statut de cadre. Eux qui jusqu'alors détenaient le pouvoir parce qu'ils avaient l'information risquent fort de se voir carrément court-circuités par les systèmes informatiques, qui rendront M. Untel tout aussi savant que son supérieur hiérarchique.

Car voilà, aussi, d'où naît l'angoisse : de la modification qui intervient dans l'organisation du travail. « Avec l'informatisation, on assiste, souligne la C.f.d.t., à un bouleversement des situations acquises. Jusqu'alors, il existait une hiérarchie des qualifications, qui était un moyen de reconnaissance du savoir-faire, de l'expérience. Une manière de classer, donc d'organiser les travailleurs. Aujourd'hui, l'ordinateur se substitue au savoir-faire. Et les vieilles qualifications perdent de leur sens. »

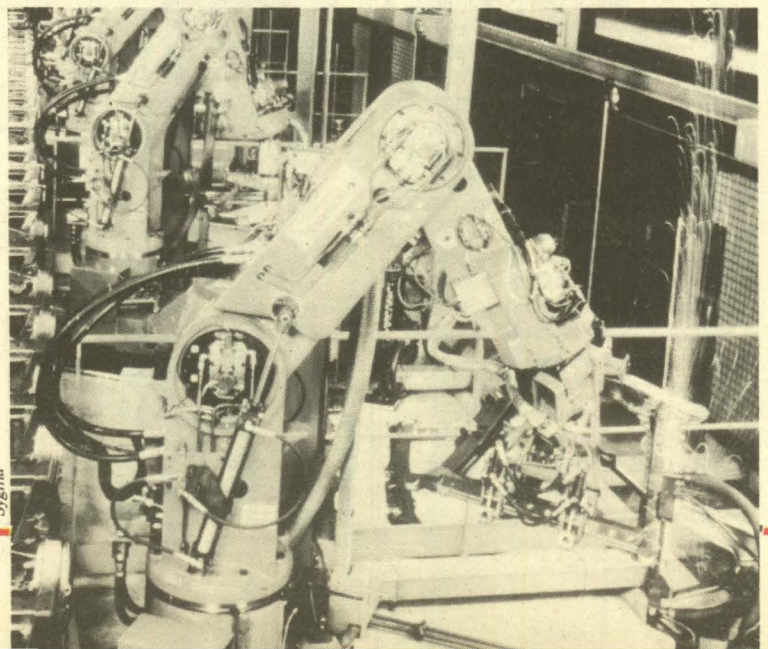
Le phénomène n'est pas neuf. L'inquiétude a bien, déjà, dix ans. Rappelons-nous les restructurations dans l'industrie horlogère, passée d'un produit à base mécanique (les rouages d'une montre classique) à un produit utilisant les composants électroniques (comme les montres à quartz). Rappelons-nous, surtout, les innombrables conflits sociaux dans les secteurs du labeur et de la presse. A cause de trois innovations : le passage à l'offset pour l'impression, l'utilisation de systèmes informatiques pour la composition, l'élaboration de salles de rédaction informatisées. Des innovations dramatiques pour des travailleurs qui jouaient traditionnellement, rappelle la C.f.d.t., « un rôle important dans l'organisation du travail, le recrutement », grâce à la maîtrise qu'ils exerçaient « sur leur travail et le système de production dans son ensemble ». C'est cette maîtrise que transforme l'évolution technologique, donc « un des points d'ancrage les plus forts de leur pouvoir face au patronat ».

Si le phénomène n'est pas neuf, il s'est considérablement amplifié, et rapidement. En 1984, dans le domaine de la robotique et de la bureautique, 2,1 millions de postes étaient concernés, c'est-à-dire utilisaient directement – au moins une heure par jour – des matériels informatiques. Soit 10 % des emplois. En 1990, 6,3 millions de postes seront touchés. C'est énorme. A la mesure de l'inquiétude qui agite les travailleurs, et les syndicats qui les représentent.

La C.f.d.t. en a bien conscience : « La situation qui se crée progressivement est inhabituelle, sans modèle antérieur ; pour l'analyser, il nous faut donc oublier les schémas traditionnels. Et bien cibler notre réflexion. » Plus que l'emploi, plus que les conditions de travail, ce qui est en jeu, c'est la qualification. Elle seule permettra de maîtriser les nouvelles technologies. Ce qu'il faut, c'est « inventer tout de suite une nouvelle organisation du travail » avant que le jeux ne soient faits.

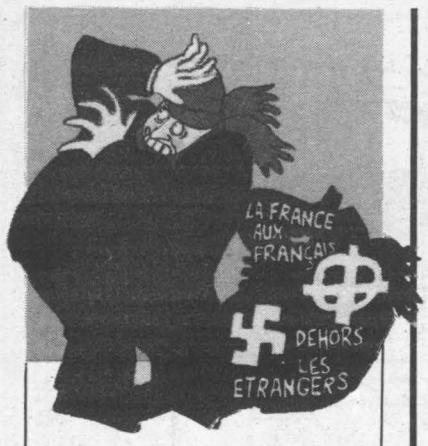
Dans ce dessein, l'Union confédérale des ingénieurs et cadres C.f.d.t. vient de lancer une campagne sur le thème « créons les métiers de demain ». Avec, pour l'instant, des groupes de travail qui débattent dans toute la France. Et, en 1986, une série de colloques où il s'agira de « trouver une méthodologie pour peser sur les qualifications de demain ». Objectif capital. Parce que, conclut la C.f.d.t., « tout progrès technique n'est pas un progrès social. Mais il peut le devenir si les salariés en contrôlent le développement, de la conception des machines jusqu'à l'exploitation des systèmes ». Alors, maintenant, au boulot...

Robots à l'usine Renault de Douai.



Sygma

(1) ***Voir nos 48 et 49 de « C.F.D.T. Magazine »***



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

(suite de la page 13)

réagir en termes de frontières, de nations ? Tout a déjà fusionné. Pensez qu'une mauvaise récolte de blé soviétique change le train de vie des agriculteurs du Midwest américain et détermine le cours de l'or puisque pour acheter ce blé, les Soviétiques sont obligés de vendre leurs réserves de métal jaune. En France, on entend souvent cette phrase : « Il faut reconquérir le marché intérieur. » Mais pour ce faire, il convient de se battre à l'extérieur ; de s'installer aux Etats-Unis, au Japon ; d'être à l'écoute de leurs grands pôles universitaires et technologiques. Bref : relever le « défi mondial » pour reprendre l'idée de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Se cloisonner à l'intérieur des frontières, raisonner en termes « franco-français », c'est opter pour la déchéance, l'inefficacité. C'est alors que l'économie mondiale vous envahit, vous colonise. Parce que vous n'êtes plus compétitif. J'observe un décalage fantastique entre la réalité du monde actuel et les habitudes des gens. Tant que ce sont des habitudes, on peut pardonner. Après tout, l'évolution des mentalités est ce qu'il y a de plus lent. Mais lorsque l'on fait de ces réactions premières des doctrines, il faut dénoncer le mensonge. On trompe les êtres humains en leur disant de s'accrocher à de telles positions. On les prépare à être inopérants pour le futur immédiat.

– Demain porte la nécessité d'une main tendue vers l'autre ?

– Oh ! On peut se retirer du jeu. Cela existe. Voyez l'U.r.s.s., qui s'isole ou est poussée vers l'isolement. Ou, pour prendre un exemple extrême, l'Albanie, une nation depuis longtemps coupée du reste de la planète. Quel est son présent, son avenir ? Choisir le camp retranché, c'est choisir le suicide. Car c'est le mélange permanent des idées, des inventions, de la ressource humaine drainée par les uns et les autres qui permet la croissance, le progrès, la créativité. Refuser les étrangers, les échanges, le monde, c'est un peu comme ces familles qui n'acceptaient que des mariages consanguins pour conserver la « lignée », cela mène au néant. Même la Chine communiste, pays encore hermétiquement clos il y a cinq ou six ans, vient de comprendre cela.

Alors, bien sûr, la vie artistique, politique, religieuse, l'histoire, tout ce qui forme les particularités de chacun, cela compte aussi. Unitaire ne signifie nullement uniforme. Mais la vie culturelle, il s'agit pareillement de la faire croître et non dépérir. Or, elle ne peut que s'enrichir des apports extérieurs. De tous les apports extérieurs.

– Vous aurez pourtant toujours des gens pour clamer que toutes les cultures ne sont pas bonnes à prendre ; que toutes les mains tendues ne sont pas bonnes à saisir...

– Plus que jamais ces voix-là vont paraître ce qu'elles sont : hargneuses, erronées, vieilles, dépassées. Plus : désavouées. Le monde a vécu trois grandes révolutions. L'alphabet, vers 1700 avant J.-C. dans la région de l'actuelle Palestine, qui fut la première multiplication du savoir et de la pensée. Puis l'imprimerie, sous Gutenberg, qui a permis de répandre les connaissances encore plus loin. Enfin l'informatique, aujourd'hui, qui prolonge d'une façon phénoménale les deux premières. A côté de ces étapes décisives parce qu'intellectuelles au grand sens du terme, la machine à vapeur, l'électricité, l'avion sont secondaires.

Or, face à l'ordinateur, notre civilisation repart presque de zéro. Le petit Noir, le petit juif, le petit Arabe, le petit Jaune, le petit Blanc : tous égaux devant un clavier. Choisissons l'enfant noir. Ses parents ignorent l'alphabet, son pays n'a pas de tradition industrielle. Part-il défavorisé comparé à l'enfant blanc qui sait lire, écrire et dont la famille, le milieu, les origines sont culturellement forts ? Pas le moins du monde. J'irai même plus loin. Non seulement tous deux sont à armes égales, mais le petit Blanc possède un handicap de base ignoré de son coéquipier : il va lui falloir faire un travail colossal pour se débarrasser de ses idées reçues, de tout un système de pensée qui, en définitive, l'encombre souvent, pour saisir les règles du nouveau jeu.

La révolution informatique ne demande pas d'avoir assimilé des siècles de progrès en tout genre. C'est capital. L'égalité entre les individus, les peuples, elle est là : sur l'écran lumineux d'un logiciel. C'est toute l'histoire de mon ami Raj Reddy, le gamin de Katoor, petit village indien sans électricité ni eau courante où il cavalait pieds nus, et qui est devenu en l'espace de trois décennies le plus grand expert en robotique du monde à Carnegie Mellon. Décoré récemment par le président Mitterrand, cette homme du tiers monde est aujourd'hui celui qui maîtrise le mieux ce qui n'est plus maîtrisable par nos gourous de l'ère industrielle. Aurait-on été dans l'intelligence si l'on avait refusé à Raj Reddy, sous prétexte qu'il n'était qu'un « sous-homme » d'une « sous-race », le droit de devenir Raj Reddy ?

– Mais l'avenir égalitaire, n'est-ce pas justement ce qui effraie l'homme blanc qui, fort de son passé, n'accepte pas de se voir coiffé au poteau par un Ethiopien ou un Maghrébin et se dit : « A quoi cela sert-il d'avoir vécu ? »

– Vous décrivez la peur de perdre toute supériorité, donc toute identité. L'homme occidental se définit beaucoup par ce qu'il a construit. C'est naturel, c'est humain. Si vous lui démontrez que cela n'est plus opérationnel, vous lui prouvez en même temps qu'il ne sert plus à rien, qu'il n'est plus rien. D'où l'agressivité. La seule solution, à moins de rêver de devenir un pièce de musée, un diplodocus, c'est l'ouverture. Sur le monde, sur les autres, sur l'aventure.

– Dans « la Ressource humaine », vous citez de Gaulle à Mexico, en 1968 : « Notre monde industriel ne sortira pas de la crise avant que le tiers monde ne devienne son partenaire... »

– Et encore plus du monde post-industriel... Nos marches sont saturés. L'Europe, les Etats-Unis et le Japon se battent sur le même terrain et sont en train de s'étrangler mutuellement, car il n'y a plus de place. Le tiers monde nous offre cette place. Avec, en plus, des milliards d'hommes qui n'ont rien et ont besoin de tout. Il ne s'agit pas de les assister, ce qui est sympathique, mais totalement inefficace à long terme. Il s'agit de les prendre comme partenaires. Ne pas leur donner des usines périmées, mais de la technologie de pointe et, surtout, la possibilité de se former par la science informatique et ses nouveaux outils pédagogiques – le seul transfert de technologies qui vaille. Un domaine où, je dirai en passant, la France est particulièrement performante. Ces pays-là doivent être la complémentarité de notre prospérité. Il faut donner à tous sans discrimination de race, de nationalité, le droit à l'intelligence, à l'égalité des chances. Sans nous, ces pays ne sont pas en très bonne santé, mais sans eux, nous risquons d'être en très mauvaise santé. Face à la révolution que nous vivons, nous sommes tous des sous-développés. Et tous des émigrants d'un monde en rupture. Je ne fais pas de l'angélisme ; je ne me veux pas cosmopolite, mais j'ai vécu la chute de l'Europe dans une séquence infernale d'abord économique ensuite morale et à la fin militaire. Alors, je regarde le monde, et je vois que ce monde rejette les langues, les origines, les différences. Demain, les notions de complémentarité, de partnership viendront remplacer les notions périmées de colonialisme, de supériorité. Dans un monde hanté par les fantasmes du fanatisme et de la peur, je veux miser sur un nouvel humanisme – la culture de la ressource humaine. Il faut se garder de toutes les nostalgies. ●

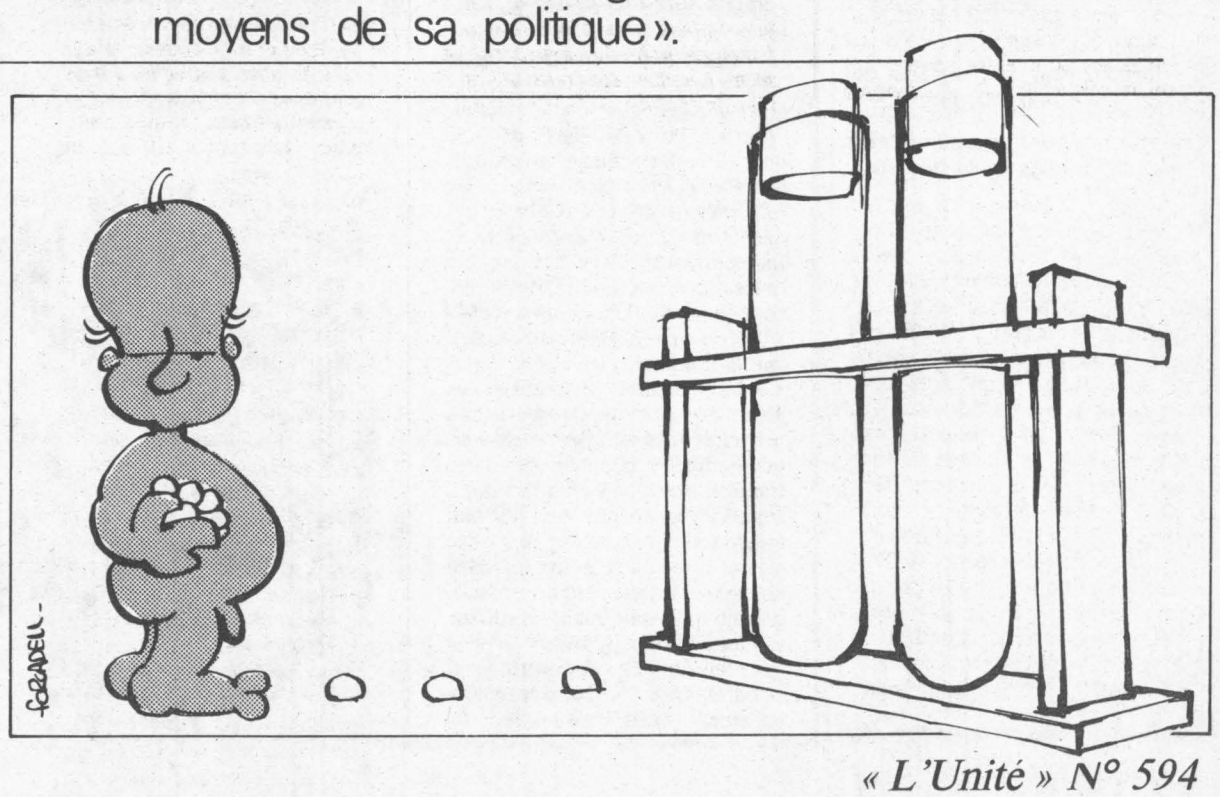
QUAND LA FAMILLE -CE SOCLE- CRAQUE

Tout était si simple autrefois ! Grâce aux nouvelles techniques de procréation, voilà le médecin devant de nouvelles responsabilités éthiques ; voilà le donneur dans le secret de son acte, devant ses motivations ; voilà le juriste devant son incertitude à devoir légiférer ; voilà la société tout entière fragmentée dans l'attente du bonheur ; voilà enfin la société menacée dans ses valeurs, au bord du cauchemar car « l'eugénisme a désormais les moyens de sa politique ».

PAR PIERRE-YVES POINDRON

TOUT était à peu près simple. Il y avait la famille, il y avait le mariage, il y avait l'enfant présumé fruit biologique de ses deux parents, il y avait la morale calquée sur les lois de la nature, il y avait le droit qui garantissait à l'enfant une filiation. Tout était si simple et si rassurant. Et puis vient la science, et ses progrès qu'on dit inévitables (voire !), irréversibles (sans doute), de plus en plus rapides. Ces progrès qui bouleversent l'ordre séculaire et les certitudes.

Premier signe peut-être de ce bouleversement : la pilule – « un enfant si je veux et quand je veux ». L'enfant n'était plus le fruit de la nature, mais du désir. De l'amour. « Un enfant si je peux... » Tous ne pouvaient pas en avoir. La



Enquête réalisée par Lucien Curzi, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Jean Liberman, Pierre-Yves Poindron.

« science » pourtant ne s'arrêtait pas en chemin. L'insémination artificielle a cent ans, mais très longtemps elle est pratiquée dans la quasi-clandestinité et la réprobation générale. La détresse des couples stériles a eu raison de cette réprobation, d'autant que les progrès techniques vont permettre d'appliquer à l'insémination artificielle des principes stricts, comme l'anonymat du donneur. En 1953, une équipe anglaise obtient les premières grossesses avec du sperme congelé ; dix ans plus tard, les premières banques de sperme sont créées à Paris. L'amour est plus fort que la nature, des couples stériles qui, dans l'épreuve, auraient pu se séparer, des femmes qui pourraient reprendre leur liberté et leur droit à la conception et à la maternité ont recours à l'I.a.d. Ces couples restent unis autour d'un enfant à naître, qui biologiquement n'est le leur qu'à moitié, mais le leur tant ils l'ont désiré. Fruit de leur volonté clairement exprimée.

Un bond encore et la stérilité « mécanique » n'est plus insurmontable. La technique contourne l'obstacle. C'est ainsi qu'est née Amandine, en 1982, comme d'autres enfants avant elle... Amandine qui ne serait pas née vingt ans plus tôt, Amandine qui n'est évidemment pas née dans une éprouvette, mais du ventre de sa mère où on l'a implantée encore embryon, après conception in vitro des gamètes paternelle et maternelle. Avec cette conception est né un espoir, mais aussi peut-être un droit, « le droit à l'enfant ». Peu importe finalement que l'enfant ne soit pas « génétiquement » aux deux parents, n'ont-ils pas eux aussi le droit d'en élever un ?

Si le don de sperme est possible, pourquoi pas celui d'ovocytes ? Il y avait un obstacle technique, il est aujourd'hui levé : on sait prélever un ovule chez une femme, il lui est désormais possible d'en faire « don » à une autre, de pratiquer la fécondation in vitro avec le sperme du mari et d'implanter l'embryon dans l'utérus de la femme stérile. Demain, il sera possible de prélever un ovocyte chez une femme « féconde » mais incapable de mener la grossesse à terme et de confier l'embryon à une femme qui mettra l'enfant au monde à sa place : l'enfant sera génétiquement au couple demandeur, mais quelle sera la réaction de la mère qui l'aura porté ? Enfin la mère porteuse peut également faire don d'un ovule et de son corps, comme l'a fait dernièrement la sœur jumelle d'une femme stérile. L'insémination artificielle ne pose là aucun problème technique...

De nouvelles libertés

Retour à la technique, les chercheurs, s'ils n'ont pas encore réussi à congeler un ovule, savent parfaitement congeler un embryon pour le transplanter plus tard. Toutes les hypothèses, tous les fantasmes sont alors permis. Un enfant quand je veux et pourquoi pas après la mort d'un des deux parents... Même le temps est bousculé et demain peut-être l'ordre des générations. On joue avec le temps avant de se jouer de lui.

Au fur et à mesure que les techniques de procréation progressent, de nouvelles libertés émergent. D'abord, la liberté de choisir l'enfant de l'amour, au moment voulu. Fondements psychologiques de cette liberté : le désir d'avoir un enfant, « son » enfant, mais aussi celui de ne pas subir la nature ou à l'inverse l'incapacité matérielle et psychologique d'élever un enfant non désiré, la crainte de mal aimer et de n'être pas aimé en retour. Puis, le « droit à l'enfant »... par tous les moyens, droit non explicitement reconnu par la société, mais dont la non-satisfaction est vécue, non plus comme une

(suite en page 16)



LES VIGILES DE LA "NORME" ABHORRENT LA OU LES DIFFERENCES

PAR CHANTAL CHAWAF



Viva

« QUAND je vois des travailleurs immigrés briser le macadam, ouvrir des tranchées, baigner dans la fumée du goudron brûlant, je me dis que l'esclavage moderne, ça existe. Qui voudrait les remplacer dans ces travaux pénibles, sales et inintéressants, souvent dangereux ? Quand, le vendredi soir, je vois des hommes, surtout des Maghrébins, se promener par deux ou par trois avec des airs spéciaux, de ces airs tristes de parias, ça fait mal. Ils sont toujours entre hommes — étant sous-entendu que les femmes n'en veulent pas —, c'est bouleversant. Pourtant, ils ont été, et sont toujours utilisés par notre société qui , au fond, les rejette.

« Pour ceux qui ont leur famille en France, le problème est autre. Car, chez eux, subsiste ce que j'appellerais un certain « retard ». Je veux parler des rapports qu'ils entretiennent avec leurs femmes et leurs enfants. Là, il y a à détecter une double souffrance pour ces familles : une qui s'exerce sur elles de l'extérieur ; une autre est suscitée à l'intérieur, en raison du poids de mentalités terriblement contraignantes. Je pense aux femmes exploitées par les maris, sinon surveillées par la parentèle.

« Or, en milieu musulman même, tout homme, fût-il le dernier des illettrés, leur sera toujours supérieur et, chez lui, il est le maître tout-puissant ! Les pseudo-traditions d'une religion islamique politisée, appauvrie, et même déculturisée freinent l'émancipation des Algériennes, Marocaines, Libanaises ou Turques. Ces femmes ont beaucoup à arracher à leur propre culture, dans cette différence qu'on voudrait leur garantir. Mais si cet idéal consiste à les isoler et à les maintenir dans le cercle de fer de mentalités arriérées — ce qui soulagerait sans doute pas mal de mauvaises consciences des deux côtés —, alors que signifierait cette différence ? Reconnaître les différences, d'accord, mais lorsque les travailleurs maghrébins et leurs familles ont la possibilité de respirer ; lorsque, aussi, ils peuvent trouver en eux-mêmes l'énergie d'apprendre et d'élever le niveau de leur esprit critique.

« A mes yeux, les travailleurs immigrés ont besoin de luxe. De quel luxe s'agit-il ? Le pays d'accueil, autorité invitante, doit être à même de leur donner du travail, des conditions de vie décentes, et aussi reconnaître la valeur de leur culture, faute de quoi ils ne seront pas des humains à part entière. Même chose pour nous : accablés de soucis matériels, fourbus après une journée dissipée dans un emploi aliénant, sommes-nous capables de réfléchir, de songer à notre passé, d'envisager l'avenir, d'essayer de changer les choses ?

« Je suis écrivain, et je me pose la question : est-ce que nos livres peuvent aider à modifier la vie ? Difficilement. Dès qu'on dérange l'ordre établi, dès qu'on écrit hors de l'anodin, dès qu'on passe tant soi peu à l'offensive, on n'a plus droit à l'espace éditorial espéré. Ecrivain, des problèmes d'expression et de différences se posent. C'est que l'uniformisation guette. Et je ne pense pas forcément à des éditeurs, qui s'efforcent à ce que vous pensiez, à ce que vous écriviez selon leurs vœux, c'est-à-dire selon des modèles standards imposés par le goût public le moins exigeant.

« Catalogué par les gestionnaires de la diffusion, vous serez publié à trois mille exemplaires ou à cinquante mille. Que vous reprochent ces censeurs masqués ? De faire de la littérature, simplement ; d'écrire dans une matière émotive, noueuse, à certains égards complexe, dans une langue qui va ouvrir un chemin vrai chez les lecteurs et les lectrices ; d'agir vers les autres, avec les autres, d'être reçu par les autres. Ces vigiles abhorrent la ou les différences. Or, ces différences, autre mot pour désigner la liberté de conscience et d'expression, il nous faut absolument la préserver, un peu comme s'il s'agissait d'un monument en péril. Car tout ça est menacé, indépendamment de la politique politicienne, par une dévotion à l'Argent.

« Ne trouvez-vous pas qu'il y ait quelque motif à inquiétude dans le fait que, pour satisfaire aux demandes du marché, certains écrivains se censurent ? Heureusement, mon cas est autre. C'est qu'en général je suis imprudente et téméraire. Lorsque je sens le danger, ça me stimule. Je me dis : il faut écrire, montrer, dénoncer. En même temps, l'écrivain ruse, pareil en cela à Molière. Renoncer à la recherche et à l'art, pas question.

« Pourtant, je sais que, de plus en plus, l'espace du livre est occupé par les best-sellers. La puissance publicitaire remplace celle du talent, du risque et de la durée. Ne s'agit-il pas là d'une pollution insidieuse ? Entre le best-seller et l'ouvrage illisible, c'est-à-dire le texte de laboratoire, je veux croire qu'il y a place pour une littérature ouverte à de neuves émotions.

« On me dit parfois que, dans mes livres*, je suis en avance sur le niveau moyen des femmes. C'est faux. Ce sont nos mœurs et les cadres rigides de la diffusion qui se révèlent en retard. Les lettres que je reçois de lectrices savoyardes ou pyrénéennes, anglaises ou américaines me le prouvent.

« Autre motif d'angoisse, les médias, en particulier la télévision, qui est devenue l'outil principal d'information... et de nivellement des esprits. Je constate combien la langue française, notre meilleur instrument de réflexion, s'appauvrit au profit de l'image et des littératures à l'eau de rose, tandis que les amuseurs tiennent le haut du pavé. Déjà, la musique de la langue n'est plus ce qu'elle était.

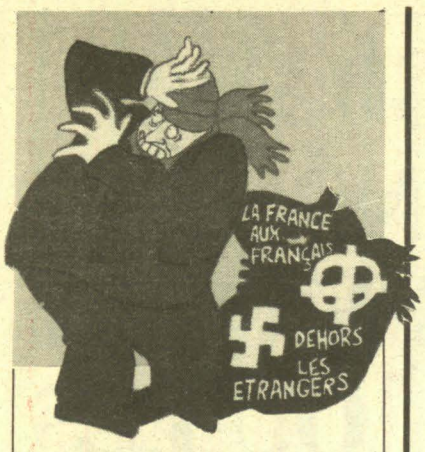
« Alors, crise économique seulement ? Le chômage est la plaie, c'est vrai. Et c'est ce fléau qui accélère la crise culturelle. Culturellement, notre histoire sombre. Regardez dans les lycées, où les mathématiques sont hégémoniques. Faute de bac C, pas de salut. Et la philosophie, fertilisatrice de la pensée et ressort des idées, est comme placée en relégation. Que de lycéens au désespoir, un désespoir alimenté par l'ennui ! Un danger réside dans la désidentification, aussi bien au niveau français qu'européen. Nous importons des feuilletons comme « Dallas » et les fast-food. Mais est-ce là l'Amérique à offrir en exemple ?

« L'écrivain, pour élargir son public de lecteurs, n'a pas à s'adapter, dans ce contexte, au dérisoire et au malsain de son temps. Pour ma part, je résiste, comme une fourmi parmi d'autres fourmis, à une langue morte charriant des sensations mortes.

« Ce sont Beckett, Michaux, Claude Simon, Marguerite Duras qui donnent confiance, et non Françoise Dorin. Notre luxe à nous est de demeurer nous-mêmes, de déranger les bien-pensants, de travailler à des thèmes actuels et dans des structures romanesques actuelles. Me croyez-vous éloignée des préoccupations secrètes des gens lorsque je traite de la maternité, de la femme dans son désir, de l'hétérosexualité, de la féminité chez les hommes, des relations parents-enfants ? »

(propos recueillis par Lucien CURZI)

(*) Chantal Chawaf a publié dernièrement « la Vallée incarnate » (Flammarion). Ses précédents romans : « Cercœur », « Blé de semence » (Mercure de France) ; « Retable » (Editions des Femmes) ; « Rougeâtre », « le Soleil et la Terre » (J.J. Pauvert) ; « Maternité », « Landes » (Stock) ; « Crépusculaires », « les Surfaces de l'orage » (Ramsay).



LE REVEIL DES VIEUX DEMONS

(suite de la page 15)

« épreuve », mais comme une injustice. Dans le même temps, d'autres revendications interpellent le juge : celles de la mère célibataire désireuse d'avoir un enfant, celles de la veuve, celles même de couples homosexuels, revendications dont la satisfaction ferait exploser aux dires de certains juristes le cadre juridique que nous connaissons actuellement.

Mais en même temps qu'émerge cette liberté nouvelle qu'offre la science, émergent d'autres questions. Qui dit liberté dit responsabilité, choix. Tout était si simple autrefois. Pas d'angoisses. Voici qu'aujourd'hui chacun est seul. Pas tellement devant la détresse, mais devant son désir. Le couple stérile devant ce désir — clairement formulé, mais pas nécessairement clairement appréhendé dans tous ses « ressorts » — d'avoir un enfant (pourquoi ? pour qui ?), désir qui l'engage peut-être plus que tout autre couple. Désir peut-être plus profondément angoissant que le malheur dont on nous a dit durant des siècles qu'il fallait s'en accommoder. Le paradis est sur terre, il a nom « enfant ». Mais si, par hasard, ce désir venait à être déçu par l'objet même du désir ?

Voilà le médecin devant de nouvelles responsabilités éthiques, devant de nouveaux choix : à qui donner la priorité de ces « soins » ? Jusqu'où aller trop loin ? Quels désirs sont légitimement recevables ? Voilà le donneur, dans le secret de son acte, devant ses motivations. Voilà le juriste devant son incertitude à devoir légiférer. Voilà la société tout entière, fragmentée en autant de cellules familiales, repliées sur elles-mêmes dans l'attente du bonheur. Voilà chacun devant ses désirs, ses fantasmes dont on ne sait pas trop si demain ils deviendront réalités, chacun devant ses incertitudes, devant ses craintes et ses fascinations. Voilà la société menacée dans ses valeurs.

Et cette mort qu'on n'en finit pas de repousser

C'est évidemment le lot de toutes les sociétés d'évoluer. Mais l'un de ses fondements est considérablement ébranlé : la famille. D'ores et déjà, les pistes de la « filiation » sont sérieusement brouillées, entre le père génétique — volontairement resté dans l'ombre — et le père « adoptif » qui parfois revient sur sa décision d'adopter l'enfant de sa femme, fécondée sans son concours, entre la mère génitrice, la mère gestatrice et la mère éducatrice.

Cette dissociation ne semble pas nouvelle au sociologue qu'est Bruno Latour (1), présent au colloque « Génétique, procréation, et droit ». Elle aurait déjà été amorcée au XIX[e] siècle, distinguant la famille de l'unité de production. Auparavant on transmettait une terre, un bien, un nom, on transmet aujourd'hui une éducation et de l'amour. De quoi s'interroger sur sa propre identité, sur sa propre mort ! Autrement angoissant que de s'interroger sur la transmission d'un patrimoine, fût-il un génome.

La famille « craque ». Ce n'est pas nouveau non plus. « A partir du moment où plus rien d'essentiel économiquement ne passe par la famille, écrit Bruno Latour, il est possible d'en relâcher tous les constituants (famille élargie, localisation de l'espace, puis divorce, puis concubinage). La séparation maintenant du coït, de la conception, de la gestation, de l'éducation ne fait que continuer une tendance déjà amorcée au siècle dernier. De même que l'on a substitué au mariage « arrangé » le mariage d'amour, de même on peut substituer à la naissance « naturelle » la naissance « arrangée ». »

Aucune nécessité, aucune convenance, mais l'élection et la volonté cimentent le destin de la famille. « Cependant, ajoute Bruno Latour, cela ne veut pas dire qu'il y ait relâchement des mœurs, mais que chacun est tenu par ailleurs dans des liens autrement plus forts qui rendent secondaires ceux de la famille. » En fait la science pose à la société cette question : « Qu'est-ce que la société considère comme le lien social essentiel par rapport auquel il sera possible de légitimer des positions de bioéthique ? »

Force est de constater que, sur les grands problèmes éthiques, le consensus est loin de se faire lorsqu'on est devant les faits accomplis par les progrès de la science. Il se refait autour de la notion de la « personne humaine », dès que celle-ci semble menacée d'être « dénaturée » par les manipulations génétiques par exemple. Les « progrès à venir » réveillent d'autres craintes, agitent les fantasmes, soulèvent — à juste titre ou à mauvais escient — l'indignation et posent des questions fondamentales. On peut manipuler les gènes... Mais de quel droit ? Dans quel dessein ? Et qu'est-ce que l'individu, si l'on peut sans vergogne pénétrer dans l'intimité de ses chromosomes ? Qu'est-ce que cette vie qu'on peut bricoler à loisir ? Et cette mort qu'on ne finit plus de repousser au point qu'elle semble révoltante lorsqu'elle survient par exemple sur la table d'opération ?

Des questions plus immédiates, plus concrètes se posent d'ores et déjà. Le temps n'est pas loin où l'on pourra connaître la carte génétique d'un enfant à naître. De la carte génétique à l'enfant à la carte, il n'y a qu'un pas. Ne serait-ce que par élimination. Et après tout, si on réclame le droit à l'enfant, pourquoi ne le forgerait-on pas selon ses critères, ses désirs. Voici la liberté prise à son propre piège. Le progrès scientifique ouvre un espace à la liberté, mais il ne nous donne pas la clef pour accéder à cet espace. Et voici chacun devant sa conscience... et son inconscient. Liberté certes... liberté d'avoir un enfant selon ses rêves ? C'est faire peu de cas de celle de l'individu à venir.

Et s'il n'y avait que les parents à avoir des songes. Hélas les sociétés enfantent aussi des cauchemars. « L'eugénisme, comme le note Bruno Latour, a désormais les moyens de sa politique. »

On n'en est pas encore là. Le diagnostic prénatal rend à ce jour d'inappréciables services. Beaucoup de couples — touchés par le désespoir d'une naissance anormale — se remettent à envisager d'avoir un autre enfant, justement parce que ce diagnostic prénatal existe.

Quant aux manipulations génétiques, la communauté scientifique s'est montrée jusqu'à présent très prudente. Elle s'est imposée une évaluation de ses recherches, en instituant des comités éthiques ouverts à des non-scientifiques. Pour beaucoup, les craintes de lâcher dans la nature des micro-organismes pathogènes, de modifier les grands équilibres écologiques ou d'appauvrir le patrimoine génétique de l'humanité se sont révélées vaines. Là n'est donc pas la question fondamentale. L'angoisse qui étreint chacun de nous a d'autres causes. Elle touche bien à la vie, au sexe, à la mort, elle est tapie au cœur de l'individu « unique et irremplaçable ». De vieilles angoisses en quelque sorte que la science ne fait que réveiller et éclairer d'un jour nouveau. Qu'en faire ? Les ruminer ? Ou, au contraire, les partager ? Se confronter à d'autres valeurs, à d'autres civilisations, d'autres hommes. Etre humain, n'est-ce pas aussi partager avec d'autres l'angoisse d'être hommes ? En faire don en quelque sorte. ●

(1) Du Centre de sociologie de l'innovation. Ecole des Mines.



La presse ignoble dans tous ses états

Le mercredi 27 février, une retraitée de 71 ans était découverte noyée dans sa baignoire, rue Ordener, dans le XVIII[e] arrondissement. Le lendemain « le Parisien libéré » consacrait toute sa première page à l'événement avec un titre en caractère d'affiche. « XVII[e] : un 9[e] assassinat » et un plan de l'arrondissement, rappelant les lieux des huit meurtres de vieilles dames d'octobre et novembre avec ce commentaire : « Au pied de la butte Montmartre, dans ce secteur maudit qu'on appelle désormais le périmètre de la peur. » Suivait en page 2, sous le titre « Sûrement Lui », un article affirmant que le fameux « assassin de la pleine lune » était revenu et qu'« avec ce nouveau crime la psychose du tueur du XVIII[e] va se réinstaller dans l'arrondissement déjà traumatisé ». Et pour faire bonne mesure, on ajoutait une série de mini-interviews d'un style très particulier :

— Mme Ginette R. (de Montrouge) (sic) : « Je suis sûre que c'est le tueur du XVIII[e]. Maintenant il ne va plus se gêner ! »

— Mme Madeleine S. (Clichy) (resic) : « Moi, j'étais sûre qu'il ne s'arrêterait pas. »

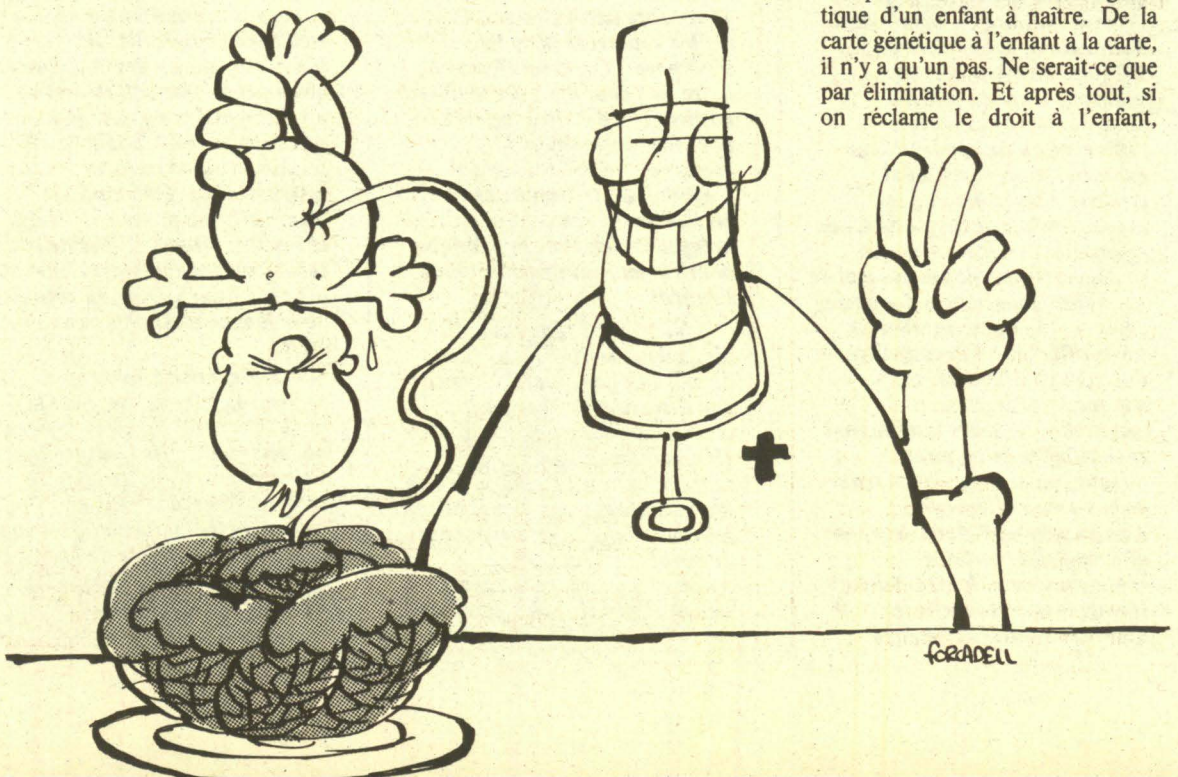
— Sylvie B. (Antony) (reresic) « Je ne suis pas du XVIII[e], mais si ma grand-mère y habitait, je lui conseillerais de déménager.

Car vraiment on se moque du monde ! »

Quelques heures plus tard, l'assassin de la malheureuse retraitée était arrêté par la police. Il s'agissait d'un homme de 33 ans, familier de la victime à laquelle il cherchait à extorquer de l'argent. Il ne s'agit ni d'un immigré ni d'un drogué, et son crime n'a rien à voir avec les précédents. Du coup, cela n'intéresse plus « le Parisien libéré » qui ne consacre à cette arrestation effectuée en un temps record qu'un petit article en page 9 avec cependant un titre destiné à tenter de justifier le montage de la veille : « L'autre... c'est pour quand ? »

Ce n'est évidemment pas d'aujourd'hui que certains journaux — du « Parisien » à « France-Soir » — se sont fait une spécialité du « sang à la une ». Mais ils atteignent à l'ignoble quand sous couvert d'un journalisme qui déshonore la profession ils entretiennent sciemment une psychose de peur pour pouvoir accuser le gouvernement de ne pas assurer la sécurité !

C.E.



La chronique littéraire de Claude Glayman



DES HOMMES CONTRE

Minoritaire, la résistance allemande à Hitler fut bien réelle et en dépit de la brutalité de l'embrigadement la vie continuait. C'est le mérite des ouvrages de Jean Marabini et de Thomas et Klaus Mann de nous en apporter la preuve.

**** Jean Marabini : « la Vie quotidienne à Berlin sous Hitler » — Hachette.***

**** Thomas Mann : « Appels aux Allemands 1940-1945 » — Balland/Martin Flinker.***

**** Klaus Mann : « le Tournant » — Solin — Traduit de l'allemand par Nicole Roche.***

EN cette année de quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme, on peut lire quantité de documents analysant et décrivant la responsabilité allemande. Il est vrai que les leçons apprises au cours des quarante années écoulées conduisent à relativiser la culpabilité allemande. Nous savons désormais que le XX^e^ siècle est multicoupable, et que bien malin ou singulier celui qui oserait se déclarer innocent et étranger au sang versé. A l'inverse, il est également vrai que le patient approfondissement et la perspicacité des études historiques montrent que, s'agissant de l'Allemagne, aucun jugement ne saurait être manichéen, unilatéral, niveleur.

C'est là le principal mérite du livre de Jean Marabini : sous Hitler, Berlin n'a pas été monolithique. Une grande métropole comme Berlin ne peut être décrite comme une entité d'une seule pièce. Ce qui prouve plus généralement que l'Allemagne hitlérienne ne ressemble pas seulement à ces images d'unanimité où l'on aperçoit une forêt de bras levés faisant le salut au dictateur... ne serait-ce que parce que, comme on dit bêtement, les hommes sont les hommes et qu'ils trouvent souvent des accommodements avec le ciel... Il y a eu des périodes de hautes eaux auxquelles ont succédé des revers et de basses eaux.

Au soir du 30 janvier 1933, la capitale allemande semble livrée aux S.A. de Röhm bien qu'un meeting communiste soit prévu pour stopper Hitler, un Hitler, ému, le lendemain, jour de son intronisation comme chancelier. Un certain Hoffman, son photographe attitré, le conseille sur les meilleures poses à prendre pour impressionner les foules ; le personnel nazi dans son ensemble est très énervé, les portes des bureaux et des autos claquent, les téléphones ne cessent de sonner, les journaux allemands sont sur les dents et « couvrent » l'événement avec une remarquable célébrité. Des familles juives bien avisées s'apprêtent à partir. Des artistes ont la même réaction, Erwin Piscator le metteur en scène de théâtre, George Grosz le dessinateur, tandis que Fritz Lang, Ernst Lubtisch continuent à tourner dans les studios de la célèbre firme U.f.a. Au « Café » les victimes, les proscrits se croient encore en sûreté et trinquent à la nostalgie perdue.

La panique voire la terreur cependant ont déplu aux larons de la Ruhr et, en 1934, ils ont négocié avec Hitler la décapitation de la S.a. par la S.s., on ne veut plus de « bolchevisme noir ». Du coup la Reichwehr devient la Wehrmacht. La période qui suit est plus calme, ce sera le triomphe des jeux Olympiques de 1936 : Jesse Owens, l'athlète noir, rivalise avec la cinéaste nazie Leni Riefensthal. Peu après, on organise à Berlin une exposition de peinture française, celle-ci fût-elle dégénérée. En plus de l'argent, Göring affecte d'apprécier les œuvres d'art. Néanmoins en conclusion de l'ensemble de cette période berlinoise, l'auteur note : « En 1938, en un seul lustre, les Berlinois sont passés d'une extrême indépendance d'esprit à un pesant conformisme. »

La propagande radiophonique du docteur Goebbels ne fait guère dans la finesse. Hitler a purgé l'armée, conclu l'Anschluss, rendu visite à Mussolini. L'industrie de guerre s'implante, et l'architecte Albert Speer doit l'inclure dans ses projets d'aménagement urbain, tandis que des esclaves vont progressivement peupler des baraques de la métropole. Deux univers extrêmes se côtoient avec de multiples nuances intermédiaires. Les rivalités entre les dignitaires du régime ajoutent à la complexité du tableau. Marabini insiste sur le rôle primordial de Heydrich, il éclaire l'originalité de l'amiral Canaris et de ses fameux services secrets qui joueront double, voire triple jeu.

La « Nuit de cristal » (du 9 au 10 novembre 1938) marque un nouveau tournant dans l'antisémitisme d'Hitler, elle ne provoque dans l'ensemble que l'indifférence des Berlinois. Le traditionnel esprit « frondeur » de ces derniers n'est illustré, si on peut dire, que par la mise en place de quelques réseaux d'aides aux victimes juives, dans la haute société surtout (celui de Frau Bärchen par exemple). Pourtant au moment de Munich, c'est la célèbre conférence même qui « sauve » Hitler, menacé par des complots, et guère populaire. Daladier, Chamberlain auraient dû savoir ! Retour du balancier, le « lâche soulagement » porte le Führer au zénith : il a tout juste 50 ans ! S'apprête à traiter avec Staline. Nous arrivons à la guerre qui évidemment change tout.

A Berlin, les artistes sauront profiter de ce que les événements accaparent de plus en plus les chefs et leurs énergies : Goebbels, Göring, les protecteurs, par nécessité, relâchent les rênes. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les visites d'artistes étrangers. Nous considérons comme collabos les vedettes françaises qui se sont rendues à Berlin ; vu de là-bas on a la sensation d'un peu d'air frais. C'est qu'avant même les bombardements de la capitale — en 1940 ceux de la R.a.f. sont plutôt symboliques — l'atmosphère de la capitale est devenue étouffante. Berlin se mue en une ville soit d'étrangers (travailleurs raflés dans les pays occupés, S.t.o., etc. Cavanna en sera), soit de vieillards, d'enfants, de femmes (ces dernières sont de plus en plus seules). On continue de faire la noce, mais furtivement, avec les permissionnaires et dans l'angoisse du lendemain. Après l'attaque de l'U.r.s.s. et l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'objectif d'Hitler est de mobiliser son peuple, sinon même de le punir selon une thèse célèbre (voir le livre de Sébastien Haffner et « L'Unité » n° 499).

Marabini indique : « Il va briser la passivité allemande, réveiller son potentiel toujours disponible de volonté de puissance, de patriotisme et d'énergie. » En janvier 1942, la conférence de Wannsee préconise la solution finale du problème juif ; dans la foulée Berlin organise des funérailles nationales pour Heydrich abattu à Prague (ce seront les seules funérailles nationales du régime). En août de la même année, le cuisant échec des alliés à Dieppe est l'occasion des dernières grandes festivités à Berlin. Marabini décrit la diversité des nourritures qu'on trouve à Berlin et qui proviennent des quatre coins de l'Europe depuis le caviar russe, les olives grecques, jusqu'au sprat de Norvège et au foie gras du Périgord !

Après, le sort de la guerre tourne définitivement. Stalingrad, le débarquement en Sicile, le bombardement des sites « d'armes nouvelles », la formidable désinformation exercée sur l'appareil allemand par les services alliés en sont les signes les plus marquants. A Berlin désormais on ne porte plus les deuils (il y en a trop), les moins de 20 ans sont entraînés militairement, on organise des soirées dansantes dans les bunkers, les tracts de la Résistance se multiplient, la loterie, elle, fonctionne toujours. Nous voici dans l'atmosphère d'apocalypse chère à Visconti. Le 1^er^ mai 1944 est une bien triste fête du peuple allemand. Plus le moral se délite, plus les bureaucrates successifs de l'appareil nazi exaltent la victoire finale et font régner la discipline. Hitler, qui a toujours eu la baraka, échappe à l'attentat du 20 juillet 1944, bagatelle, il fait fusiller 4 000 officiers ! Von Paulus, vaincu de Stalingrad, invite à la reddition sur les ondes de Radio Moscou. En 1944, le climat oscille entre la trahison généralisée et la terreur totale. Crainte de l'arrivée des Russes, espoir ultime dans les Anglo-Américains, Berlin est rasée. Mai 1945, un vieillard qui a hissé le drapeau blanc une minute trop tôt, est abattu par un S.s., et dans les rues en ruines on aperçoit, le 8 mai, Frau Bärchen, toujours debout, qui commence à les relever.

La lecture des documents de Thomas Mann et de son fils Klaus est d'une tout autre nature. Dans les années trente et quarante Thomas Mann est le plus célèbre écrivain allemand vivant, il a reçu le Nobel et ne s'est engagé que progressivement contre le régime, poussé par son fils Klaus et sa fille Erika. Il est vrai qu'en 1914/1918 il a été outrancièrement opposé à l'Occident, voyant dans l'Allemagne un symbole universel de protestation.





Keystone

Klaus et Thomas Mann.

Réfugié aux Etats-Unis, la B.b.c. de Londres lui demande de s'adresser régulièrement aux Allemands et en allemand, d'où ce recueil d'allocutions dont la dernière est datée du 10 mai 1945. Thomas Mann n'a jamais douté de l'effondrement final d'Hitler qu'il haïssait au-delà de ce que permettent les mots. Sa foi va à la démocratie américaine, à la Charte de l'Atlantique préconisée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et au président Roosevelt.

Mais s'il vénère ce dernier, il croit également dans les promesses de Staline, et il estime que le nazisme a volé aux nations l'idée européenne. Il rappelle sans cesse le mépris du dictateur pour son peuple. Ses textes jalonnent les grandes dates des hostilités, et à chaque Noël il ne manque pas de le célébrer en s'adressant à ses concitoyens. Ce recueil constitue un document à l'état pur sur le courage, la foi et sans doute la naïveté d'un humaniste de grand talent comme le monde en a naguère produit. Il faut le lire pour son propre intérêt et pour sa nostalgie.

D'un intérêt plus puissant apparaît « le Tournant » de Klaus Mann qui se serait sans doute senti récompensé de se voir préférer son dernier gros ouvrage, commencé en 1940 aux Etats-Unis, à une production d'un père trop admiré. Si l'auteur du célèbre « Mephisto » (adapté au théâtre par Ariane Mnouchkine et au cinéma par Istvan Szabo) raconte l'enfance des Mann, l'extraordinaire vie dans le Berlin des années vingt, les amitiés ambiguës (Klaus Mann était homosexuel), le cosmopolitisme européen, c'est surtout pour la partie consacrée à l'exil antifasciste datant de 1933 qu'il nous intéresse ici. Rapprochement à tenter entre le prix psychologique payé par des hommes loyaux et solitaires, victimes de l'indifférence et du confort des démocraties et la situation d'étrangeté des dissidents actuels du totalitarisme soviétique. Eloges à adresser à la petite maison Solin pour avoir enfin publié ce pavé. Peut-on dire qu'il y a un échec de Klaus Mann, attesté par son suicide à Cannes le 21 mai 1949 ? Beaucoup de considérations personnelles expliquent ce geste, et il ne faut pas tout ramener à la politique. Du moins peut-on affirmer qu'il existe une expérience allemande, minoritaire et réelle, de la résistance au totalitarisme que nous avons tout intérêt à bien connaître et non à schématiser. Grâce en soit rendue aux trois livres présentés dans cette chronique.

LISEZ AUSSI

**** Peter Hoffmann : « la Résistance allemande contre Hitler » — Balland.***

Un volumineux document — à la hauteur des recherches et de la documentation — qui tisse la toile des tentatives successives d'élimination d'Hitler. Eclairage prolongé et remarquable sur la journée du 20 juillet 1944. Indispensable !

**** Jörg Von Uthmann : « le Diable est-il allemand ? » — Denoël, coll. « L'infini ».***

A travers quelque 180 citations de la littérature allemande et française, ce que les deux peuples, naguère ennemis, ont réciproquement émis comme préjugés. Edifiant !

**** Fred Uhlman : « Il fait beau à Paris aujourd'hui » — Stock, récit.***

Par l'auteur du bouleversant « Ami retrouvé », ce que fut l'exil d'un juif allemand en France puis en Grande-Bretagne. La sobriété au service de la tragédie.

**** Walter Abish : « Allemand, dites-vous ? » — Flammarion, roman.***

L'Allemagne a-t-elle changé ? Un roman au présent déchiffre les signes de cette métamorphose et nous plonge au cœur de l'histoire. Par un écrivain, né à Vienne, vivant actuellement aux Etats-Unis où son livre a obtenu un immense succès.

**** Hanna Johansen : « l'Analphabète » — Gallimard, récit.***

La guerre, terrible, vue du côté des civils allemands et par une petite fille. La discrétion et l'émotion de la femme de l'écrivain Adolf Muschg et dont le même éditeur a déjà traduit « l'Horloge arrêtée ».

LA VIE D'ARTISTE cinéma



Ann Bancroft dans « A la recherche de Garbo ».



Sally Fields dans « les Saisons du cœur ».



Jennifer Jones et Van Heflin dans « Madame Bovary ».

Kipa

NOSTALGIQUE

Une divine petite bulle

Voir Garbo et... mourir. C'est l'ultime souhait d'Estelle Rolfe, divine madone des droits de l'homme, qui a passé plus de trente années de sa vie à militer en tous sens, à batailler de-ci de-là, au risque de briser son ménage et de négliger sa progéniture. Mais voilà : sous cette carapace de pasionaria battait un cœur de midinette dont les rêves s'appellent Greta. La divine l'a accompagnée dans tous ses combats ; son visage est en surimpression permanente avec chaque image de son existence, alors Estelle, brisée par la cancer, veut rencontrer son rêve. Et son rejeton préféré est chargé de pister la mystérieuse. Quitte à en perdre femme et travail. Quelle jolie comédie que ce « Garbo talks » (titre original cent fois préférable à sa traduction) où Sydney Lumet a glissé de la nostalgie, de l'humour et de la tendresse à ne plus savoir qu'en faire !

Cela ne va pas très loin, une petite bulle de savon d'une heure quarante, mais on en sort léger. Et admiratif aussi : Anne Bancroft, méconnaissable en malade au regard noyé, prouve une fois de plus qu'elle aussi est une divine.

F.G.

** « A la recherche de Garbo », de Sidney Lumet. Avec Anne Bancroft, Ron Silver, Carrie Fischer...*

MATERNELLE

Les solitudes du cœur

Une femme seule qui se bat, jusqu'à l'extrême limite de ses forces, pour conserver sa maison, pour faire vivre ses enfants, le tout sur fond de crise : nous sommes en 1933, dans une petite ville du Texas, concentré d'Amérique profonde. En piste pour les bons sentiments, soupirez-vous, d'autant que Robert Benton, avec son « Kramer contre Kramer », ne nous a rien épargné de la nunucherie américaine.

Mais « les Saisons du cœur » évitent l'écueil, malgré une morale de bon-petit-soldat, « aide-toi, le ciel t'aidera ». Il y a dans ce film beaucoup plus : le désespoir de l'inévitable solitude, l'art de capter le frémissement des âmes, sans tralala. Simplement grâce à Sally Field, merveilleuse actrice. Grâce à des personnages subtilement dessinés. Grâce à la photo de Nestor Almendros, impeccable parce qu'évitant les dangers de l'esthétisme. Et une fin surprenante, sublime, qui vous laisse le cœur tordu d'émotion.

F.G.

** « Les Saisons du cœur », de R. Benton, avec S. Field, L. Crouse, E. Harris...*

COUP DE CŒUR

Ann Bancroft, divine, avec la chaleur en plus

Superbe d'insolence, fière, libre, elle était fantastique. La passion, l'humour, le courage, malgré la vie qui l'avait meurtrie, les hommes qui l'avaient trahie. Une femme de chair, une femme vibrante. L'inoubliable Dr Cartwright de « Seven women » (« Frontière chinoise »), l'un des plus beaux films de John Ford. Il faut se la rappeler, débarquant quasiment par hasard dans une mission catholique, cheveux bruns coupés court, cigarette au bec, et se souciant du « benedicite » comme de son premier stéthoscope. C'était à mourir de rire, c'était grave et tendre. C'était sublime.

Car elle est sublime, Ann Bancroft, que l'on retrouve aujourd'hui en militante féministe stoppée dans son élan par la maladie, et dont le plus cher désir, avant de mourir, est de rencontrer Garbo. Cette « Divine » dont la présence a ponctué tous les moments importants de sa vie, Garbo qu'elle aime, Garbo qui lui tient chaud au cœur. Un jour viendra, enfin, où elle la verra. Et, l'espace d'un long monologue, Bancroft se dévoilera. Se racontera, dira tout. Une scène d'anthologie.

Bancroft qui a tellement de talent, et qui apparait si peu dans les histoires du cinéma. C'est vrai qu'elle n'a pas toujours été à la fête : des tas de seconds rôles dans les années cinquante – deux fois d'ailleurs aux côtés de Marylin dans « Troublez-moi ce soir » et « Niagara » –, pour, la pauvre, pas mal de navets. Déçue par le 7e art, elle se tourne alors vers le théâtre. Avec succès. C'est « Deux sur la balançoire », c'est, surtout, « Miracle en Alabama ».

Un miracle qui a fait tilt dans la tête d'Arthur Penn. Bancroft était une Annie Sullivan parfaite sur les planches, il l'engagera pour son film. Et l'actrice obtiendra un Oscar – partagé avec Patty Duke, qui jouait la fillette aveugle, sourde et muette – pour sa bouleversante interprétation de l'institutrice sudiste. Si Bancroft n'a pas fait tout ce qu'elle aurait pu faire au cinéma, elle a quand même tourné deux chefs-d'œuvre. Avec Ford, et avec Penn.

Deux chefs-d'œuvre qu'elle a marqué de sa marque à elle. De sa beauté, de sa présence, de sa joie de vivre, et de cette troublante séduction qui est son signe distinctif. La Mrs Robinson du « Lauréat », c'est quelque chose. La famme de quarante ans dans toute sa splendeur.

Désirable et perverse vulnérable et touchante. Dans un autre registre, l'héroïne du « To be or not to be » de Mel Brooks – Mrs Bancroft à la ville – fait très fort. Drôle, émouvante, aussi douée pour les claquettes que pour les sanglots à répétition, elle est la comédienne inspirée dont tout metteur en scène rêve. Pas une divine, mais presque. Le mythe en moins, la présence, la chaleur en plus.

MARTINE DUCOUSSET

RIGOUREUX

Devine qui a tué ce soir

Des effets de la ségrégation, nous ne savons pas grand-chose. « Soldier's story » est le premier film à s'attaquer au sujet magistralement.

1944 dans le « Sud profond ». Une compagnie de Noirs attend d'être envoyée au front, en Europe. Son sergent est assassiné. Pour mener l'enquête, le capitaine Davenport, un des premiers officiers noirs, arrive de Washington. Enquête policière, qui épouse les mécanismes du préjugé, pour mieux dénoncer le racisme. Et ses paradoxes. Car ces hommes prisonniers du système ségrégatif vivent des rapports troubles, faits de violence refoulée, de tentatives d'identification, d'intériorisation des valeurs dominantes. Et cherchent à exclure de leur groupe la brebis galeuse, le mauvais Noir : celui que les Blancs méprisent, celui qui cherche à ressembler à ses bourreaux...

Ce mécanisme d'exclusion calqué sur celui du racisme, Norman Jewison le démonte avec rigueur. Et humour. En offrant à des comédiens noirs des rôles à la mesure de leur talent. C'est nouveau. Et réconfortant.

F.de G.

** « Soldier's story », de N. Jewison, avec H.E. Rollins et A. Caesar.*

RIDICULE

L'amour médecin...

Entre le sublime et le ridicule, c'est bien connu, il n'y a qu'un pas. Et les idées géantes peuvent parfois accoucher d'un résultat nain. C'est ce qui vient d'arriver à Andrzej Zulawski, embarqué dans une galère frénétique qui a pour nom « l'Idiot » de Dostoïevski. L'univers russe obsède ce monsieur, cela peut se comprendre. Et les transcriptions ne sont pas a priori des genres à rejeter. Mais voilà : le baroque est un style casse-gueule entre tous et croire qu'il rime obligatoirement avec hystérie, c'est se flanquer le doigt dans l'œil jusqu'à l'omoplate. Alors, dans « l'Amour braque », on hurle, on se déchire, on navigue en eaux troubles. Les pourris sont dégueulasses, les femmes sont des putains, l'univers est noir. Mais à être aussi noir, il n'en est plus inquiétant. La surcharge crée l'insignifiance. Et la caméra de Zulawski a plus à voir avec les travaux de Charcot qu'avec le septième art.

F.G.

** « L'Amour braque », d'Andrzej Zulawski. Avec Sophie Marceau, Francis Huster, Tchéky Karyo.*

LATINO-AMERICANO

L'Eldorado n'est pas celui qu'on croit

Voilà la triste et édifiante histoire de Rosita et d'Enrique. Deux jeunes paysans guatémaltèques qui fuient les massacres perpétrés dans leur petit village indigène au beau milieu des montagnes boisées de l'Amérique centrale. Des paysages magnifiques, une végétation luxuriante et envahissante où les militaires règnent en maîtres absolus. Alors, fuir ? Facile à dire, mais vers où ? Les échos publicitaires de « l'Américain way of life » ont fait et font toujours des ravages chez

les populations opprimées au sud du Rio Grande. Nos héros choisissent donc d'aller vers le nord, vers les Etats-Unis.

Rosita et Enrique vont connaître tous les malheurs dans leur longue marche vers la terre promise. Voyage initiatique. Nos jeune gens deviennent des adultes et à l'arrivée, « la lutte impitoyable pour survivre », ils déchantent vite et le mirage américain se révèle être un piège mortel.

Quelque peu didactique, ce film oscille en permanence entre le documentaire, bien fait, et le drame de mœurs, bien joué. Dommage que le metteur en scène n'ait pas pu résister — à la fin — à la tentation « populiste » très vivace dans un certain cinéma latino-américain ; la maladie fatale qui frappe Rosita sort tout droit de l'arsenal du roman-feuilleton télévisé. A pleurer. A part ça, un film à voir, surtout par ceux qui ne savent pas que El Norte ce n'est pas le Pérou.

C.F.-L.

**** « El Norte », de Gregory Navas, avec Zarde Silvia Gutierrez, Daviol Vilanpando, Ernesto Gomez Cruz et Alicia del Lago.***

FOU

Cinglé mais pas si drôle que ça !

« Brazil ». Un film où l'ordinaire baigne dans la folie. L'histoire est folle. L'atmosphère est schizophrénique. Les personnages sont cinglés par la débilité de la technocratie environnante. Honte de l'éducation « Tout électrique-tout mécanique ». Même le rêve est robotisé.

« Brazil », troisième film de Terry Gilliam, est fou, mais pas si drôle que ça. Le comique théorique désopilant de la situation aurait plutôt tendance à rendre le sourire... triste. Et de tristesse à ennui, il n'y a qu'un pas que, hélas, on a vite franchi. Il y a eu « Monty Python » et « 1984 ». Eux resteront. Il y a « Brazil ». C'est tout.

D.D.

**** « Brazil », film de Terry Gilliam.***

INVOLONTAIRE

Le rêve passe

Côté jurons, ils en connaissaient un paquet, les comédiens de l'âge doré du cinéma hollywoodien. Bien comme il faut dans leurs films, mais charretiers éhontés pendant le tournage. A chaque prise ratée — pour un mot de trop, un bafouillage, un trou de mémoire — c'était à qui ferait plus grossier que l'autre. Tout ça, on le voit dans « Hollywood graffiti », le film de montage de Doug Rossini. Un film d'autant plus drôle qu'il s'abstient de tout commentaire, et nous propose une suite de gags involontaires, et de scènes d'actualité, repêchés dans les archives de La Mecque du cinéma. Un film d'autant plus fort qu'il préfère, à la nostalgie, la dérision. Tout ce petit monde, toutes ces grandes stars, c'est quand même du passé. Une légende bien sûr, mais terriblement démodée. Un monde de rêve trop envahi par le carton-pâte. Un univers de toc parfois déchiré par la fulgurance du malheur. C'est Judy Garland bouffie et déjà détruite à la première d'« Une étoile est née », c'est Bogart amaigri faisant peu de temps avant sa mort des essais de costumes avec Lauren Bacall. Là, on arrête de rire. Parce que ce n'est plus du cinéma. Le rêve a passé.

M.D.

**** « Hollywood graffiti », produit par Ron Blackman et Bruce Goldstein, montage de Doug Rossini, avec... le Tout-Hollywood.***





« Soldier's Story ».

FESTIVAL DE BERLIN

Un palmarès trop œcuménique pour être honnête

Près de 100 films en 10 jours ; Berlin atteint la cote d'alerte et tout compte rendu de ce Festival gagné par l'obésité suppose de piquer ici et là quelques joyaux, au milieu d'une production tellement inflationniste qu'elle est bien évidemment encombrée de films dont on aurait pu se passer dans une compétition internationale.

On a beaucoup parlé d'une crise du cinéma ouest-allemand, qui trouverait difficilement des successeurs à Wim Wenders, Rainer Fassbinder, Werner Herzog ou Volker Schlöndorf, devenus progressivement des internationaux du cinéma. On désigne à juste titre M. Zimmerman, ministre de l'Intérieur C.s.u. (en R.f.a. c'est l'Intérieur qui gère les problèmes culturels), comme le principal responsable des graves problèmes rencontrés par le cinéma de R.f.a. Il a, en effet, affirmé à plusieurs reprises que l'Etat ne devait plus subventionner de films qui ne soient assurés du succès public ! Pourtant, avec de petits budgets, des jeunes créateurs ont continué à produire quelques films qui témoignent d'un renouvellement créatif incontestable. C'est le cas de « Lieber Karl » (« Cher Karl »), œuvre d'une toute jeune réalisatrice autrichienne, Maria Knili, ou encore celui de « Zuckar Baby » de Percy Adlon qui nous emmène dans le métro berlinois où une femme obèse se morfond d'amour pour un conducteur de rames. Ce cinéma intimiste — manque de moyens oblige — est très réussi pour la plongée qu'il permet dans la vie de Berlinois ou Autrichiens « lambda ».

Dans « l'Avenir d'Emilie » (Flugela und Fesseln) une coproduction franco-allemande où Brigitte Fossey joue presque son propre rôle, celui d'une vedette de cinéma déchirée entre sa nostalgie de la vie familiale et sa vie professionnelle, on a affaire à un propos plus ambitieux. Dommage que la trame romanesque soit si outrée ! S'il ne reste que quelques archéo-féministes c'est en R.f.a. qu'on les trouvera, et Helma Sanders, la réalisatrice du film, est leur prophétesse.

C'est en compétition que la R.d.a. présentait « la Femme et l'étranger » de Rainer Simon, adaptation du bon livre de Léonard Franck. 1917, deux prisonniers allemands sur le front russe travaillent de concert dans une espèce de steppe désertique. Les prisonniers sont gardés par des Soviétiques qui viennent de faire leur révolution. Curieux clin d'œil politique que cette description de la dureté des conditions de vie de ces deux pauvres Allemands sous le joug soviétique. Richard n'arrête pas de vanter à Karl les mérites de son épouse Anna, et, un beau jour, Karl arrive à s'échapper, laissant Richard. Karl va bien sûr chez Anna et tente de se faire passer pour le mari. Anna n'est pas dupe de la supercherie, mais se laisse séduire par ce nouveau-venu qui sait déjà tout de son passé.

Le retour de Richard, qui permet d'évoquer les espoirs révolutionnaires soulevés par la révolution allemande de 1918-1919 (là l'orthodoxie politique est au rendez-vous), conduit à la situation dramatique qu'on imagine. Richard avait tout dit à son ami Karl et la parole a créé une relation nouvelle. Remarquable actrice, Katherine Waligura (Anna) donne à ce film son épaisseur et une qualité exceptionnelle qui vaut à ce film un Ours d'or mérité.

Difficile de justifier de la même façon le reste du palmarès qui semble avoir couronné tous les pays, pour éviter tout incident diplomatique. Berlin est aussi un pont lancé vers l'est, et Moritz de Hadeln, le directeur du Festival, a dû sans doute peser dans le sens d'un strict équilibre entre l'Est et l'Ouest du point de vue de la distribution des « oursons ». Ainsi, l'U.r.s.s. récolte son Ours d'argent avec « le Descendant des léopards des neiges » de Talamush Okeyev, film kirghize qui vaut seulement par ses qualités ethnologiques.



Fernando Gomez dans « Stico ».

Les Etats-Unis présentaient une production impressionnante à Berlin. Robert Benton a remporté un Ours d'argent pour sa mise en scène des « Saisons de cœur » (voir ci-contre). Il y avait pourtant de bons films américains à Berlin, hélas ignorés au palmarès. « Heart Breakers », par exemple, de Bobby Roth, qui nous emmène dans le milieu pictural de Los Angeles. Et surtout Robert Altman, avec « Secret Honour », consacre 90 minutes à un portrait imaginaire de Richard Nixon. C'est époustouflant ; ce monologue intensif tenu par un unique acteur, Philip Baker Hall dans un bureau présidentiel encombré d'écrans de télévision qui lui renvoient seulement sa propre image, est sans doute l'une des plus extraordinaires réflexions cinématographiques qu'on n'ait jamais faite sur le pouvoir politique. Ce n'est pourtant pas Philip Baker Hall qui obtint l'Ours d'or d'interprétation masculine, (le film d'Altman tourné avec peu de moyens étant d'ailleurs hors compétition), mais l'acteur espagnol Fernando Fernan Gomez pour « Stico » de Jaime de Arminan. Il est vrai que la performance est ici aussi incontestable. Léopold Cetera, alias Fernando Fernan Gomez, professeur retraité désargenté, rencontre par hasard un ancien élève, Gonzalo Barcena, avocat à la mode, à qui le vieil homme va s'offrir comme esclave. Après les tergiversations d'usage, le marché est conclu et Léopold devient « Stico », esclave de la famille Barcena à qui il aliène tous ses biens contre le vivre et le couvert.

Et la France dans ce Festival ? Sa sélection était pourtant la meilleure, avec « Péril en la demeure » de Michel Deville, « Je vous salue Marie », de Godard et « les Enfants » de Marguerite Duras. Godard a été récompensé par deux « bénitiers » d'or, puisque le jury de l'organisation catholique du cinéma et de l'audiovisuel a tenu à inviter à voir ce film sans préjugés : « avec un très grand respect, Godard tente une approche des choses inexplicables que sont la vie et l'amour, en liant sensualité et pureté, physique et métaphysique », et que le jury de l'église évangélique de Berlin lui a décerné sa suprême récompense. Mais « les Enfants » de Marguerite Duras n'ont recueilli qu'une simple mention spéciale au palmarès officiel. Le film valait bien mieux que cela. Avec Jean Mascolo et Jean-Marc Turine, Marguerite Duras a réussi à parler avec tact et intelligence de l'enfance, jouant à la fois sur le registre de l'humour et de la mélancolie. A 7 ans, Ernesto a le physique d'un enseignant de 40 ans. Sa sœur, qui a le même âge, est aussi grande et raisonnable que lui et lorsque le garçon décide de ne plus remettre les pieds à l'école, elle suit son exemple. « A quoi ça sert d'apprendre ? » « Pourquoi tout savoir ? » Ernesto ne veut plus apprendre des choses qu'il ne sait pas. « Hou la la », s'écrie son père, un abruti complet, remarquablement interprété par Daniel Gélin. La mère se contente de murmurer « ben dis donc » et de demander un rendez-vous au directeur d'école, (un André Dussolier au meilleur de sa forme). Maîtres, parents, journalistes s'inquiètent et s'agitent autour de ce garçonnet qui nous emmène doucement aux principes mêmes de l'enseignement.

La langue de Marguerite Duras se marie finement avec une image presque fixe. Tout est traité à l'économie, et l'effet est irrésistible, à la fois drôle et vraiment stimulant pour la réflexion. Dans le télégramme que Marguerite Duras a envoyé à Moritz de Hadeln, pour s'excuser de son absence à Berlin, elle disait seulement à propos des « Enfants » : « Il s'agit d'un film comique, infiniment désespéré dont le sujet aurait trait à la connaissance. » Visiblement le message est passé très au-dessus de la tête des membres du jury.

ANTOINE SPIRE

COUP DE SANG

Des Césars ... ripoux

Ça commençait bien, avec Giraudeau en Cassel mâtiné d'argot, les deux premiers Césars à Richard Bohringer et Caroline Cellier. Elle, tout émue ; lui qui partage son trophée avec une vraie générosité. Bon, on s'installe pour une cérémonie longuette, comme à l'accoutumée, répétitive en hommages émus et remerciements bafouillants. Mais ne tirons pas trop sur le pianiste : les Oscars hollywoodiens sont au moins aussi ennuyeux.

Quand même, il y a eu de bons moments. La « lettre d'excuse » de Delon concoctée par Coluche, qui n'avait pas oublié de porter le badge de « Sos-Racisme », « Touche pas à mon pote » : bien méchant et bien fait pour lui... Devos, Narcisse en ses souliers vernis : « Et plus il s'y mirait et plus il s'admirait »... Noiret pleurant dans son fauteuil au souvenir de Romy et du « Vieux fusil »... Dembo, fou de joie, espérant que les Français vont enfin se précipiter à son admirable « Diagonale du fou »...

Ce César à Dembo suffit-il à sauver de la honte un palmarès qui sacre trois fois Zidi et ses « Ripoux » ? D'accord, un succès en salles bienvenu, pour une fois que l'humour français décolle de son insondable stupidité (et « Marche à l'ombre », dans ces conditions, aurait mérité meilleur sort). Une fois de plus, la profession du cinéma vole au secours de la victoire, en consacrant bêtement les productions à grosses entrées. Au fond, ce serait naïf de s'en étonner.

Mais face à des films aussi beaux que « l'Amour à mort », aussi troublants que « les Nuits de la pleine lune », c'est trop. Pince-moi, dis-mois que je rêve...

Frédérique de Gravelaine

MINNELLIEN

Madame Bovary c'est lui !

Flaubert revisité par Hollywood, on pouvait craindre le pire. Du genre mélo dégoulinant ou vaudeville poisseux à la sauce américaine. Seulement, voilà. Minnelli derrière une caméra, ça donne, presque toujours, un film touché par la grâce. Et sa « Madame Bovary » est un pur régal. Sans doute la plus belle — et la plus fidèle — adaptation du roman de Flaubert. En femme désenchantée, brisée non par la souffrance, mais par l'absence de bonheur, Jennifer Jones est admirable. Peut-être un peu trop héroïne, un peu trop « remarquable » pour épouser parfaitement le personnage à dessein banal du livre. Mais qu'importe. Elle est l'Emma du film, et c'est ce qui compte. Une Emma frémissante dans les bras de Rodolphe, une Emma écœurée de la médiocrité de la chambre d'hôtel où elle rencontre Léon, une Emma qui rêvait sa vie et que la vie a blessée à mort. Cette Madame Bovary-là, impossible de l'oublier. Exactement comme l'autre.

**** « Madame Bovary » de Vincente Minnelli. Avec Jennifer Jones, Van Heflin, Louis Jourdan, James Mason.***

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



Catherine Rouvel et Charles Denner dans « Landru »

VENDREDI 8 MARS

T.f.1 « Hôtel trente étoiles », émission de Maritie et Gilbert Carpentier — 20 h 35.

Pléthore de divas à paillettes et de la chanson en tout genre. Bashung, Eddy Mitchell, Patti Layne (la dame qui « cherche un partenaire plutôt beau pas ringard ; un peu Cary Cooper en moins mort, en moins star »), Téléphone, Julien Clerc et les autres.

A.2 « Apostrophes », émission de Bernard Pivot : « Histoires d'exilés » — 21 h 35.

Avec Michel Fabre, Dimitri Savitski pour ses insolites nouvelles, Roger Grenier, Constantin Jelanski et Fred Uhlman pour son superbe roman « Il fait beau à Paris aujourd'hui » (Stock).

Ciné-Club. Cycle Jean Renoir : « Toni » — 23 h.

Tragédie au soleil pour un travailleur émigré d'Italie. Superbe.

F.r.3 « Face à la trois », émission d'Igor Barrère et André Campana. Invité Jean Bernard — 20 h 35.

Pour tout comprendre du grand homme, relisez donc l'interview parue dans « l'Unité » n° 590.

SAMEDI 9 MARS

T.f.1 « Un homme comblé », téléfilm de Paula Delsol — 20 h 40.

Couple d'amoureux cherche mère porteuse pour pallier stérilité. Mais tout va se compliquer. Avec Eva Darlan, Robin Renucci et Valérie Mairesse. Sur Musique, à 22 h 35, Zarah Leander.

Canal Plus « Avec Buster Keaton », document de John Spotton — 14 h 20.

Le portrait d'un génie.

DIMANCHE 10 MARS

T.f.1 « L'aile ou la cuisse », de Claude Zidi — 20 h 35.

La restauration et ses secrets d'alcôve par le duo Zidi-de Funès. De quoi devenir végétarien. Mieux vaut avoir Musique entre les oreilles. A 20 h 30, Brendel au piano et Baremboïm au pupitre (nobody's perfect) avec Beethoven à la clef.

Elections cantonales — 22 h 20.

Les résultats du premier tour. Sur Antenne 2, dès 21 h 35 et dès 20 h sur F.r.3.

F.r.3 Cinéma de minuit. Hommage à Darryl Zanuck « Je suis un évadé », de Mervyn Le Roy — 23 h 45.

Plongée noire dans l'enfer des bagnes américains. La caméra-scalpel de Mervyn Le Roy sur une histoire authentique plus les visages sublimes de Glenda Farrell et Paul Muni.



Jean-Jacques Moreau dans « Mort accidentelle d'un anarchiste. »

L'émission de la semaine : « les Grands Moments de la conscience française : l'année terrible », première partie, émission proposée par Françoise Verny et Claude Santelli. T.f.1, mercredi 13 mars, 21 h 30. Suite le vendredi 15 mars, même heure.

La Commune. Le 18 mars 1871, jour où les Parisiens ont défendu leurs canons sur le Sacré-Cœur...Et les quatre jours d'espoir fou qui ont suivi jusqu'à l'entrée des Versaillais qui devait annoncer « la semaine sanglante ». C'est cette année-là que Claude Santelli a choisie pour inaugurer « les Frands Moments de la conscience française ». Superbe choix. Il l'a « mis en scène » à l'aide d'une distribution de choc où l'on retrouve Alain Cuny, Marie-Christine Barrault, Gérard Desarthe et Didier Sandre, histoire de redonner un visage aux anonymes combattants des barricades élevées contre Thiers et ses hommes. La Commune n'est pas morte, comme ils le chantaient déjà... Et espérons que, ce soir, la France saura ne pas avoir la mémoire courte.

LUNDI 11 MARS

T.f.1 « L'Indic », de Serge Leroy — 20 h 35.

Une adolescente provinciale est utilisée comme indic à son insu. Sans grand intérêt si l'on excepte le regard bleu de Thierry Lhermitte.

A.2 Théâtre : « Mort accidentelle d'un anarchiste », de Dario Fo. Mise en scène de Jacques Echantillon ; réalisation de Marcel Bluwal — 20 h 35.

Suspecté d'être l'auteur d'un attentat, un cheminot anar « passe » par la fenêtre du commissariat. Suicide, accident ou bavure ? Une pièce démente ou le rire sert d'écrin à la peinture d'un fait divers. Avec Jean-Jacques Moreau, Stephan Meldegg et France Darry.

F.r.3 « Landru », de Claude Chabrol — 20 h 35.

Ou comment régler ses problèmes de chauffage. Avec Charles Denner — brillant — et, dans un second rôle, Raymond Queneau ! Côté femmes, la belle Hildegard Kneff que l'on peut retrouver sur Musique dès 22 h 30.

MARDI 12 MARS

T.f.1 « La Passion de la vie », série conçue par Jacotte Chollet et André Voisin. Deuxième partie : « De souffrance en conscience » — 21 h 35.

Comment retourner aux racines de la souffrance...

A.2 « Paradis pour tous », d'Alain Jessua — 20 h 40.

Un suicidaire sert de cobaye à un psy. Le dernier film de Patrick Dewaere et pas le meilleur...

F.r.3 « Jupiter, fils de Flicka », de Louis King — 20 h 35.

Trémolos écolos et sanglots amis des bêtes pour un hymne à l'amour de la nature et des étalons sauvages. Un nanar. Préférez donc Musique où l'on retrouve Marlène Dietrich à 22 h 30. A son programme : Berlin. Raaah...

MERCREDI 13 MARS

T.f.1 « Les Grands Moments de la conscience française » — série proposée par Françoise Verny et Claude Santelli. Première partie : « l'Année terrible » (1) — (voir encadré).

A.2 « Entre chats et loups », téléfilm de Victor Haïm et François Porcile — 20 h 35.

Intrigue policière entre pointes et tutus... Qui a tué le pianiste autrichien Peter Wick ? Avec Hella Petri, Georges Wilson et Georges Claisse. Sur Musique, à 20 h, Michel Corboz, Bach et « la Passion selon saint Matthieu ».

JEUDI 14 MARS

T.f.1 « Au nom de tous les miens », de Robert Enrico d'après Martin Gray — Sixième partie : « le Temps de la vengeance » — 20 h 35.

« L'Enjeu » magazine de François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller — 21 h 35.

Quatre reportages au menu. Le portrait de Vincent Bollore, p.-d.g. de trente-trois ans élu « homme du mois » ; l'Irlande face aux investissements étrangers ; la conquête de Lafarge, numéro un du ciment français et une étude comparative de toutes les huiles de moteur.

A.2 « Western sicilien », série de Pino Passalacqua d'après Leonardo Sciascia — Troisième et dernière partie — 20 h 35.

F.r.3 Cinéma 16 : « le Soleil des autres », d'Armand Meffre et Guy Jorre — 20 h 35.

Meurtre dans le Lubéron. Avec Jacques Dufilo. Mais tous sur Musique : à 20 h 30, un différé de Gaveau avec Scott Ross, le claveciniste qui décoiffe, dans Haendel, Bach et Scarlatti. On craque.

Un canal comme les autres ?

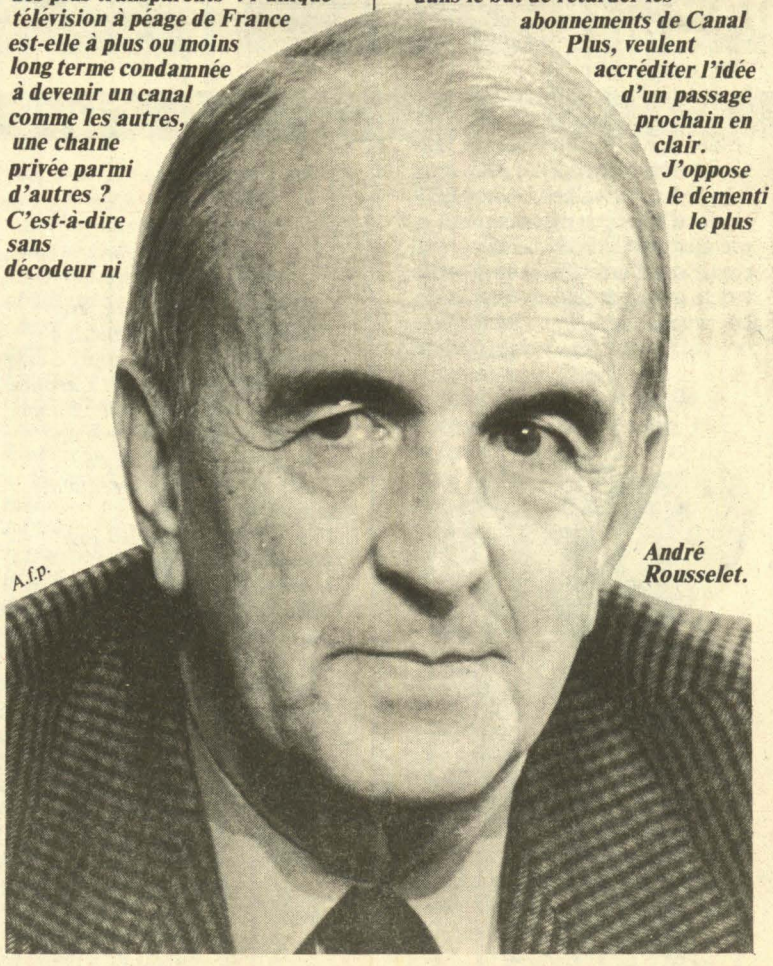
Il ne fallait pas être grand prophète pour le prévoir : l'annonce de la création possible de télévisions privées ne pouvait avoir que de mauvaises conséquences pour Canal Plus, chaine à péage. C'est ce qui s'est produit : depuis cette annonce, les abonnements à Canal Plus sont en chute libre. Evidence : pourquoi les télespectateurs iraient-ils payer aujourd'hui ce qu'ils auront gratuitement demain ? En conséquence, André Rousselet, p.-d.g. de Canal Plus, est contrait de réviser ses prévisions à la baisse : moins d'abonnés, donc moins de recettes, donc risque de déficit insurmontable.

Canal Plus espérait 1 100 000 abonnés au 31 décembre 1986, il n'en espère plus que 800 000. Le budget prévisionnel prévoyait un déficit cumulé de 445 millions de francs pour les exercices 1984-1985. André Rousselet estime maintenant que ce déficit risque d'atteindre 795 millions (soit 350 millions de plus). C'est ce dont il s'est ouvert à Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances, dans une lettre en date du 1er février dont l'hebdomadaire « le Point » a révélé le contenu dans son dernier numéro.

Dans cette lettre, selon certaines interprétations, André Rousselet « réclamait » à l'Etat un cadeau « de l'ordre de 500 millions de francs ». Il ne s'agissait évidemment pas d'une demande de subventionnement mais d'une avance remboursable. Petit détail que « le Quotidien » et « le Figaro », parmi d'autres, ont soigneusement oublié de mentionner !

Depuis l'envoi de cette lettre, André Rousselet a pris un certain nombre de mesures d'assainissement financier qu'il a rendues publiques dans un communiqué à l'A.f.p. mardi dernier. Selon lui, ces initiatives devraient permettre à Canal Plus de « parvenir à un bénéfice en 1986 ». Le coût des programmes va être diminué ; la publicité va être introduite sur les « plages en clair », etc. Résultat : un déficit ramené à 100 millions de francs à la fin de 1985. Et, précise André Rousselet, « nous avons demandé à ce sujet à l'Etat, en application de notre convention de concession (article 15), non pas de nous verser une indemnisation immédiate mais de nous reconnaître droit à l'indemnisation et de nous aider passagèrement en nous consentant des facilités sous forme d'avancement de trésorerie ou de prêts participatifs ».

Bref, pour l'immédiat, avec l'aide des banques et des actionnaires, Canal Plus est sauvé ; et ceux qui se réjouissaient par avance de voir Rousselet mettre la clef sous la porte en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Reste que l'avenir de Canal Plus n'est pas des plus transparents : l'unique télévision à péage de France est-elle à plus ou moins long terme condamnée à devenir un canal comme les autres, une chaine privée parmi d'autres ? C'est-à-dire sans décodeur ni parrainage mais tirant ses recettes de la seule vente d'espaces publicitaires...



A.f.p.

André Rousselet.

Sur ce terrain, André Rousselet rétorque : « Certains, dans le but de retarder les abonnements de Canal Plus, veulent accréditer l'idée d'un passage prochain en clair. J'oppose le démenti le plus formel à ces affirmations. Si Canal Plus devait passer en clair, il deviendrait une chaine comme les autres et perdrait tous les atouts qui font et amplifieront son succès : le nombre et la qualité des films qu'il diffuse sans vider les salles de cinéma et les exceptionnelles rencontres sportives qu'il retransmet sans vider les stades. Il n'en est pas question. »

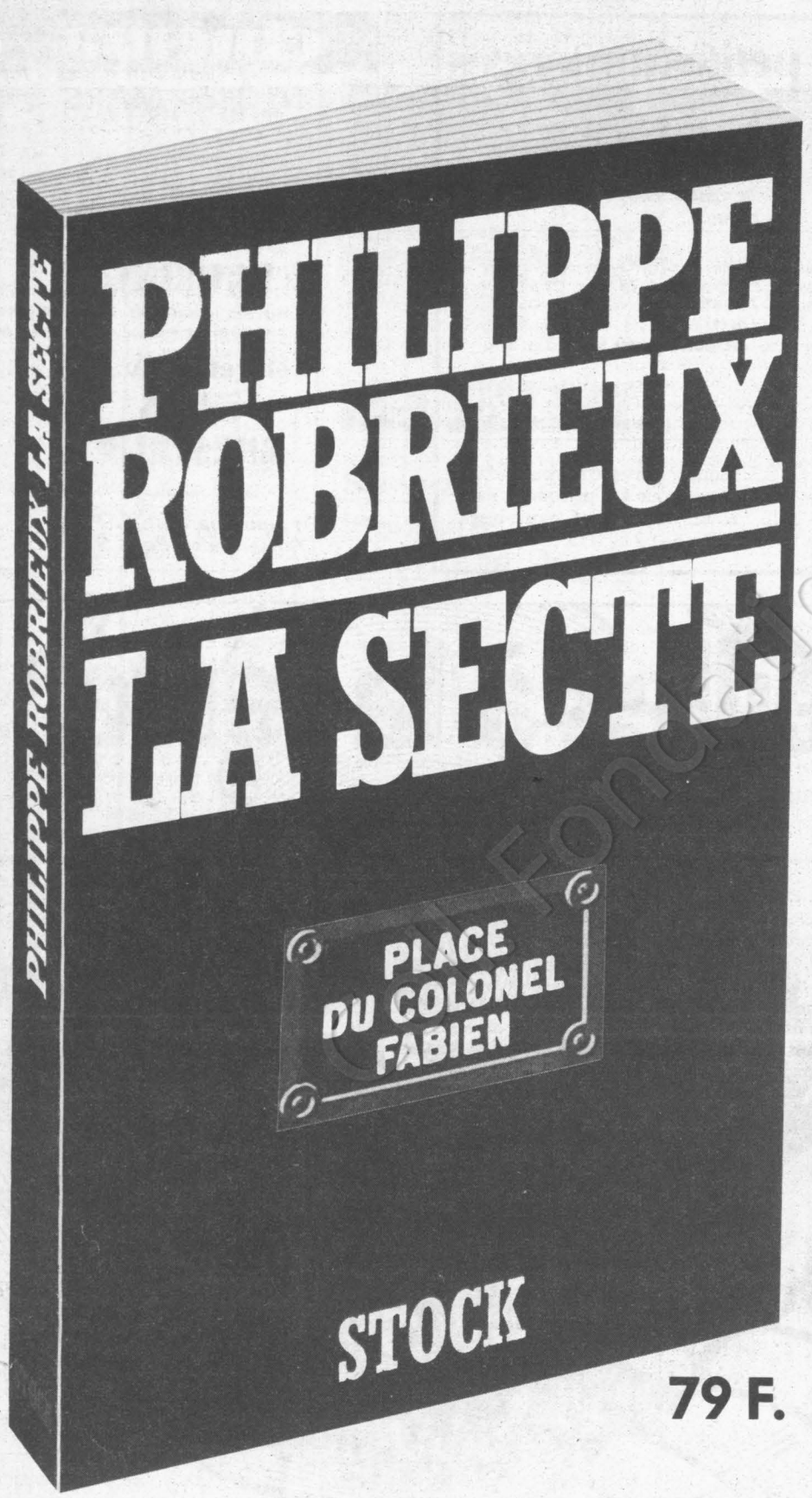
Il n'en est pas question, vraiment ? Pourtant, à partir du 16 mars prochain, comme l'a annoncé Pierre Lescure (directeur d'antenne) lundi dernier, les programmes non codés de Canal Plus passeront de 1 h 15 à 4 h 30 chaque jour... Si Canal Plus est ainsi condamné à livrer de plus en plus de tranches horaires en clair, faut-il parler de succès ?

Un autre problème se pose : la publicité va entrer à Canal Plus, bon. Mais, dans ce cas, le législateur peut-il continuer à lui réserver, et à lui seul, le parrainage d'émissions. Le cahier des charges de toutes les chaines du service public (qui leur interdit l'usage du parrainage) n'est-il pas à revoir d'urgence ?

Les bruits et chuchotements actuels autour de Canal Plus ne constituent qu'un début : la réorganisation du système audiovisuel français ne se fera pas sans douleur ni tâtonnements.

J.-P.L.

LE PARTI COMMUNISTE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS LU !



79 F.

Stock

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

GAZ DE FRANCE - Obligation 8,50 % Février 1972

Les intérêts courus du 16 Mars 1984 au 15 Mars 1985 sur les obligations Gaz de France 8,50 % Février 1972 seront payables, à partir du 16 Mars 1985, à raison de F 38,25 par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon N° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,25 (montant global : F 42,50).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 6,37 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,42 faisant ressortir un net de F 31,46. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

NOTA

En application de la loi du 30 Décembre 1981 - article 94, alinéa II et du décret N° 83.359 du 2 Mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :
- Les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux,
- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 Novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital),
- Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux Caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perception), à la Caisse Nationale de l'Energie, à PARIS, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

CREDIT LYONNAIS, SOCIETE GENERALE, BANQUE NATIONALE DE PARIS, BANQUE PARIBAS, CREDIT DU NORD, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL ET BANQUES AFFILIEES, SOCIETE GENERALE ALSACIENNE DE BANQUE, SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT, BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE, BANQUE INDOSUEZ, CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES ET TOUTES LES BANQUES POPULAIRES DE FRANCE, SOCIETE CENTRALE DE BANQUE AINSI QUE CHEZ TOUT AUTRE INTERMEDIAIRE HABILITE.

banque centrale des coopératives et des mutuelles

au service des Entreprises de communication

Nouveaux médias
Télévisions
Radios locales
Nouvelles images
Vidéo clips
Vidéo Art
Images animées
Télématique

Parce que les Industries de programme, c'est aussi l'affaire des Entrepreneurs de l'Economie Sociale.

La Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles accompagne le développement des entreprises (P.M.E., Coopératives, Associations...) qui s'impliquent dans des actions économiques, sociales, culturelles, technologiques, performantes et innovatrices.

La Banque soutient l'action de FORUM MEDIA, concepteur et réalisateur de Télécâble-Citécom 85 (3e Convention Nationale des Villes câblées et des télévisions locales - 1er Forum National de la Communication locale). Elle invite tous les partenaires de la vie locale (Associations, PME, Elus locaux) intéressés aux nouvelles techniques de communication à venir nombreux à cette manifestation.

Télécâble-Citécom 85
DU 10 au 14 Mars 1985
CNIT Paris La Défense

Renseignements : FORUM MEDIA ☎ (1) 620.40.79

bccm Banque de l'Économie Sociale

Siège Social : 12, place de la Bourse. 75002 PARIS. ☎ (1) 233.44.71

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE -
92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

NOTRE FAMILLE DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

UN INVESTISSEMENT SUR MESURE

HERVET OBLIGATIONS FRANÇAISES	placement diversifié en obligations françaises.	HERVET INVESTISSEMENT	diversifié - croissance.
HERVET OBLI-CROISSANCE	id. ci-dessus mais sans revenu.	HERVET PLACEMENT	diversifié - rendement et valorisation.
PLACEMENT ASSOCIATIF	placement en obligations françaises pour les organismes à but non lucratif.	HERVET 5000	spécialisé en actions françaises MONORY / Compte Épargne Actions.
HERVET COURT TERME HERVET COURT TERME N° 2	placement en obligations françaises pour l'épargne à court terme des particuliers et des entreprises.	HERVET TECHNOLOGIES	valeurs technologies tous pays.
		HERVET PACIFIQUE	valeurs des pays de la couronne du Pacifique.
		HERVET OBLIGATIONS INTERNATIONALES	principalement obligations en devises.

VOTRE GESTIONNAIRE VOUS PROPOSERA UN PANACHAGE DE CES DIFFÉRENTS FONDS ADAPTÉ A VOTRE CAS PERSONNEL

GROUPE HERVET

127, avenue Charles-de-Gaulle 92201 Neuilly-sur-Seine Cedex Tél. : 758.94.02

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

DIVERS

8.3. Loue appartement meublé dans villa un étage pour 4/5 personnes, juin, juil., août, sept. St-Cyprien-plage 66750. Tél. (68) 21.11.15.

cinéma

N° 315 - MARS

JACQUES DEMY
tourne
« PARKING »

entretien avec
NIELS ARESTRUP

En vente partout, 22 F, et 7, rue Cadet, Paris 9ème

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

L'argent qui rapproche les hommes.

RUIZ, SEGUELA, CATZAC & GOUDARD

(suite de la page 24)

reront des peintres, devenus à leur tour des modèles d'enquête, d'équilibre et d'aimable insoumission.

Cette exposition, qui a bénéficié du soutien d'I.b.m., a été organisée par le Los Angeles County Museum of Art en collaboration avec l'Art Institute of Chicago et la Réunion des musées nationaux, dans le cadre du Festival artistique des jeux Olympiques de 1984. Commissaires : Michel Laclotte, Earl A. Powell III, James N. Wood Richard Brettell, Sylvie Gache-Patin, Scott Schaefer.

« L'impressionnisme et le paysage français » au Grand Palais, entrée par le péristyle, av. Winston Churchill (261-54-10). Sauf mardi. De 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 22 avril. Journée gratuite : lundi 18 mars. Catalogue de 396 pages : 200 F ; « Petit Journal » : 5 F.

NANTES

Un tisserand à l'encre de Chine

Ami de Mondrian et artiste actif du mouvement abstrait dès 1923 dans la vision néo-plasticienne, Michel Seuphor, 84 ans, et son œuvre, seront l'objet, les 13, 14 et 15 mars, d'un colloque international organisé par l'Institut des lettres modernes de l'université de Nantes. En s'associant à cette manifestation, le musée des Beaux-Arts de la ville, dont le conservateur est Vincent Rousseau, a eu l'idée de montrer, à cette occasion, une centaine de dessins de l'artiste sous le titre « Inscriptions ». Il s'agit de pièces comportant de brèves citations, sentences et devises empruntées aux lettres latine, grecque, hébraïque et chinoise.

Trente ans déjà que Michel Seuphor tisse, à l'encre de Chine, des trames plus ou moins serrées de fils horizontaux ménageant en réserve — comme gommées dans la texture du fond — des surfaces vierges qui deviennent alors motifs. Il appelle ces feuilles des œuvres « à lacunes ». L'attention méritée, qui va être dévolue à ce maître des intervalles, précède, est-on en droit d'espérer, l'hommage que le musée national d'Art moderne devrait lui consacrer. Michel Seuphor explique sa manière de voir : « Je tire une ligne, je tire une autre ligne, une autre encore, et une autre. Entre les lignes, quelque chose se met à vibrer, dans les espaces blancs, des formes prennent substance. Le non écrit devient lisible, le vide parle, l'inexistant paraît doué de sens. »

LA ROCHELLE

Force 3 cet été

A l'occasion de la course transatlantique La Rochelle-Annapolis (départ le 16 juin prochain), la Maison de la culture de La Rochelle et du Centre-Ouest, dirigée par Claude Hudelot, se propose d'associer deux artistes américains vivant et travaillant en France, la chorégraphe Susan Buirge et le compositeur Kent Carter à un plasticien français Xavier Juillot. Le programme des réjouissances visuelles donne une idée des ambitions de l'équipe récemment renouvelée de cette Maison de la culture.

15 juin 1985 : instalation de structures gonflables et des geysers de X. Juillot sur le quai et dans le vieux port. « Alors que le public s'affaire, est-il expliqué dans le menu, autour de monstres multicoques et des structures gonflables, des geysers surgissent sur les tours et les remparts. Ils claquent haut dans le ciel en colonnes multicolores. Une exposition de toiles de Pierre Alechinsky peintes sur fond de cartes marines sera ouverte ce même jour jusqu'au 14 juillet. A la nuit, des majorettes, accompagnées par l'Harmonie de Mauzé, traversent la ville en marchant et en dansant, le spectacle étant réglé par S. Buirge, la fanfare exécutant une musique de K. Carter. »

16 juin : ballet de planches à voiles dans l'avant-port. « Une multitude de planches aux voiles peintes par un artiste contemporain inventent un véritable ballet : au large, le chalutier Listao déroule un gigantesque chalut aérien entre les îles de Ré et d'Oléron. Sur une embarcation glissant entre les deux tours avec grande voile et orchestre à bord, deux casse-cou exécutent un exercice de trapèze volant au-dessus de l'eau... »

Les 5 et 6 juillet suivant, à Baltimore, une fête équivalente aura lieu dans l'« Inner Harbor ». De son côté, l'Association française d'action artistique a prévu de présenter l'ensemble de cette animation en 1986 à Vancouver, ensuite lors de la tenue de la Foire internationale de Rio de Janeiro, puis à Adélaïd, au Festival international, en Australie.

Renseignements : Maison de la culture de La Rochelle et du Centre-Ouest, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot - 17025 La Rochelle. Tél. : (46) 41.37.79.

POLYNESIE

Suivez le sillage... à la Porte Dorée

Qui n'a lu, ou relu, « Immémoriaux » (*), ce chef-d'œuvre de Victor Ségalen, et cet autre de ses ouvrages si beaux, « Journal des Iles » (*), aurait plaisir, sinon intérêt, en cette période où « le Caillou » néo-calédonien rencontre un destin autre que celui d'un ordre de sujétion coloniale, à visiter, tous sens en éveil, l'exposition, « Sillages polynésiens », organisée par le Centre des hautes études du Pacifique. A travers des pièces ethnographiques, peintures, dessins, cartes et manuscrits, il s'agit d'un voyage propre à se familiariser avec les mœurs et les coutumes des peuples polynésiens.

Mis en appétit de savoir, et sur la conquête de cette région du globe devenue enjeu stratégique, et sur ses populations au riche passé artistique, on pourra compléter cette visite par celle du musée des Arts africains et océaniens. Ses étonnantes collections permettent une approche intelligente des sociétés indigènes « pacifiées » dès le milieu du XVIII[e] siècle par la France et l'Angleterre, de nos jours massivement engagées dans le combat pour la maîtrise de leur identité.

« Sillages polynésiens », musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin - Paris IIIe. Jusqu'au 11 avril. Musée des Arts africains et océaniens, 293, avenue Daumesnil, Paris XIIe.

(*) « Les Immémoriaux » -Réédition dans la collection « Terre humaine » (Plon) dirigée par Jean Malaurie. « Journal du Pacifique », publié par les Editions du Pacifique en 1978, année du centenaire de la naissance du grand écrivain.



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement « spécial cantonales » (dix numéros : 60 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

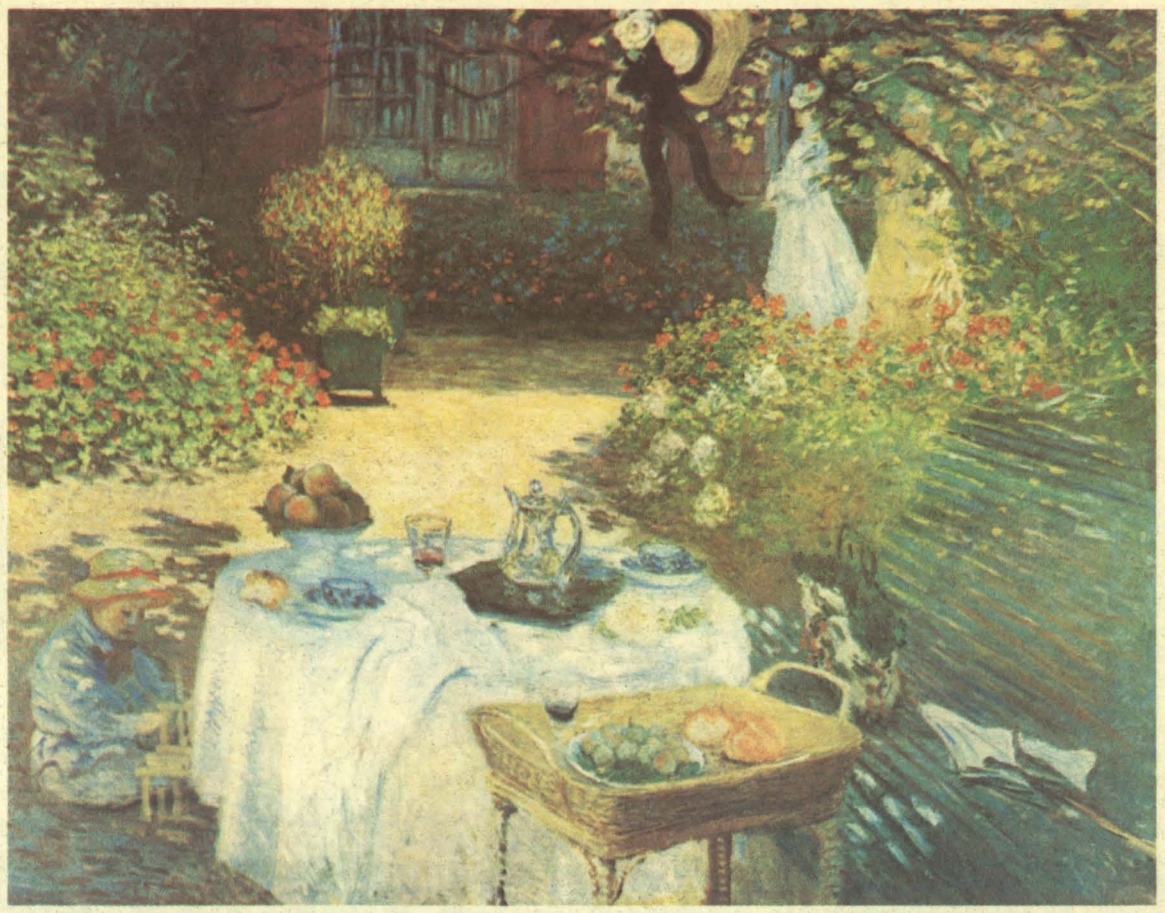
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

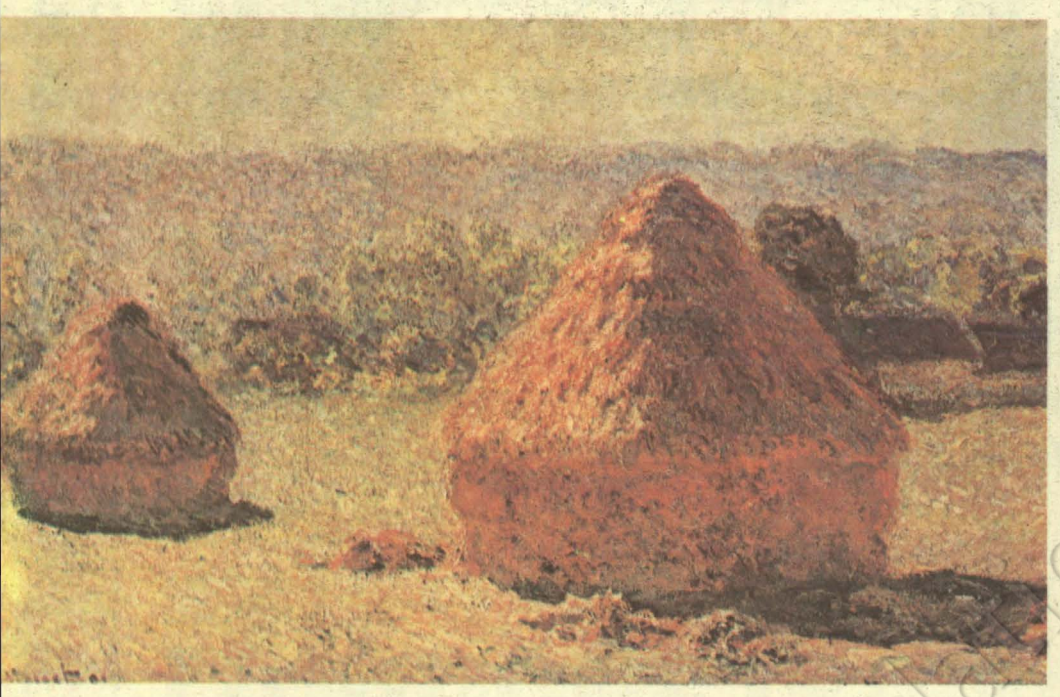
Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

LA VIE D'ARTISTE
expositions



« Le déjeuner », de Claude Monet, vers 1873-1874.

PAR LUCIEN CURZI



« Meules, fin de l'été, effet du matin », de Claude Monet, vers 1891.



« Les bords de l'Oise, à Pontoise », de Camille Pissaro, 1872.

IMPRESSIONNISTES

Le grand bol d'air de la peinture française

L'impressionnisme, soit l'envie, chez les peintres catalogués avec plus ou moins d'exactitude dans ce groupe, non pas de saisir de façon passive une « image » immobile du réel, mais de traduire ou d'exprimer son émotion, face à un site apparemment anodin, « cadré » par ses soins, voire modifié dans sa composition, est sans doute le mouvement pictural le mieux ancré dans l'imaginaire collectif de notre siècle. A Paris, le musée du Jeu de Paume ne désemplit jamais ; Giverny, bourg situé près de Vernon, où Monet, fou d'estampes japonaises, vécut et travailla, est devenu un lieu de pèlerinage international essentiel, mieux que Louveciennes, Bougival et Marly-le-Roi, voire Argenteuil et Pontoise, où s'exerça, dans les premières années des décennies 1860-1880 et au-delà, la verve lumineuse d'artistes indépendants. La peinture impressionniste est, de loin, par l'attention qu'elle accorde à une réalité en mouvement, le ressort le plus puissant, sinon le plus universel, du goût public en cette fin du XX[e] siècle. Etonnant paradoxe lorsqu'on sait combien Monet et ses amis eurent à lutter, simplement pour vivre. Bien sûr, des exceptions faussent cette assertion avec Cézanne ou Manet, révélés assez peu impressionnistes, et financièrement à l'abri du besoin et des humeurs du marché, Degas étant, en l'occurrence, absent de ce panorama.

Avec l'impressionnisme, la peinture d'atelier sort, pour ainsi dire, de son étroitesse d'esprit, prend ses aises et pas mal de risques. Rome et la Grèce, patrimoine historique et littéraire majeur de la peinture d'histoire, ce « grand » genre de la tradition encouragée par l'Académie et les pouvoirs publics, et seule voie pour faire carrière, sont reniées. A cet art confiné, maniéré et grandiloquent, à quoi s'étaient opposés, à leur manière, Corot, Millet et Courbet, surtout le groupe des peintures panthéistes de Barbizon, notamment Théodore Rousseau et Daubigny, ces dernières inquiets des transformations en cours dans les campagnes françaises (les effets de la première révolution industrielle sont désormais visibles dans les paysages d'Ile-de-France), l'impressionnisme, officiellement né en 1874 avec l'exposition tenue dans l'atelier du photographe Nadar, boulevard des Capucines, fait pièce, de magistrale façon. L'impressionnisme est, avant tout, oxygénation, spatialité ouverte et cure de clarté.

Quant au tableau, il n'est plus ce théâtre où des figures et des objets sentimentaux s'étouffent dans leur banalité noble. Gérôme et Bouguereau sont les noms à succès du temps, mais de nos jours ? L'impressionnisme est acceptation du vivant, c'est-à-dire de ce qui germe, s'accroît et décline, quand il sollicite des changements d'axes de vision, et des déplacements hors les murs de l'atelier : du peintre, sac au dos, par les chemins et les halliers ; des humains dans un paysage modifié ; des heures et des saisons, au gré desquelles toutes choses, s'éclairant différemment, prennent sens, paraissent intéressantes, sinon saines et belles par elles-mêmes, et pour les yeux qui savent voir et imaginer.

L'impressionnisme incline, malgré lui, à un optimisme historique. Individualistes, ses propagateurs sont des instinctifs doués d'une haute conscience de l'art. Tous les citadins. Après la reddition honteuse de Sedan, la chute de l'empire corporatiste et l'écrasement dans le sang des ouvriers communards, et aussi les destructions inouïes opérées par Haussmann, un épisode s'ouvre au cours de quoi Paris va se relier aux provinces à peine connues. Avec l'ouverture de lignes de chemins de fer — Paris-Saint-Germain, inaugurée en 1837, puis Paris-Dieppe, Le Havre etc. — la campagne autour de la capitale est accessible aux voyageurs ; les plages de la Manche accueillent, pour les bains de mer devenus à la mode, une clientèle déjà nombreuse ; les caboteurs crachotent les gaz de leurs chaudières à charbon dans le ciel de Seine ; le réseau routier s'étend ; des guides touristiques se répandent, qui comportent des itinéraires jalonnés par le rail, des haltes agrémentées d'auberges et ornées de monuments susceptibles de fouetter le sentiment national. Le progrès technique aidant, une certaine évasion populaire est facilitée. L'ère des loisirs de masse débute, en effet. C'est de ce monde habité, mobile et positif, dont témoignent, avec diverses audaces, les impressionnistes : se promener, insouciant, par une éclatante journée dans la verdure, ou canoter, déjeuner et danser dans une guinguette, n'est-ce pas prendre la mesure de soi-même, en un pays riant, calme, riche et laborieux, de nouveau assuré et sûr de ses atouts ?

La peinture de paysage, dans ce contexte, se révèle être un genre majeur par l'énergie et la sérénité qu'il dégage. Aux cent mille tableaux à sujets grevés de poncifs, que la seconde moitié du XIX[e] siècle a produits dans la veine allégorique, la peinture de plein air, née avec Eugène Boudin, et comme exténuée dans son final par Cross, Emile Bernard et Signac, offre le champ exubérant d'une peinture abrasive, au reste moins spontanée qu'on l'a cru, procédant par légères touches, affleurements discontinus, pointillés en semis, au service des charmes papillonnants dispensés à profusion par une nature généreuse et domestiquée.

Même si les personnalités sont tranchées, une conception proche d'un sensible sans afféterie (la facture est à peau dure) est commune aux artistes de cette éphémère constellation. Par quoi leur attention est-elle surtout attirée ? Pissarro par les potagers et les clos, ces « jardins d'utilité » bien peignés et féconds, les bords de l'Oise d'où s'élève la colonne fumeuse d'une cheminée d'usine, les vues du Paris encombré et festif ; Renoir par le flou des rivages de rivière à chevelures rousse et verte tranchant sur le bleu porcelaine de l'onde et le blanc crémeux des voiliers ; Monet, ici hégémonique avec pas moins de quarante-deux toiles (!) grâce auxquelles il apparaît, à lui seul, le génie complet et inrassasié de l'impressionnisme par la série incandescente des meules, les jardins publics si bien mis et ces parcs à monstres que sont les gares, Saint-Lazare en l'espèce qui a droit aux trois toiles espérées côte à côte, emplies de fumée corrosive et de volupté nuageuse ; Cézanne, ses si méditatifs, et à haute saveur byzantine, « Golfe de Marseille vu de l'Estaque », à côté d'une aérienne et impalpable « Montagne Sainte-Victoire », chef-d'œuvre comme d'esquisse, et point culminant de cette remarquable manifestation ; Seurat par l'harmonie géométrique de Port-en-Bessin poudré et, semble-t-il, flottante, tel un mirage.

Exaltée comme jamais auparavent, la France agricole vue par les impressionnistes rassemble des terres florissantes — la France est alors considérée comme le grenier de l'Europe — où les moissonneuses mécaniques ronflent, mais les araires et batteuses à vapeur décrites dans le journal « la Nature » restent encore rares. Or, même Pissarro, acquis aux idées socialistes-anarchistes de Kropotkine, ignore leur intrusion progressive dans le paysage rural. Chez les impressionnistes, la campagne est surtout aimée au repos, pareille en cela aux espaces maritimes, en particulier les plages normandes, villégiatures aptes à purifier et soigner, source aussi de renouvellement des émotions et des plaisirs. Face aux « prodigieuses magies de l'air et de l'eau » décrites par Baudelaire au sujet de toiles de Boudin accrochées au Salon de 1859, Monet capte les jeux patients de la mer dans les falaises ou les mêlées de l'air et de la mer. Guère de ces conflits orchestrés entre les élément qui fascinaient Courbet.

Au-delà de 1880, les impressionnistes se replient loin de la civilisation policée, remuante et polluée. Les soleils du Midi accaparent Van Gogh et Gauguin. Monet, sans regret, s'éloigne de Trouville et d'Etretat, des endroits chics et populeux. Il devient, à Giverny, le seigneur des iris, chrysanthèmes, pivoines, eschscholtzias, hyacinthes, toutes fleurs troublantes, s'essayant, tendu vers l'éphémère, à rendre la densité charnelle de matières mortelles. Bientôt, avec « les Nymphéas », les tableaux ne sont plus que d'ultimes tentatives, au demeurant réussies, d'animer en profondeur les surfaces muettes, jusqu'à épuisement des formes lisibles. Monet n'est plus devant le végétal, il se veut végétal ; il grandit avec lui, se gave de lumière pour la restituer en luxe ruisselant et musical.

« Petite sensation » ou pas, l'impressionnisme n'est pas un retour à la nature. Influencés en partie par la photograhie de paysage propagée par l'éditeur lillois Blanquart-Evrard dans les années 1850-1860 et ses publications de voyages illustrés, Turner et l'estampe japonaise, les impressionnistes surent retenir et les thèmes et les raffinements atmosphériques. Même si, autour de 1900, les amateurs de boîtes noires s'inspi-

(suite en page 23)

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325